

Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée
de la production et des déprédateurs à travers les champs-écoles des
producteurs pour le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal

(GCP/RAF/378/NET)

Mission d'évaluation

(29 juillet – 24 août 2004)

Issa Martin Bikienga (*Burkina Faso*)

Batiama Diarra (*Mali*)

Alioune Gassama (*Sénégal*)

Annemarie van Paassen

Harold van der Valk



Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FAO

Rome, février 2005

Les auteurs

Issa Martin Bikienga est Ingénieur agroéconomiste, et le Coordonnateur des Programmes majeurs politiques du Comité Permanent inter-états de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) au Burkina Faso.

Batiama Diarra est Ingénieur d'élevage, et Chargé du Programme de privatisation de fonctions et de transfert de compétences, Cellule d'Appui aux réformes institutionnelles du Ministère de l'agriculture au Mali.

Alioune Gassama est Ingénieur agronome, et consultant indépendant au Sénégal.

Dr. Annemarie van Paassen est Professeur en communication et études d'innovation à l'Université Agronomique de Wageningen, aux Pays-Bas.

Harold van der Valk est Ingénieur agronome, et consultant indépendant aux Pays-Bas.

Table des matières

Table des matières.....	2
Remerciements.....	4
Abréviations.....	5
Résumé.....	8
1. INTRODUCTION.....	14
1.1 Objectifs de la mission.....	14
1.2 Exécution de la mission.....	14
1.3 Historique du Programme GIPD.....	15
1.4 Objectifs du Programme GIPD.....	15
2. DISPOSITIF ORGANISATIONNEL DU PROGRAMME GIPD.....	17
2.1 Acteurs et partenaires.....	17
2.1.1 Burkina Faso.....	17
2.1.2 Mali.....	18
2.1.3 Sénégal.....	18
2.2 Coordination régionale.....	20
3. EVALUER LE SUCCES DU PROGRAMME.....	21
3.1 Introduction.....	21
3.2 Mise en oeuvre.....	21
3.3 Indicateurs d'impact.....	21
3.3.1 Apprentissage instrumental.....	22
3.3.2 Apprentissage pour la cohérence.....	23
3.3.3 Autopromotion.....	23
4. FORMATION DES FACILITATEURS.....	25
4.1 Introduction.....	25
4.2 Résultats de la formation.....	26
4.2.1 Nombre d'agents-facilitateurs formés.....	26
4.2.2 Nombre de producteurs-facilitateurs formés.....	26
4.2.3 Partenaires pour la GIPD.....	27
4.2.4 Genre.....	30
4.3 Qualité de la formation.....	31
4.3.1 Formation des agents-facilitateurs.....	31
4.3.2 Formation des producteurs-facilitateurs.....	36
4.4 Elargissement de la capacité en GIPD.....	38
4.4.1 Collaboration avec les institutions d'éducation.....	38
4.4.2 Diversification de la capacité technique des facilitateurs.....	40
4.5 Conclusions et recommandations.....	40
5. CHAMPS-ECOLES DES PRODUCTEURS.....	44
5.1 Résultats de la formation.....	44
5.1.1 Nombre de producteurs formés.....	44
5.1.2 Bénéficiaires et genre.....	45
5.2 Impact de la formation sur les pratiques agricoles, l'environnement et la santé...46	46
5.2.1 Adoption des pratiques GIPD.....	46
5.2.2 Impact sur les rendements, coûts de production et revenus paysans.....	48
5.2.3 Utilisation des pesticides.....	50
5.2.4 Environnement et santé.....	50
5.2.5 Résultats dans des conditions réelles de production.....	51
5.3 Qualité de la formation.....	51
5.3.1 Relevance de la formation GIPD-CEP.....	51
5.3.2 Apprentissage instrumental.....	53
5.3.3 Apprentissage pour la cohérence.....	55

5.3.4	Autopromotion.....	56
5.4	Conclusions et recommandations	59
6.	SENSIBILISATION ET PUBLICITE.....	62
7.	RECHERCHE.....	63
7.1	Contribution de la recherche au contenu des CEP	63
7.2	Formation d'étudiants.....	64
7.3	Etudes spécifiques	65
8.	CADRE INSTITUTIONNEL ET OPERATIONNEL	67
8.1	Politiques et stratégies de développement	67
8.1.1	Burkina Faso	67
8.1.2	Mali.....	67
8.1.3	Sénégal.....	68
8.1.4	Conclusion	69
8.2	Ancrage institutionnel du Programme GIPD.....	69
8.2.1	Burkina Faso	69
8.2.2	Mali.....	71
8.2.3	Sénégal.....	73
8.2.4	Coton.....	74
8.3	Aspects opérationnels.....	76
8.3.1	Niveau régional.....	76
8.3.2	Niveau national.....	77
9.	ASPECTS FINANCIERS	79
9.1	Bilan financier du Programme GIPD	79
9.2	Coûts de l'approche GIPD-CEP.....	82
9.2.1.	Formation des facilitateurs.....	82
9.2.2	Champs écoles des paysans	83
9.2.3	Bilan coûts – bénéfices de l'approche GIPD-CEP.....	83
10.	ORIENTATIONS FUTURES DU PROGRAMME GIPD	86
	BIBLIOGRAPHIE.....	91
	Annexes	94
Annexe 1	Termes de référence de la mission d'évaluation	95
Annexe 2	Programme	97
Annexe 3	Personnes rencontrées	100
Annexe 4	Résultats du programme GIPD atteints à la fin juillet 2004 par rapport à ceux attendus dans le document de projet.....	105
Annexe 5	La différence entre l'approche de formation sur plan fixe et celle ciblant le processus d'apprentissage	106
Annexe 6	Développement des capacités techniques en GIPD.....	107
Annexe 7	Capacité technique active en GIPD-CEP chez les différents partenaires du programme.....	110
Annexe 8	L'approche GIPD en Afrique de l'Ouest.....	113
Annexe 9	Le curriculum des CEP du Programme régional GIPD en Afrique de l'Ouest ...	115
Annexe 10	Activités de sensibilisation et de publicité	118
Annexe 11	Mémoires d'étudiants et études de cas effectuées dans le cadre du projet.....	119
Annexe 12	Politiques et stratégies de développement rural et de l'environnement au Mali .	120
Annexe 13	Politiques et stratégies de développement rural au Sénégal	126
Annexe 14	Budget et dépenses du projet.....	129
Annexe 15	Coûts de la formation d'un producteur-facilitateur	130
Annexe 16	Analyse préliminaire et partielle du bilan coûts – bénéfices de l'introduction de l'approche GIPD-CEP	131

Remerciements

La Mission adresse ses vives remerciements aux équipes de coordination nationale, Souleymane Nacro et Mme Alice Karenga au Burkina Faso, Souleymane Coulibaly et Lamine Diarra au Mali, et Barka Dieng et Mme Seynabou Fall Dieye au Sénégal, pour leur appui important pendant l'évaluation.

La Mission est également très reconnaissant au Directeur Général des Productions Végétales au Burkina Faso, au Directeur National d'Appui au Monde Rural au Mali et à l'Administrateur Général de la Fondation CERES-Locustox, structures nationales d'exécution du Programme GIPD, pour leur collaboration franche et efficace.

Les Représentations de la FAO dans les trois pays ont beaucoup facilité la Mission dans l'exécution de son travail, ce qui a été hautement apprécié.

La Mission adresse également ses remerciements à l'équipe de la Facilité Mondiale pour la Lutte Intégrée, au Siège de la FAO, particulièrement William Settle, Patrizia Senerchia, Peter Kenmore et Harry van der Wulp, pour leur assistance dans l'organisation de l'évaluation et les discussions utiles et enrichissantes. Les rencontres avec Kevin Gallagher ont été hautement appréciées.

Finalement, la Mission voudrait remercier tous les partenaires du Programme, les facilitateurs et les producteurs avec qui elle a pu échanger, pour avoir pris du temps de discuter les points forts et points faibles de l'approche GIPD-CEP avec la Mission, et ainsi d'avoir fait une contribution essentielle et hautement appréciée à cette évaluation.

Abréviations

Général

CEP	Champ-Ecole des Producteurs
CILSS	Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CUMAR	Cultures Maraîchères
\$ EU	Dollar (Etats-Unis)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FDF	Formation des Formateurs
GEF	Global Environment Facility
GIPD	Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs
IFDC	Centre International pour la fertilité des sols et le développement agricole
LMR	Limite maximale de résidus
MIR	Projet Marché d'Intrants agricoles Régionale en Afrique de l'Ouest
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne <i>ou</i> Organisation des Producteurs
PSSA	Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire

Burkina Faso

AMVS	Autorité de Mise en Valeur de la Vallée du Sourou
APIPAC	Association des Professionnels de l'Irrigation Privée et des Activités Connexes
CAP	Centre Agricole Polyvalent
CREDO	Organisation Chrétienne de Secours et de Développement
CRREA	Centre de Recherches Régionales Environnementales et Agricoles
DGPV	Direction Générale des Productions Végétales
DOPAIR	Direction de l'Organisation des Producteurs et de l'Appui aux Institutions Rurales
DPVC	Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement
DPAHRH	Direction Provinciale de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
DRAHRH	Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
DVRD	Direction de la Vulgarisation et de la Recherche Développement
IDR	Institut du Développement Rural
INERA	Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles
LPDRD	Lettre de Politique de Développement Rural Décentralisé
MAHRH	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MOB	Maîtrise d'Ouvrage de Bagré
ODE	Office de Développement des Eglises Evangéliques
PNDSA	Programme National de Développement des Services Agricoles
SCOOBAM	Société Coopérative du lac de Bam
SDR	Stratégie de Développement Rural
SOCOMAG	Société des Coopératives Maraîchères de Guiédougou
SOFITEX	Société des Fibres et Textiles du Burkina Faso
UCOBAM	Union des Coopératives Agricoles et Maraîchères du Burkina

UNPCB	Union Nationale des Producteurs du Coton du Burkina
URCABO	Union Régionale des Coopératives Agricoles de l'Ouest du Burkina

Mali

AOPP	Association des Organisations Professionnelles Paysannes
APCAM	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali
ASCOMA	Association des Consommateurs du Mali
CAFO	Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali
CCA-ONG	Conseil de Concertation et d'Appui aux ONG
CMDT	Compagnie Malienne de Développement des Textiles
DNAMR	Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural
DRAMR	Direction Régionale de l'Appui au Monde Rural
IER	Institut d'Economie Rurale
ODRS	Office de Développement Rural de Sélingué
OHVN	Office de la Haute Vallée du Niger
ON	Office du Niger
OPIB	Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda
ORM	Office Riz Mopti
ORS	Office Riz Ségou
PASAO	Programme d'Appui aux Services Agricoles et Organisations Paysannes
PNIR	Programme National des Infrastructures Rurales
SDDR	Schéma Directeur du secteur du Développement Rural
SECO-ONG	Secrétariat de Concertation des ONG maliennes
SYCOV	Syndicat des Cotonniers et Vivriers

Sénégal

ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
ADENA	Association pour le Développement de Namarel
APECS	Assistance à la Promotion Economique des Couches Sociales déshéritées
ASSESCAW	Association Socio Educative Sportive et Culturelle des Agriculteurs du Walo
AUMN	Association des Unions Maraîchères des Niayes
CERES	Centre de Recherches en Ecotoxicologie pour le Sahel
CDH	Centre de Développement de l'Horticulture
CIRIZ	Comité Interprofessionnel du Riz
CLCOP	Comité Locale de Coordination des Organisations de Producteurs
CNCFPD	Comité National de Concertation de la Filière Patate Douce
CNIH	Comité National Interprofessionnel de l'Horticulture
DH	Direction de l'Horticulture
DPV	Direction de la Protection des Végétaux
DRDR	Direction Régionale du Développement Rural
EGED	Entente des Groupements Economiques du Diéri
ENDA PRONAT	Environnement Développement Action - Protection Naturelle
FEPRODES	Fédération des Groupement des Femmes Productrices de la Région de Saint-Louis
FPMN	Fédération des Producteurs Maraîchers de la zone des Niayes
GIE/MTL	Groupe d'Intérêt Economique Mougne Takku Liguey
GREEN SENEGAL	Groupe de Recherches et d'Etudes Environnementales - Sénégal

ISRA	Institut Sénégalais des Recherches Agricoles
LOASP	Loi d’Orientation Agro-Sylvo-Pastorale
ONAPES	Organisation National des Producteurs Exportateurs de Fruits et Légumes du Sénégal
PAN – Africa	Pesticide Action Network – Africa
PRODAM	Projet de Développement Agricole de Matam
PROVANIA	Promotion de la Vallée des Niayes
RNFS	Réseau National des Formateurs GIPD au Sénégal
SAED	Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et des Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falémé
SODEFITEX	Société de Développement des Fibres Textiles
UJAK	Union des Jeunes Agriculteurs de Koyli Wirdé
URCAT	Union Régionale des Coopératives Agricoles de Tambacounda

Résumé

La Mission d'évaluation du *Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs (GIPD) à travers les champs-écoles des producteurs pour le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal* (GCP/RAF/378/NET) a eu lieu du 29 juillet au 24 août 2004.

Le Programme GIPD a démarré en juillet 2001 et la phase actuelle prend fin en décembre 2004. Le Programme est exécuté par la Facilité mondiale pour la lutte intégrée (FAO) et les Ministères chargés de l'agriculture du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal. Il est principalement financé par le gouvernement des Pays-Bas et les Gouvernements des trois pays participants.

Objectifs du Programme

Le objectif global du Programme sous-régional de formation participative en GIPD est de renforcer les systèmes nationaux de vulgarisation et de recherche agricole par une meilleure diffusion de l'information technique au sein des petits producteurs, particulièrement des femmes, afin de leur permettre d'améliorer sensiblement leurs systèmes de production et de parvenir à la sécurité alimentaire et à l'amélioration de leurs revenus.

Les objectifs spécifiques du Programme sont :

- de développer une capacité sous-régionale en matière de gestion intégrée des déprédateurs en utilisant les avantages comparatifs de chacun des 3 pays (cultures maraîchères pour le Sénégal, coton pour le Mali et riz pour le Burkina Faso) ;
- de sensibiliser les opinions publiques, les décideurs politiques et techniques et des partenaires au développement des pays membres à travers diverses activités telles que les ateliers nationaux et sous-régionaux qui mettent en évidence l'impact de la GIPD et la remise en cause des politiques nationales agricoles (subventions des pesticides, par exemple) et qui accordent une meilleure attention à la sécurité alimentaire, l'environnement, la santé des producteurs et de consommateurs, et l'exportation des produits agricoles ; et
- de favoriser l'échange d'expérience entre les experts des trois pays par l'organisation de voyages d'étude et d'ateliers sous-régionaux.

Les objectifs et les activités du Programme GIPD cadrent parfaitement avec les stratégies du développement rural des trois pays impliqués. L'augmentation des revenus des producteurs, l'intensification durable de la production agricole, la gestion durable des ressources naturelles, le renforcement des capacités de prise de décision techniques des producteurs et des organisations paysannes, l'amélioration de la position économique des femmes, sont des priorités dans les différents stratégies et politiques de développement rural ; elles sont également tous des buts opérationnels du Programme GIPD.

Résultats du Programme

Formation des formateurs

Le Programme a pu créer une capacité solide en facilitateurs pour la GIPD et l'approche de conseil agricole à travers les champs-écoles des producteurs (CEP). Après trois ans d'opération, 155 agents-facilitateurs sont actifs dans les trois pays. En outre, à la fin du projet, environ 350 producteurs-facilitateurs seront en mesure d'animer des CEP. Ces résultats dépassent les objectifs initialement prévus.

Les coordinations nationales ont réussi à mettre en œuvre un programme à travers plusieurs types de partenaires en même temps. Cela a créé une connaissance et acceptation très large de l'approche GIPD-CEP dans les pays et a réduit le risque de dépendance sur un seul, ou un nombre limité, de partenaires.

Un certain nombre de points mérite une attention particulière, toutefois, dans une éventuelle prochaine phase du Programme. Le fait que seulement 7% des agents-facilitateurs qui sont présentement actifs proviennent des organisations non gouvernementales (ONG), est une source d'inquiétude, en vu d'une institutionnalisation et pérennisation de l'approche GIPD. En outre, le nombre de facilitateurs féminines est faible en comparaison avec la participation des femmes dans les CEP. Cette faiblesse pourrait menacer la participation des femmes dans le futur du Programme ainsi que leur appropriation de l'approche GIPD.

Le curriculum des formations des facilitateurs donne trop peu d'attention à des méthodes et approches d'éducation des adultes et la dynamique de groupe. Cette déficience risque de réduire l'efficacité des facilitateurs dans la mise en œuvre des CEP. En outre, les facilitateurs font une enquête relativement limitée des pratiques et contraintes agricoles au début d'un CEP. Par conséquent, le CEP risque de ne pas toujours traiter les problèmes clés des participants. Une évaluation plus approfondie pourrait renforcer la relevance des activités entreprises par la suite.

Finalement, la politique actuelle dans les trois pays de responsabiliser les organisations paysannes (OP) et les ONG dans le conseil agricole n'est pas encore bien cristallisée. Beaucoup d'ONG et OP sont relativement faibles sur le plan technique et organisationnel et ne sont pas encore en mesure de prendre en main les activités de formation des producteurs en GIPD à travers les CEP.

Champs-écoles des producteurs

Un nombre impressionnant de producteurs a été formé dans une période de trois ans. Environ 820 CEP ont été organisés et environ 15000 producteurs ont finalisé avec succès le curriculum en GIPD. Bien que ce nombre de paysans formés est plus bas que prévu dans le document de projet, l'évaluation faite par les coordinateurs nationaux au début du projet que ce total n'était pas réaliste vu la capacité en formateurs disponible est supportée par la Mission. Le Programme a pu mobiliser une participation importante des femmes aux CEP, surtout dans les cultures maraîchères.

Les pratiques en GIPD vulgarisées dans les CEP ont résulté dans une augmentation des revenus des producteurs dans la large majorité des cas. L'utilisation des pesticides est également réduite, ce qui a résulté très probablement dans diminution des risques pour la santé des producteurs et leurs familles, une réduction des risques pour l'environnement et une augmentation de la durabilité agronomique et écologique des systèmes de production. Le Programme semble avoir créé un intérêt et engouement réel pour la GIPD parmi les producteurs et la demande pour participer dans les CEP dépasse la capacité de formation dans beaucoup de zones.

Un certain nombre de points mérite une attention particulière, pourtant, dans une éventuelle prochaine phase du Programme. Il n'existe actuellement pas un système de collecte de données régulière et systématique en ce qui concerne le taux d'adoption ou l'impact économique et environnemental de la GIPD. Ce manque de données limite les possibilités d'évaluation du succès ou des problèmes du Programme GIPD.

Jusqu'à maintenant, les CEP ciblent leurs interventions sur les pratiques agricoles en sens restreint. Cependant, beaucoup de problèmes de production dépassent les pratiques agricoles et sont liés aux stratégies de subsistance des producteurs, l'accès à la terre ou au crédit, les problèmes de transformation ou de commercialisation des produits agricoles. Les CEP

devraient mieux prendre en compte ces contraintes dans les CEP et essayer de trouver des solutions au sein de la communauté.

Les producteurs apprennent dans les CEP de nouvelles techniques et participent dans les essais de terrain pour les évaluer et approuver. Cependant, peu d'attention est donné au renforcement de la capacité du paysan de continuer à conceptualiser et de faire des expérimentations dans son propre champ. La Mission constate également que le niveau relativement bas d'alphabétisation réduit fortement l'efficacité des CEP. Les participants illettrés ont des problèmes de participer dans certaines activités du CEP et ralentissent la vitesse de travail.

Sensibilisation et publicité

La Mission a trouvé que le Programme GIPD est bien connu par les décideurs politiques, les techniciens et chercheurs, et les organisations paysannes dans l'ensemble des trois pays. Le Programme a également mis beaucoup d'accent sur la sensibilisation des producteurs. Le grand public a été informé à travers les émissions radio et télévision ainsi que par les articles dans les journaux.

Ancrage institutionnel et organisation du Programme

Un large nombre structures et organismes sont impliqués dans la mise en œuvre du Programme GIPD, ce qui a augmenté l'acceptation et l'ancrage effectif au niveau national. Le Programme, et son unité de coordination, ont été liés différemment avec les institutions nationales, étant donné qu'une situation institutionnelle particulière existe dans chaque pays.

Au Burkina Faso, le Programme s'appuie principalement sur les structures régionales de développement rural et sur certaines structures paraétatiques de développement agricole. Au Mali, ce sont les mêmes types de structures qui exécutent le plus du Programme, mais avec un accent spécifique sur les structures paraétatiques. Au Sénégal, le Programme relève de la Fondation CERES/Locustox et sa mise en œuvre est surtout assurée par les organisations paysannes, les ONG et les structures paraétatiques.

Une menace spécifique pour la réussite du Programme est le fait que les systèmes nationaux de vulgarisation et conseil agricole dans les trois pays du Programme sont toujours en mouvement. Au Sénégal, l'ANCAR est actuellement bien établi, mais le système décentralisé de conseillers ruraux, ainsi que leur financement, n'est pas encore entièrement sur place, encore moins expérimenté. Le futur rôle de la vulgarisation à travers la DNAMR au Mali et par la DGPV au Burkina Faso est loin d'être clair actuellement. Par conséquent, il existe un risque les certains investissements fait par le Programme GIPD dans la capacité technique des agents gouvernementaux sera (en partie) perdu.

Afin de pouvoir renforcer l'ancrage institutionnel et donc la durabilité du Programme GIPD sur le plan national, la Mission a fait les recommandations suivantes : Au Burkina Faso, le Programme devrait suivre de près l'exécution de l'étude sur la réorganisation du système national de vulgarisation agricole et contribuer activement à l'élaboration d'un éventuel nouveau plan ou stratégie dans ce domaine. En outre, une collaboration devrait être cherchée avec les initiatives qui visent à renforcer les OP et les ONG, afin d'assurer que le renforcement des capacités en GIPD va de pair avec le renforcement des capacités générales de ces organisations.

Au Mali, le programme GIPD devrait renforcer ses liens avec les organisations paysannes afin de augmenter leur rôle dans la mise en place et exécution des CEP. Cela pourrait être fait en collaborant avec la composante sur le renforcement des capacités des ONG du PASAOP.

La Mission recommande que la coordination du Programme national du Sénégal soit progressivement transférée de la Fondation CERES-Locustox à l'ANCAR, pour assurer l'institutionnalisation de la GIPD et l'approche de vulgarisation à travers les CEP au niveau national. La Fondation CERES-Locustox devrait assumer plutôt un rôle de suivi et recherches pour la mise en œuvre de la GIPD. Toutefois, le Programme devrait maintenir sa large gamme de partenaires différents pour la mise en œuvre de la GIPD.

L'introduction de la GIPD dans le secteur coton était un des objectifs du Programme. Toutefois, seulement 500 producteurs ont été formés, la plupart au Mali. Cela est dû d'une part au nombre limité de facilitateurs spécialisés dans le coton et d'autre part à une certaine réticence auprès des sociétés cotonnières de développer la GIPD.

Vu la grande quantité de pesticides utilisés dans le coton, une claire demande des producteurs de réduire leurs coûts de production et l'impact sur la santé, et les résultats positifs obtenus jusqu'à maintenant avec la GIPD, la Mission recommande que le Programme continue ses efforts d'introduire la GIPD dans le coton. Ceci devrait se faire à travers les sociétés cotonnières demeure, mais également en renforçant les liens avec les organisations et syndicats des producteurs de coton.

Gestion et financement du Programme

La coordination régionale du programme a été faite par la Facilité Mondiale pour la Lutte Intégrée à Rome. En général, les coordinateurs nationaux étaient satisfaits de l'appui par la Facilité.

Vu les résultats impressionnants obtenus, on peut conclure que le Programme au niveau national a également pu être exécuté correctement. Cependant, les coordinations nationales ont indiqué plusieurs aspects opérationnels qui pourraient être renforcés afin d'améliorer l'efficacité du Programme. Pour renforcer davantage la gestion opérationnelle du Programme et augmenter son efficacité, la Mission recommande que les coordinations nationales, en collaboration avec les Représentations de la FAO, élaborent des plans de déboursement des fonds, surtout sur le plan décentralisé, afin de limiter les retards dans la mise en place des fonds d'opération du Programme. En outre, le Programme devrait se servir plus des protocoles d'accord pour l'exécution de ses activités, particulièrement avec les partenaires déjà expérimentés et considérés comme efficaces.

Au moment de la Mission, les fonds disponibles du bailleur principal (environ \$ EU 1,9 millions) étaient quasiment dépensés. Un financement additionnel (environ \$ EU 400000) a été reçu du bailleur pour couvrir les dépenses jusqu'en fin 2004. Une estimation faite par la Mission en concernant les fonds de contrepartie des Gouvernements (environ \$ EU 300000 par pays) montre que le Burkina Faso et le Mali ont contribué d'une manière satisfaisante au programme ; les données pour le Sénégal n'étaient pas disponibles.

Le projet a réussi à générer des fonds supplémentaires importants (au minimum \$ EU 1,3 millions) pour des interventions en GIPD. Les activités financées sous le projet ont donc fonctionné comme « catalyseurs » pour d'autres partenaires à participer dans le Programme. La coordination nationale et la Représentation nationale de la FAO au Mali ont été particulièrement actives dans cet aspect, générant des ressources financières supplémentaires pour la GIPD qui dépassent le budget original du projet. La Mission considère la génération des fonds additionnels aussi considérables comme un indicateur très convaincant du succès du projet.

Une évaluation détaillée sur coûts et bénéfices de l'approche GIPD-CEP n'a pas pu être faite, étant donné qu'une étude économique plus approfondie était toujours en cours au moment de la Mission. Toutefois, une estimation provisoire et partielle montre que les investissements

faits par le Programme se sont montrés rentables, dans la plupart des cas, après une à trois récoltes.

Orientations futures du Programme

Bien que l'objectif de la mission n'était pas d'élaborer des propositions pour une prochaine phase du Programme GIPD, quelques orientations ont été données par la Mission :

Besoin pour une seconde phase

L'intérêt pour une seconde phase a été manifesté sans ambiguïté par toutes les personnes et les structures que la Mission a rencontré, en commençant par les producteurs ayant pratiqué la GIPD. Les acquis du Programme obtenus jusqu'à présent sont impressionnants, aussi bien sur le plan du renforcement des capacités en GIPD des partenaires et des producteurs, qu'au nouveau des améliorations des revenus des paysans et la réduction de l'impact potentiel sur l'environnement et la santé humaine. Cependant, il existe une demande réelle d'étendre le Programme GIPD dans des nouvelles régions et des cultures pas encore touchées. En outre, la capacité technique créée par le Programme est relativement limitée, et ne donne pas encore une base suffisamment solide pour que la GIPD pourrait être diffusée sans un appui ciblé.

Programme régional

Le Programme GIPD a été exécuté comme une activité sous-régionale. La Mission considère que cette approche est justifiée et constitue une valeur ajoutée sur plusieurs projets nationaux indépendants. Le Programme a clairement bénéficié de l'échange d'expertise (coordinateurs, facilitateurs) qui a eu lieu entre les pays. Cet échange a permis de prendre connaissance des expériences, spécialités et contraintes de chaque pays participant dans le Programme, ce qui a mené à un renforcement mutuel des approches et techniques utilisées dans la GIPD.

Nouvelles cultures

Dans tous les trois pays, il a été demandé d'étendre l'approche GIPD vers d'autres cultures. La Mission soutient cette demande mais souligne qu'il est essentiel que, pour une nouvelle culture, les techniques et approches en GIPD puissent réellement améliorer les rendements ou revenus du paysan, ou réduire considérablement l'utilisation des pesticides.

Nouvelles zones d'intervention

Dans tous les trois pays, il a été demandé d'étendre l'approche GIPD vers d'autres zones dans le pays où le Programme n'était pas encore actif. La Mission soutient ce souhait. Cependant, il est recommandé qu'une telle extension géographique nationale du Programme se fait de façon groupée plutôt que dispersée pour obtenir une masse critique en GIPD, et de progressivement étendre le Programme vers d'autres zones. La Mission déconseille d'intervenir dans beaucoup de zones en même temps, pour éviter que cette dilution d'efforts réduit l'efficacité du Programme.

Renforcement du curriculum

Bien que le curriculum actuel des CEP donne une base excellente pour le développement de la GIPD, plusieurs suggestions ont été faites le renforcer d'avantage. Elles incluent le développement d'une analyse participative rurale au début du CEP, le renforcement des exercices sur la dynamique et la communication dans le groupe, le renforcement de la capacité des paysans de concevoir et exécuter des expérimentations dans leur champ, et des thèmes agronomiques comme la rizi-pisciculture, la gestion de l'eau (d'irrigation), la gestion des mauvaises herbes, etc.

Consolidation et renforcement de la capacité en formation

Le Programme a pu former un nombre important de facilitateurs en GIPD. La Mission recommande que dans la seconde phase du Programme une attention particulière soit donnée au recyclage et renforcement des capacités techniques et didactiques de ces facilitateurs. Les partenaires du Programme devraient développer une stratégie des ressources humaines à cet effet.

Institutionnalisation de la GIPD – CEP

L'objectif final du Programme est l'institutionnalisation de la GIPD comme stratégie de production, et les CEP comme approche d'apprentissage et de communication, dans les structures et organisations de développement agricole. Cette institutionnalisation de la GIPD devrait passer par l'inclusion formelle de l'approche dans les politiques ou stratégies du développement rural des trois pays. Le Programme devrait œuvrer que cela se matérialise durant sa seconde phase. En outre, le développement d'un plan d'implémentation de la GIPD devrait être élaboré dans chaque pays, comme cela ce fait actuellement au Mali.

Il y a un développement dans les trois pays de responsabiliser les organisations paysannes de progressivement pour la demande, le financement et l'exécution du conseil et la vulgarisation agricole. La Mission recommande, par conséquent, que le Programme travaille d'avantage avec les organisations paysannes dans les trois pays.

Suivi – évaluation

Une faiblesse de la première phase du Programme était le manque de suivi d'impact de la mise en place de la GIPD. Par conséquent, il n'est pas possible d'évaluer en suffisamment de détails les effets économiques, environnementaux et sociaux de l'introduction de la GIPD. Dans la seconde phase du Programme, le suivi d'impact et son analyse devraient être renforcés considérablement.

Financement

Le Programme a, dans sa première phase, pu générer d'importantes ressources financières supplémentaires au Projet. Cependant, la durabilité financière de la GIPD n'est certainement pas encore assurée. Plusieurs voies de financement potentielles, qui pourraient venir en complément du financement d'une seconde phase du Projet, semblent particulièrement intéressantes pour pérenniser la GIPD. Elles incluent (i) l'autofinancement ou de semi-autofinancement des CEP, (ii) les programmes nationaux de développement sectoriels, comme par exemple le PASAOP et PNIR (au Mali), le PSAOP (au Sénégal), et le PNDSA et PNGT (au Burkina Faso), ou (iii) les crédits ou fonds locaux qui sont fournis par certains programmes de développement sectoriel. Ces financements peuvent être demandés par les groupes de producteurs ou associations villageoises pour des activités de développement local.

La Mission recommande que plusieurs possibilités de financement de la GIPD soient évaluées et testées afin d'assurer que les producteurs, après la seconde phase, auront la possibilité de faire financer des activités en GIPD, s'ils souhaiteraient.

1. INTRODUCTION

1.1 Objectifs de la mission

Ce rapport décrit les résultats de la Mission d'évaluation du **Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs à travers les champs-écoles des producteurs pour le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal (GCP/RAF/378/NET)**. (Ce programme sera abrégé dans le reste du rapport comme le *Programme GIPD*).

Le Programme GIPD a démarré en juillet 2001, et la phase actuelle prendra fin en décembre 2004. Le Programme est exécuté par la Facilité mondiale pour la lutte intégrée (FAO) et les Ministères chargés de l'agriculture au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. Il est principalement financé par le gouvernement des Pays-Bas et les gouvernements des trois pays participants.

La Mission a eu lieu cinq mois avant la fin du projet et a comme principaux objectifs d'évaluer les résultats et l'impact du Programme, d'identifier les points forts dans son exécution et les contraintes rencontrées, et de faire des recommandations en ce qui concerne les actions nécessaires pour consolider les acquis. La Mission a également été demandée d'identifier les besoins pour un appui externe continu ou une éventuelle prochaine phase du Programme.

Les termes de référence complets de la Mission sont donnés en annexe 1.

1.2 Exécution de la mission

La mission d'évaluation a été effectuée par deux consultants internationaux et un consultant national dans chaque pays. Les consultants internationaux ont commencé leur travail avec un briefing à la FAO à Rome et ont par la suite visité les trois pays pendant une semaine chacun. Un débriefing a été fait à la fin de leur mission.

Chaque consultant national a préparé l'évaluation, en collaboration avec les coordinateurs nationaux du Programme, avant l'arrivée des consultants internationaux. Par la suite, ils ont exécuté l'évaluation dans chaque pays ensemble avec les consultants internationaux. Après le départ des consultants internationaux, les consultants et coordinateurs nationaux ont continué à collecter certaines informations nécessaires pour la finalisation du rapport.

Malgré la durée très limitée dans chaque pays, la Mission a tenté de rencontrer le maximum de partenaires nationaux du Programme GIPD. Elle a également visité un nombre considérable de producteurs qui avait participé dans le Programme, ainsi que les facilitateurs-techniciens et facilitateurs-producteurs qui sont responsables pour la formation.

La mission d'évaluation a eu lieu du 29 juillet au 24 août 2004.

L'itinéraire détaillé de la mission est fourni en annexe 2. Les personnes rencontrées pendant la mission sont listées en annexe 3.

1.3 Historique du Programme GIPD

La gestion intégrée des déprédateurs des cultures est une méthodologie de formation participative basée sur l'utilisation des champ-écoles des producteurs (CEP). Le système des champ-écoles des producteurs a été initialement développé en Asie comme un véhicule pour promouvoir la gestion intégrée des déprédateurs des cultures. Les CEP n'enseignent pas aux producteurs de nouvelles technologies hors de leur environnement, mais elles visent à les doter d'outils qui leur permettront d'analyser leurs propres pratiques et identifier des solutions spécifiques aux problèmes qu'ils rencontrent (voir annexe 8).

Aujourd'hui, l'approche GID appliquée en Afrique a évolué vers une approche plus large intégrant en plus de la gestion des déprédateurs des cultures celle de la production, d'où l'appellation Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs, en abrégé GIPD. Le programme régional actuel a été fondé sur plusieurs activités pilotes dans les trois pays :

Au Burkina Faso, un projet pilote a été exécuté d'août 1996 au juillet 1997. Ce projet a permis de former 19 agents burkinabés et 1 malien dans le domaine de la GIPD du riz. Au total 213 riziculteurs ont été formés, sur 7 périmètres irrigués.

Au Mali, un projet pilote en 1996 a pu former 14 facilitateurs et 88 riziculteurs. Par la suite, un programme intérimaire a été exécuté à l'Office du Niger de juillet à novembre 1999. Ce programme a donné lieu à la formation de 14 facilitateurs et 575 producteurs en riziculture. Au début du Programme régional, 19 de ces agents formés étaient encore disponibles pour faciliter des CEP.

Au Sénégal, finalement, une activité pilote de formation des formateurs en cultures maraîchères a pu former 31 facilitateurs (dont 3 agents maliens et 3 burkinabés) et 600 producteurs. Cette activité a eu lieu entre novembre 2000 et mars 2001.

Ces différents projets pilotes ont permis de gagner de l'expérience avec l'approche CEP dans les cultures maraîchères et le riz, et de former un premier groupe de facilitateurs en GIPD. En outre, les résultats agronomiques, environnementaux et économiques positifs ont créés un intérêt à l'approche chez les autorités nationales et les organisations paysannes dans les trois pays.

Par la suite, la Facilité mondiale pour la lutte intégrée a développé, avec les trois pays, un programme sous-régional de formation participative en GIPD. Le Programme GIPD a démarré en juillet 2001, avec un financement du Gouvernement des Pays-Bas.

1.4 Objectifs du Programme GIPD

Malgré les bons résultats obtenus ces dernières années dans le domaine de la production agricole dans les trois pays couverts par le Programme, la sécurité alimentaire, sujette à de nombreux aléas reste toujours fragile. La dégradation des ressources naturelles se poursuit de façon inexorable.

La raison d'être du Programme est de contribuer à accroître la production agricole des trois pays concernés et à améliorer durablement la productivité des petits exploitants agricoles, en leur apportant un savoir-faire de façon à ce qu'ils produisent de la manière la plus rationnelle possible et qui respecte la santé humaine et l'environnement. En d'autres termes, le Programme tout en contribuant à accroître les revenus des petits exploitants agricoles par l'amélioration de la productivité agricole, devrait susciter chez les bénéficiaires un changement de comportement vis-à-vis de la gestion des ressources naturelles et de

l'utilisation des intrants agricoles dont les pesticides. Il devrait également leur permettre d'améliorer leurs aptitudes à comprendre et analyser toutes les composantes de leurs systèmes de production et prendre des décisions rationnelles par rapport à leur gestion. En dehors des composantes classiques de la protection intégrée des végétaux, le Programme mettra aussi l'accent sur les autres aspects de la production agricole : la gestion de la fertilité des sols, la commercialisation de la production, le rôle des femmes et des enfants dans la production, etc.

Le objectif global du Programme sous-régional de formation participative en GIPD, comme décrit dans le document de projet (FAO, 2001), est :

« de renforcer les systèmes nationaux de vulgarisation et de recherche agricole par une meilleure diffusion de l'information technique au sein des petits producteurs, particulièrement des femmes, afin de leur permettre d'améliorer sensiblement leurs systèmes de production et de parvenir à la sécurité alimentaire et à l'amélioration de leurs revenus. »

Les objectifs spécifiques du Programme sont :

- « de développer une capacité sous-régionale en matière de gestion intégrée des déprédateurs en utilisant les avantages comparatifs de chacun des 3 pays (cultures maraîchères pour le Sénégal, coton pour le Mali et riz pour le Burkina Faso) » ;
- de sensibiliser les opinions publiques, les décideurs politiques et techniques et des partenaires au développement des pays membres à travers diverses activités telles que les ateliers nationaux et sous-régionaux qui mettent en évidence l'impact de la GIPD et la remise en cause des politiques nationales agricoles (subventions des pesticides, par exemple) et qui accordent une meilleure attention à la sécurité alimentaire, l'environnement, la santé des producteurs et de consommateurs, et l'exportation des produits agricoles ; et
- de favoriser l'échange d'expérience entre les experts des trois pays par l'organisation de voyages d'étude et d'ateliers sous-régionaux ».

Les principales activités et résultats attendus du Programme, comme définis dans le document de projet, figurent en annexe 4.

La Mission note que les objectifs et résultats attendus du Programme ont été présentés dans une façon très succincte dans le document de projet. Aucun éclaircissement n'a été donné de la base sur laquelle les différents résultats attendus ont été déterminés. Cela complique l'évaluation des du Programme et plus particulièrement la justification des écarts éventuels trouvés entre les résultats attendus et ceux obtenus.

+

Recommandation :

Le document de projet d'une éventuelle prochaine phase du Programme GIPD devrait clairement définir les objectifs et résultats attendus, dans une façon qui permet une évaluation du succès et de l'impact des interventions.

2. DISPOSITIF ORGANISATIONNEL DU PROGRAMME GIPD

2.1 Acteurs et partenaires

Dans chaque pays, une unité de coordination très légère exécute le Programme sur le plan national. Elle consiste du coordinateur national et un assistant administratif et financier. Cette unité de coordination est responsable pour l'exécution technique et logistique du Programme et assure les contacts avec la FAO et les différents partenaires sur le terrain.

Le Programme GIPD, et son unité de coordination, ont été ancrés différemment dans les institutions nationales, étant donné qu'une situation institutionnelle particulière existe dans chaque pays. Le tableau 2.1 liste les structures et organismes qui ont bénéficié d'une formation des formateurs du Programme GIPD. Pour plusieurs raisons, ces structures et organismes ne sont plus toutes actifs dans l'organisation des CEP (voir chapitre 4 pour une discussion plus approfondie).

2.1.1 Burkina Faso

Au Burkina Faso, le Programme national en GIPD relève de la Direction Générale des Productions Végétales (DGPV) du Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (MAHRH). La coordination nationale du Programme est logée dans les locaux de la Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC) relevant de la DGPV. Le lien fonctionnel avec la structure nationale de vulgarisation (la Direction de la Vulgarisation Rurale et de la Recherche-Développement (DVRD) est faible.

Un Comité de pilotage pour le Programme se réunit deux fois par an pour faire le point sur les résultats obtenus et pour valider le programme de travail.

Pour sa mise en œuvre, le Programme s'appuie principalement sur les structures régionales de développement rural (les Directions Régionales (ou Provinciales) de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (DR(P)AHRH), ainsi que sur certaines structures paraétatiques de développement agricole, comme la Maîtrise d'Ouvrage de Bagré (MOB). Les DRAHRH sont responsables pour la vulgarisation agricole dans leurs régions.

La coordination nationale du Programme a eu très récemment des discussions fructueuses avec la Confédération Paysanne du Faso (CPF) regroupant plusieurs organisations faîtières agricoles du Burkina Faso. L'un des principaux résultats de ces discussions est l'engagement de la CPF à faire connaître à ses organisations membres le Programme GIPD et à les amener à s'engager davantage dans les activités du Programme. Déjà, sur le terrain, le Programme entretient une collaboration étroite avec plusieurs dizaines d'OPA. Par exemple, le Programme a formé récemment en GIPD des cultures maraîchères cinq (5) formateurs très motivés provenant des OPA de la Vallée du Sourou. Ces agents sont tout à fait capables de développer un programme local de GIPD sur les cultures maraîchères dans la Vallée du Sourou.

Dans chaque structure partenaire, un ou plusieurs agents-facilitateurs et/ou producteurs-facilitateurs¹ ont été formés en GIPD-CEP. Le Programme dispose actuellement de trois

¹ Le terme "agent-facilitateur" a été utilisé dans ce rapport pour les agents ou techniciens des structures étatiques, paraétatiques ou liés aux organisations non gouvernementales ou paysannes qui ont été formés pour animer un CEP en GIPD. Le terme "producteur-facilitateur" a été utilisé pour les paysans ou producteurs qui ont été formés pour animer un CEP en GIPD. Notez que les termes appliqués dans les pays pour ces personnes peuvent parfois être (légèrement) différents.

coordinateurs régionaux (points focaux), tous des facilitateurs expérimentés en GIPD, au niveau de certaines structures partenaires et régions. Ces point focaux sont responsables pour la coordination des CEP dans leur structure ou région et assurent le contact avec la coordination nationale et les partenaires locaux.

Un réseau de facilitateurs a été créé pour assurer l'échange d'information entre les techniciens actifs en GIPD dans le pays. Le réseau a obtenu une reconnaissance juridique depuis mai 2004.

Une collaboration existe avec l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA), surtout de le Centre Régional de l'Environnement et de Recherches Agricoles de Farakoba, pour la formation des formateurs.

2.1.2 Mali

Au Mali, le Programme national en GIPD relève de la Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR), du Ministère de l'Agriculture. La coordination nationale du Programme y est logée. La DNAMR est la structure nationale de vulgarisation agricole.

Pour la mise œuvre des ses activités, le Programme GIPD s'appuie surtout sur les structures paraétatiques de développement agricole. Elles incluent, entre autres, l'Office du Niger (ON), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB) et la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT). Les Direction Régionales de l'Appui au Monde Rural (DRAMR) jouent également un rôle important dans la mise en œuvre du Programme. Les organisations paysannes ont une implication plus limitée, et les ONG ne participent quasiment pas dans le Programme GIPD.

Un Task force a été créé pour le suivi du Programme. Il se réunit en principe quatre fois par an pour l'approbation des programmes d'activités et assurer une coordination entre services gouvernementaux.

Dans chaque structure partenaire, un ou plusieurs facilitateurs et/ou producteurs-facilitateurs ont été formés en GIPD-CEP. Le Programme a actuellement un point focal dans chaque structure partenaire, tous des facilitateurs expérimentés en GIPD. Ces point focaux sont responsables pour la coordination des CEP dans leur structure et assurent le contact avec la coordination national.

Un réseau national de facilitateurs a été créé pour assurer l'échange d'information entre les techniciens actifs en GIPD dans le pays. En outre, certaines structures partenaires ont créé des réseaux locaux de facilitateurs et producteurs-facilitateurs.

L'Institut d'Economie Rural (IER) participe dans la formation des formateurs.

2.1.3 Sénégal

Au Sénégal, le Programme national en GIPD relève de la Fondation CERES/Locustox (Centre de Recherches en Ecotoxicologie pour le Sahel), où la coordination nationale est logée. Bien que le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage est un des membres dans le Conseil d'Administration de la Fondation, le lien opérationnel entre le Programme GIPD et le Gouvernement est plus faible au Sénégal que dans les autres deux pays. Ceci est partiellement dû au fait qu'au moment de l'implantation du Programme, la vulgarisation agricole était en pleine restructuration et la nouvelle Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) venait d'être créé.

Tableau 2.x Ancrage institutionnelle des Programmes nationaux en GIPD dans les trois pays : institutions de coordination et ainsi que les structures partenaires où le Programme GIPD a formé des techniciens facilitateurs

Structure nationale de coordination	Partenaires d'exécution du Programme ^{1,2}					
	Etatique	Paraétatique	Organisations non gouvernementales	Organisations paysannes		Autres
				nationales	régionales/locales	
<i>Burkina Faso</i> Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC)	DRAHRH & DPAHRH (11 régions) PSSA	SOFITEX MOB AMVS	ODE CREDO Association Génération Montante	UCOBAM	URCABO Projet 910/140 ha Projet 200 ha Appui aux organisations paysannes GPAMAD SCOOBAM Groupe de Tani Groupement de Douna Groupement de Di Coop. rizicole de Dakiri Coop. rizicole de Gouran Coopérative de Kompienga Groupement de Tanlili SOCOMAG	Projet 1000 jeunes filles Fixation des jeunes dans leur terroir CAP Matourkou SOGCAM
<i>Mali</i> Direction Nationale d'Appui au Monde Rural (DNAMR)	DRAMR (4 régions & District de Bamako) PSSA	OPIB OHVN ODRS CMDT ON ORS ORM	CREDO CAFO CCA-ONG SECO-ONG Helvétas ASCOMA	APCAM SYCOV AOPP		
<i>Sénégal</i> Fondation CERES/Locustox	DRDR (5 régions) ANCAR DPV DH	SAED SODEFITEX	PAN Africa ENDA-Pronat GREEN Sénégal CERES-Locustox	ONAPES CIRIZ CNCFPD CNIH	FPMN AUMN UJAK FEPRODES	Groupement des jeunes femmes APECS EGED GIE/MTL ADENA ASSESCAW

¹ Un ou plusieurs agents des structures listées dans ce tableau ont reçu une formation en tant que facilitateur du Programme GIPD ; cependant, toutes ces structures ne sont actuellement pas nécessairement encore actives dans le domaine de la GIPD (voir chapitre 4 pour une discussion plus approfondie).

² Pour les abréviations des structures voir la liste des abréviations au début du rapport.

Pour sa mise en œuvre, le Programme s'appuie pour une grande partie sur les organisations paysannes et les structures paraétatiques de développement. Les ONGs jouent également un rôle considérable dans l'implémentation des activités en GIPD. Les structures purement étatiques, comme les Directions Régionales de Développement Rural (DRDR) prennent part dans la formation en GIPD à un degré plus limité.

Dans chaque structure partenaire, un ou plusieurs facilitateurs et/ou producteurs-facilitateurs ont été formés en GIPD-CEP. Le Programme a présentement un point focal dans plusieurs régions, tous des facilitateurs expérimentés en GIPD. Ces points focaux sont responsables pour la coordination des CEP dans leur région, et assurent le contact avec la coordination nationale.

Un Réseau national des formateurs GIPD au Sénégal (RNFS) été créé pour assurer l'échange d'information entre les techniciens actifs en GIPD dans le pays. Le RNFS a également commencé à développer sa propre stratégie pour la promotion de la GIPD au Sénégal. Le réseau a obtenu une reconnaissance juridique.

Une collaboration informelle existe avec l'Institut Sénégalais des Recherches Agricoles (ISRA), en ce qui concerne la formation des formateurs.

2.2 Coordination régionale

La coordination régionale du Programme est assurée par la Facilité Mondiale pour la Lutte Intégrée, basé à la FAO à Rome. Elle comprend, entre autres, la gestion des fonds du bailleur principal du projet, un appui technique et organisationnelle aux coordinateurs nationaux, le recrutement des consultants internationaux, l'organisation des réunions régionales de concertation et de programmation.

Cette coordination de la part de Facilité mondiale a été intensive pendant les deux premières années du Programme et un grand nombre de missions d'appui ont été effectuées. Après que le Programme se soit bien installé dans les trois pays, un appui plus « éloigné » a été apporté.

Une partie seulement de la coordination régionale est imputée au budget du projet ; le reste est financé par la Facilité mondiale pour la lutte intégrée.

3. EVALUER LE SUCCES DU PROGRAMME

3.1 Introduction

Afin de pouvoir évaluer le succès et l'impact du Programme GIPD, un nombre considérable de paramètres très divers devraient être pris en compte. Ils incluent le degré d'appropriation de l'approche GIPD par les bénéficiaires voulus, l'impact économique, social et environnemental du Programme, et sa durabilité à long terme.

La durée très limitée de la mission d'évaluation a empêché une analyse approfondie de ces facteurs. L'équipe de la mission a, par conséquent, pris une approche d'évaluation pragmatique, limitant son évaluation à des études et données existantes. En outre, plusieurs discussions avec les bénéficiaires et partenaires du Programme ont été utilisées pour collecter des informations additionnelles afin de pouvoir mettre en perspective les résultats du Programme. La Mission reconnaît que cette approche est nécessairement limitée et ne pourrait pas faire justice à tous les acquis du projet.

Le succès du projet a été évalué à travers deux angles différents, qui se chevauchent, toutefois, partiellement :

- Le degré de mise en œuvre des objectifs et activités programmés dans le document de projet
- L'impact du projet sur le plan économique, social et environnemental

3.2 Mise en oeuvre

Le succès du Programme GIPD peut être évalué simplement en vérifiant le degré mise en œuvre des objectifs et activités prévus dans le document de projet. Ceci inclut le nombre de sessions de formation organisées, le nombre de facilitateurs et de producteurs formés, les activités de sensibilisation effectuées, etc.

Cette évaluation de succès du Programme a été résumée en annexe 4. Une discussion plus détaillée des différents paramètres est incluse particulièrement dans les chapitres 4, 5 et 6.

Toutefois, une telle analyse ne présente pas l'impact réel que le Programme aura eu sur les bénéficiaires attendus, comme les producteurs et les structures partenaires. Malheureusement, le document de projet n'a pas défini les indicateurs d'impact du projet, qui devrait être atteint à la fin de l'exercice. Pour cette raison, la Mission a identifié plusieurs indicateurs et a tenté d'analyser dans quelle mesure le Programme a contribué à une amélioration de ces indicateurs.

3.3 Indicateurs d'impact

A présent, il n'existe aucun canevas standard pour l'évaluation d'impact de la GIPD, bien que plusieurs propositions aient été faites à cet effet (Fleischer *et al.* 1999, Ortiz 2001, Van den Berg 2004). La GIPD-CEP combine une approche de gestion phytosanitaire et de la production avec une approche d'éducation des producteurs. Cette combinaison complique l'évaluation de son impact les principaux objectifs d'un Programme GIPD-CEP n'apparaissent pas toujours clairement (par exemple : réduire l'utilisation des pesticides, instaurer un système de gestion phytosanitaire durable, augmenter les revenus des paysans, renforcer la capacité de prise de décision des paysans ?) (Van den Berg, 2004). Ce

Programme GIPD n'est pas une exception, du fait que les objectifs concrets et les résultats attendus n'ont pas été définis en beaucoup de détails (chapitre 1.4).

Il existe beaucoup de paramètres potentiels qui peuvent être utilisés pour l'évaluation d'impact d'un programme GIPD. Tableau 3.1 donne quelques exemples.

Tableau 3.1 Exemples d'impact direct ou d'impact de développement d'un programme GIPD à travers les CEP. En gras/italiques sont les paramètres d'impact qui ont été évalués par la Mission.

Domaine	Impact direct	Impact de développement
Technique	<i>Connaissance agronomique/écologique</i> <i>Compétence d'expérimentation</i> Gestion améliorée des cultures <i>Utilisation réduite des pesticides</i> <i>Rendements accrus</i> <i>Revenus plus élevés</i> Risques pour la santé humaine et l'environnement réduits	Production agricole plus durable Moyens d'existence améliorés Accès aux marchés amélioré Capacité de gérer des risques et opportunités <i>Innovation</i> <i>Production plus rentable</i> Contamination d'eau réduite Fréquence d'intoxication par pesticides réduite Biodiversité améliorée Pauvreté réduite
Social	<i>Fondation de groupes</i> <i>Compétence de communication</i> <i>Capacités de résolution de problèmes</i>	<i>Collaboration entre producteurs</i> Associations paysannes <i>Création de réseaux</i> <i>Vulgarisation/conseil entre paysans</i>
Politique	Liaison entre producteurs et vulgarisation/conseil Capacités de négociation Capacités éducatives	Amélioration d'accès aux fournisseurs de services Renforcement de position de négociation Sensibilisation politique Changement de politiques agricoles, économiques, sociales

Source : modifiée d'après Van den Berg, 2004)

La plupart des indicateurs évalués par la Mission sont des indicateurs d'impact direct dans le domaine technique (voir tableau 3.1 – indicateurs en gras/italique). Ils incluent l'augmentation des rendements et revenus des producteurs et la réduction de l'utilisation des pesticides. Ce sont des indicateurs assez faciles à quantifier. En outre, il a été tenté d'estimer l'impact du Programme GIPD sur l'environnement et la santé humaine.

Des indicateurs plus difficiles à quantifier concernent l'impact du Programme sur les capacités techniques et sociales des producteurs et des facilitateurs. Ce type d'impact concerne le développement de connaissances agronomique ou écologique, le renforcement des capacités de décision et de résolution de problèmes, l'amélioration des communicatives, etc. L'apprentissage concerne le développement des connaissances, des valeurs et des actions. Nous reconnaissons dans ce rapport trois niveaux d'apprentissage : l'apprentissage instrumental, l'apprentissage pour la cohérence, et l'autopromotion.

3.3.1 Apprentissage instrumental

L'apprentissage instrumental concerne l'acquisition de savoir, ainsi que des informations nécessaires afin de pouvoir arriver à la situation désirée et à la manière de gérer des risques. Les indicateurs de processus pour l'apprentissage instrumental sont :

- *Apprendre par l'expérience* : l'apprentissage par la pratique ; un processus d'apprentissage multi sensoriel qui a un impact durable sur l'état d'esprit de l'apprenant.

- *Diversité dans les styles d'éducation* : les facilitateurs appliquent des méthodes de formation différentes, pour répondre à la diversité des stagiaires. Par exemple : certaines personnes apprennent par observation bien que d'autres apprennent par la pratique, en articulant des théories ou par la discussion.
- *Participation active et partage des idées* : C'est par la dialogue avec d'autres apprenants et avec les facilitateurs que l'apprenant développe un sens d'appropriation du processus d'apprentissage.
- *Etudes de cas pour une connaissance plus approfondie* : Une approche d'études de cas permet à l'apprenant de relater des théories abstraits concernant la dynamique des agro-écosystèmes avec la pratique du champ.

En fin de compte, les producteurs auront une connaissance accrue de la dynamique des agro-écosystèmes et sauront comment arriver à une production agricole durable se basant sur une utilisation raisonnée d'intrants comme les pesticides. Ils appliquent plusieurs techniques GIPD.

3.3.2 Apprentissage pour la cohérence

Dans le processus de communication, une personne apprend à comprendre les modèles, suppositions et valeurs qui déterminent comment elle agit. Elles lui donnent une identité et signification, et déterminent le perspectif : le problème à résoudre et le résultat désiré de la formation. Les indicateurs de processus pour l'apprentissage pour la cohérence sont :

- *Expliquer des valeurs personnelles* : Exprimer ce qui est considéré important sur le sujet ce dont il s'agit.
- *Prendre des perspectives multiples* : Se mettre dans la situation de l'autre, pour le sujet dont il s'agit.
- *Confronter des valeurs* : confronter ses propres valeurs avec celles d'autres, afin de reconnaître des points communs et différences, de comprendre les différences en contextes, intérêts et valeurs, et de ne plus prendre ses propres valeurs comme allant de soit.
- *Définir une vision commune pour l'action collective* : Les producteurs sont capables de prendre une perspective plus large, par exemple par rapport aux problèmes environnementaux, la santé ou les aspects genre, afin de définir une vision commune pour le développement durable dans leur communauté.

En fin de compte, les producteurs comprennent leurs propres perspectives, ainsi que celles des autres, à l'égard des sujets ce dont il s'agit. Ils sont capables de prendre une perspective plus large par rapport aux problèmes environnementaux, de la santé humaine, des aspects genre, etc. Ils sont également en mesure de définir une vision commune de développement agricole durable dans leur village ou communauté.

3.3.3 Autopromotion

A travers l'autopromotion, les producteurs auront un sens d'autonomie, en essayant de nouvelles approches et techniques, en suivant leur progrès, et en prenant un contrôle progressif sur le processus d'apprentissage et de formation.

- *Actions réfléchies* : A travers l'apprentissage par l'expérience, les producteurs peuvent commencer à prendre en main certains sujets, et de développer un sens de pouvoir et de contrôle.
- *Evaluation opérationnelle* : Evaluer, diriger et ajuster le processus et le contenu d'apprentissage pour obtenir le résultat voulu.

En fin de compte, les producteurs auront un sens de pouvoir et contrôle, et prennent action pour améliorer leur situation. Ils expérimentent avec de nouvelles techniques agricoles (par exemple, l'utilisation raisonnée d'engrais et de pesticides) et pratiques sociales (par exemple, travail en groupe ou organisation de coopératives), afin d'obtenir un développement agricole acceptable, mais en même temps de gérer des problèmes environnementaux, de santé humaine, des distorsions de pouvoir ou inégalité sociale.

4. FORMATION DES FACILITATEURS

4.1 Introduction

L'approche GIPD contient deux éléments importants : Elle porte sur une agriculture productive et écologiquement durable et elle applique en même temps une méthodologie d'apprentissage ouverte et participative. Les champs écoles des paysans sont différents du système classique de vulgarisation « formation et visite » (T&V). Ce dernier est centré sur la démonstration de nouvelles techniques aux paysans afin d'améliorer la production et les revenus agricoles. Le système T&V a été efficace dans des zones homogènes avec un potentiel de production élevé, dominé par un nombre limité de cultures clés pour lesquelles des recommandations uniformes peuvent être développées par la recherche (zones « Révolution Verte »). Toutefois, le système T&V n'a pas pu avoir beaucoup d'impact dans les systèmes de production hautement diversifiés, avec un potentiel bas et un risque élevé, et travaillés par les producteurs pauvres, comme rencontrés dans beaucoup de pays africains (Leeuwis *et al.*, 1997).

L'approche T&V est basée sur l'hypothèse que les instituts de recherche sont capables de développer des technologies agricoles qui répondent aux situations des producteurs. Plusieurs pays africains avaient adopté l'approche T&V, mais les technologies promues n'étaient pas efficaces dans les situations locales de production. Plusieurs raisons ont été données pour expliquer ce fait : les techniques n'étaient pas adaptées à une agriculture pluviale ou des agriculteurs démunis ; les agents de vulgarisation n'appréciaient insuffisamment les connaissances et les moyens d'existence des paysans, et ne réussissaient pas à traduire les résultats de recherche aux systèmes de production locaux ; et les agents de vulgarisation ont été découragés par la réduction des ressources disponibles pour la vulgarisation agricole dans beaucoup de pays.

Le système CEP est une approche relativement nouvelle d'apprentissage et de communication, qui devrait remédier à certains des problèmes rencontrés dans l'approche T&V. L'éducation des producteurs à travers les CEP porte sur un processus d'apprentissage guidé avec soin qui vise à renforcer la capacité de l'individu et le groupe d'articuler leur propre voie vers un développement durable. Le résultat désiré de la formation est déterminé par les producteurs eux-mêmes, dans leur contexte spécifique, à travers un processus ouvert et participatif (voir aussi annexes 5 et 8).

Dans ce chapitre, le développement de la capacité des facilitateurs en GIPD est discuté de façon plus détaillée : Est-ce que le Programme GIPD a pu intéresser, et appuyer, les partenaires potentiels dans le développement rural, comme les organisations paysannes, les ONG et les structures de conseil agricole, à adopter et développer l'approche GIPD-CEP ? Est-ce que la qualité de la formation des facilitateurs en GIPD a répondu aux besoins des producteurs et des structures de conseil agricole ? Est-ce que les partenaires sont capables de développer une capacité substantielle en GIPD dans un futur proche ?

4.2 Résultats de la formation

4.2.1 Nombre d'agents-facilitateurs formés

Une activité clé du Programme GIPD est le développement d'une capacité de formation parmi les agents de vulgarisation et les producteurs mêmes. Les ateliers intensifs de « formation des facilitateurs (FDF), traitant les techniques en GIPD et l'approche de conseil agricole basée sur les CEP, sont un élément important de ce développement de capacités

Le Mali et le Burkina Faso avaient déjà bénéficié des FDF en GIPD avant l'année 2000, et comptaient respectivement 19 et 24 facilitateurs pour le GIPD dans le riz. Dans la phase pilote du Programme (juillet 2000 à juin 2001), deux sessions FDF avaient été organisées pour les trois pays : une sur les cultures maraîchères, au Sénégal, et une autre sur la riziculture, au Mali (annexe 6).

Le Programme GIPD a attribué la formation en cultures maraîchères spécifiquement au Sénégal, celle en coton au Mali et en riziculture au Burkina Faso. Pendant la première année du Programme (juillet 2001 – juin 2002), tous les trois pays ont organisé une FDF nationale : le Sénégal l'organisait dans les cultures maraîchères, pendant que le curriculum en coton était développé. Le Mali organisait également une FDF dans les cultures maraîchères, bien que le Burkina Faso la faisait pour la riziculture.

En vu l'augmentation nette des revenus dans les cultures maraîchères suite à l'introduction de la GIPD, en 2002-2003 tous les trois pays organisaient une FDF dans la matière. En plus, le Mali montait une FDF dans le coton et le Sénégal dans le riz. Pendant cette saison, l'ensemble des pays commençait également avec la formation des producteurs-facilitateurs. Le Programme s'accroissait rapidement, pendant cette époque, et les fonds disponibles ne répondaient plus à la demande. Par conséquent, en 2003 il a été décidé de reporter la formation de nouveaux agents-facilitateurs à plus tard, et de se concentrer sur la formation des producteurs-facilitateurs, l'organisation des CEP et le recyclage des facilitateurs existants.

Les résultats des exercices de formation mentionnés ci-dessus sont résumés dans le tableau 4.1. Plus de détails sont donnés en annexe 6. AU total, 248 agents- facilitateurs ont été formé en GIPD-CEP, jusqu'en juillet 2004. A cette date, environ 155 d'entre eux étaient actifs dans l'animation des CEP.

4.2.2 Nombre de producteurs-facilitateurs formés

Dans la deuxième année du Programme, l'identification des producteurs-facilitateurs a commencé. La formation « par paysans et pour paysans » permet au Programme GIPD de consolider ses activités dans une certaine zone ou association/coopérative. Comme proposé par la FAO (1996) :

Suite aux CEP, beaucoup de producteurs formés pourraient désirer de former d'autres producteurs dans l'environnement formel d'un CEP. Le contenu et la méthode des CEP ont été développés d'une telle manière qu'aucun facilitateur doit dispenser des cours formels, mais que tous les sujets et matériels de discussion découlent des études et travaux de terrain. Une fois que une personne a complété un CEP, et maîtrise les sujets, il est simplement question de faciliter des activités de terrain pour mettre en œuvre un CEP pour d'autres producteurs dans la communauté.

Tableau 4.1 Résultats des activités de formation des facilitateurs effectuées par le Programme GIPD

Pays	Agents-facilitateurs (AF) & producteurs-facilitateurs (PF)	Riz		Cultures maraîchères		Coton	
		AF	PF	AF	PF	AF	PF
Burkina Faso	Total formé & en formation	34	(144)	36		4	
	<i>Total actif en juillet 2004</i>	<i>20</i>		<i>31</i>		<i>4</i>	
	% des formés qui sont actifs	59%		86%		100%	
Mali	Total formé & en formation	19	151 +(21)	44	12 +(2)	20	16 +(15)
	<i>Total actif en juillet 2004</i>	<i>12</i>	<i>62</i>	<i>23</i>	<i>0</i>	<i>11</i>	<i>16</i>
	% des formés qui sont actifs	68%	41%	59%	0%	55%	100%
Sénégal	Total formé & en formation	15	10	71	51 +(50) ¹	5	
	<i>Total actif en février 2004</i>	<i>10</i>	<i>0</i>	<i>42</i>	<i>45</i>	<i>2</i>	
	% des formés qui sont actifs	67%	0%	60%	88%	40%	
Total	Total formé & en formation	68	161 +(165)	151	63 +(52)	29	16 +(15)
	<i>Total actif</i>	<i>42</i>	<i>62</i>	<i>96</i>	<i>45</i>	<i>17</i>	<i>16</i>
	% des formés qui sont actifs	62%	39%	64%	71%	59%	100%

Note ¹: entre parenthèses (...) : nombre de producteurs-facilitateurs toujours en formation

Source : annexes 6 & 7

Pendant la réunion de coordination sous-régional en 2003, il a été décidé donner une priorité particulière à la formation des producteurs-facilitateurs. Vu le processus de privatisation et décentralisation des services de conseil agricole en vigueur dans les trois pays du Programme, il n'est pas clair si les fonds nécessaires pour la vulgarisation agricole aux petits producteurs allaient être disponibles aussi dans le futur. Le Programme GIPD a décidé, étant donné cette incertitude, de promouvoir l'obtention d'une expertise en GIPD-CEP auprès des organisations paysannes locales. Suite à cette décision, le nombre de producteurs-facilitateurs en formation a presque doublé.

Jusqu'en mi-2004, au total 240 producteurs-facilitateurs ont été formés, dont environ 123 sont toujours actifs dans l'animation des CEP. En plus, 232 producteurs-facilitateurs avaient quasiment terminé leurs stages dans le Programme GIPD (tableau 4.1)

4.2.3 Partenaires pour la GIPD

Dans cette section, nous discutons le rôle des différents partenaires du Programme, dans le cadre du développement d'une capacité de formation en GIPD.

Agents-facilitateurs

Dans tous les trois pays, le Programme GIPD relève directement ou indirectement du ministère chargé de l'agriculture. Par conséquent, au début du Programme, la formation des agents des structures gouvernementales ou paraétatiques de conseil agricole semble avoir eu une claire priorité. Dans la première année, 104 agents gouvernementaux ou paraétatiques ont été formés, contre 18 des ONG ou OP (tableau 4.2).

Tableau 4.2 Nombre d'agents formés pendant la première année du Programme, par rapport à la dernière année, toutes cultures confondues.

Type partenaire / période de formation	Nombre d'agents formés			
	Sénégal	Mali	Burkina Faso	Total
2001 – 2002				
Structures gouvernementales et paraétatiques	27	43	34	104
ONG et OP	12	0	6	18
2003 – 2004				
Structures gouvernementales et paraétatiques	23	41	32	96
ONG et OP	31	7	23	61
<i>Source: divers rapports d'avancement</i>				

Le Programme a beaucoup insisté sur une mise en œuvre de ses activités à travers une large gamme de partenaires, comme les services gouvernementaux de vulgarisation, les structures paraétatiques de développement, les ONG, OP, associations villageoises, etc. Ceci a été partiellement inspiré par la privatisation et réduction des services gouvernementaux de vulgarisation, mais également par le transfert fréquent de ses agents de conseil agricole. Jusqu'en 2004, le Programme a formé 248 agents-facilitateurs, mais uniquement 155 (63%) sont encore actifs après 1 à 3 ans d'opération (tableau 4.1). Ceci est un processus normal, si les agents progressent dans leurs carrières. Cependant, parfois les agents sont transférés pour d'autres raisons, et sans tenir compte des investissements qui ont été faits dans leur formation. Ceci posera un problème pour la continuité du Programme GIPD, car une réserve d'expertise en GIPD manque dans les pays pour remplir ces postes vacantes.

Au Sénégal il existe plusieurs ONG vigoureuses et viables, et dans ce pays le Programme GIPD a réussi à diversifier la base de partenaires. Au Mali, des ONG nationales capables d'intervenir dans le Programme étaient plus difficiles à identifier. Sept agents, d'un même nombre d'ONG, ont été formés par le projet, mais aucune d'entre eux a pu initier des CEP. Le partenaire non gouvernemental le plus important au Mali est le syndicat des producteurs de coton, le SYCOV. Au Burkina Faso, plusieurs ONG d'origine religieuse étaient intéressées par l'approche GIPD-CEP, plus particulièrement ODE et CREDO. En outre, plusieurs coopératives ou associations agricoles ont envoyé des agents aux FDF. Comme au Mali, les ONG nationales au Burkina Faso ne sont pas très fortes et les interventions du Programme GIPD ont été ancrées plus au niveau local.

Le tableau 4.2 et la figure 4.1 montre l'augmentation des agents-facilitateurs employés par les ONG. Au moment de la mission, plus d'un tiers des agents-facilitateurs travaillait pour une ONG ou une OP.

+ **Recommandation :**

La mise en œuvre de la formation des facilitateurs à travers une large gamme de structures gouvernementales, paraétatiques, non gouvernementales et paysannes devrait, dans une éventuelle prochaine phase du Programme GIPD, être maintenu et renforcé.

Le Programme a pu créer un intérêt considérable dans l'approche GIPD-CEP, chez les organisations paysannes et autres partenaires. Toutefois, la capacité en facilitateurs manque pour répondre aux besoins². Un bilan de l'expertise en GIPD-CEP dans les différentes structures partenaires est donné en annexe 7. Certaines structures ont un nombre considérable d'agents ou producteurs formés (par exemple, l'ON et l'ODRS au Mali, ou le DRAHRH dans la vallée du Kou et la MOB au Burkina Faso). Mais la plupart des organisations partenaires ont seulement un ou quelques facilitateurs en GIPD par région, en ne peut pas répondre à la demande des producteurs.

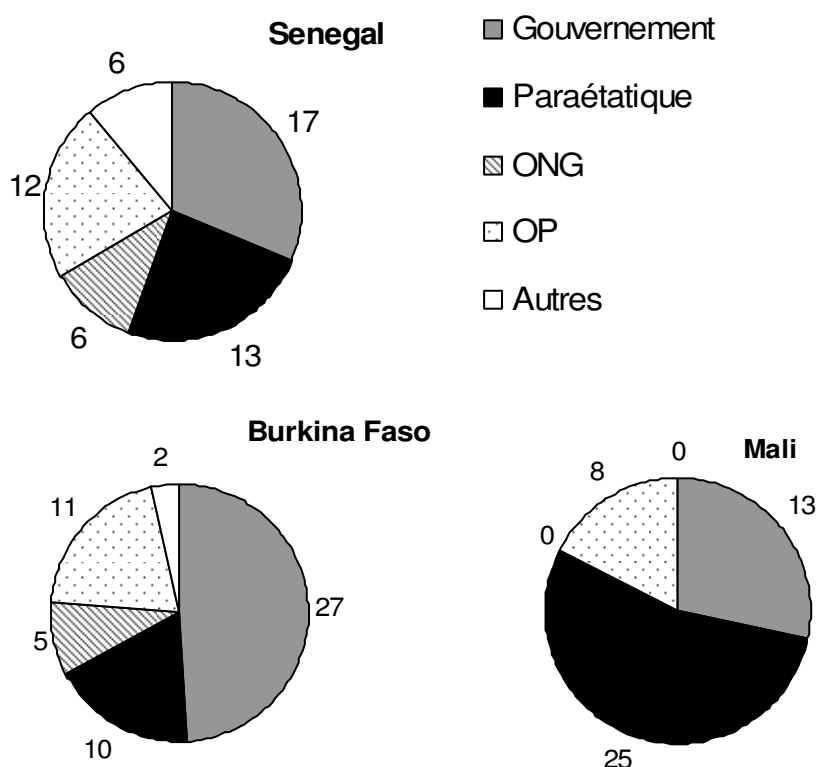


Figure 4.1 Distribution des facilitateurs parmi les différents partenaires du Programme GIPD, en février 2004.

Afin d'assurer que les investissements en formation des agents-facilitateurs soient efficaces, et la capacité d'expertise en GIPD-CEP soit durable à long terme, la Mission recommande tous les partenaires de taille moyenne et large développent une stratégie de ressources humaines. Une telle stratégie de ressources humaines devrait décrire le renforcement et recyclage technique et didactique des agents, et les possibilités de carrière. En outre, les partenaires devraient, dans cette stratégie, donner une certaine garantie que les agents formés seront maintenus sur leur poste pendant un minimum de temps (par exemple, 3 ans) et animent un minimum de CEP par an (par exemple 2 par saison). L'existence d'une telle stratégie devrait être une condition pour l'appui continu du programme.

² Par exemple, le SAED au Sénégal a actuellement 10 facilitateurs GIPD, mais a demandé de l'appui pour former les autres 110 agents de conseil agricole. La DRAMR de Kati, au Mali, emploie 7 vulgarisateurs, dont seulement un a été formé en GIPD, etc.

+

Recommandation :

Le Programme GIPD devrait insister que tous les partenaires de taille moyenne et large développent une stratégie de ressources humaines, et les assister à le faire, en cas de besoin.

Producteurs-facilitateurs

Les premiers partenaires à initier des stages pour les producteurs-formateurs étaient les organismes dynamiques et convaincus de l'approche GIPD-CEP. D'autres partenaires étaient intéressés à développer une telle capacité parce qu'ils avaient peu de personnel et leurs activités reposés sur la participation de leurs membres locaux.

Le Sénégal a commencé la formation des producteurs par les producteurs avec la Fédération des Producteurs Maraîchers de la zone de Niayes (FPMN), particulièrement dans les régions de Dakar et Thiès. Dans une phase ultérieure, d'autres ONG et régions ont été incluses dans cette activité.

Au Mali, la formation des producteurs par les producteurs a été concentrée à L'Office du Niger, à l'OPIB à Baguineda et avec le syndicat des producteurs du coton (SYCOV) et la Chambre de l'Agriculture (APCAM). Les deux premiers étaient des partenaires paraétatiques du Programme de longue date ; le SYCOV et l'APCAM employait peu d'agents et avaient besoin des producteurs-facilitateurs afin de pouvoir répondre à la demande des producteurs.

Au Burkina Faso, la plupart des producteurs-facilitateurs ont été formés par le service de vulgarisation de l'état (DRAHRH) et la MOB, une structure paraétatique. Tous les deux sont des partenaires convaincus du Programme GIPD.

En étudiant l'évolution de la capacité en producteurs-facilitateurs, une différence se présente en procédures de sélection et approches de formation et d'emploi. Chaque pays a adopté sa stratégie à lui (voir chapitre 4.2.2 pour une discussion plus approfondie).

4.2.4 Genre

Dans tous les trois pays, on constate que considérablement moins de femmes que des hommes sont actives dans le Programme GIPD comme agents-facilitateurs ou producteurs-facilitateurs. Ceci s'explique en partie par une participation généralement plus limitée des femmes dans les CEP (tableaux 4.3 et 5.2). Toutefois, le pourcentage des facilitateurs féminins est encore plus bas qu'attendu sur la base de la participation dans les CEP. Ceci est particulièrement évident pour les productrices-facilitatrices.

Il n'est pas tout à fait clair pourquoi moins de femmes choisissent, ont été choisies, d'être agent-facilitatrice ou productrice-facilitatrice en GIPD. Plusieurs raisons peuvent jouer un rôle : En ce qui concerne les partenaires institutionnels du Programme, il est probable que les femmes sont déjà sous représentées dans leur corps de personnel, et donc moins de femmes peuvent être désignées pour devenir facilitatrice. Une autre raison peut être que la disponibilité des productrices puisse être limitée du fait qu'elles sont déjà très chargées avec d'autres travaux (de ménage) pour se présenter comme facilitatrice. En outre, dans certains cas, il est moins probable qu'une femme soit choisie comme facilitatrice par son village ou association, pour des raisons sociales ou culturelles.

La disponibilité des femmes pourrait poser moins de problèmes si la programmation des CEP respecte mieux l'emploi de temps des femmes. Par exemple, les CEP pourraient être organisés dans l'après-midi plutôt que dans la matinée, quand les femmes ont moins de travail de ménage.

Le Programme GIPD devrait dans le futur (continuer à) donner une attention particulière à l'aspect genre, pour le recrutement des agents-facilitatrices et productrices-facilitatrices. Les producteurs-facilitateurs sont des modèles à émuler au sein du village, et il est important que hommes et femmes pareils aient des modèles avec qui s'identifier. Les facilitatrices féminines sont souvent aussi plus sensibles aux besoins spécifiques des femmes, comme leurs cultures préférées, la programmation de la formation, et de petits investissements agricoles (par exemple, l'utilisation des corbeilles de compostage plutôt que des fosses de compostage). Afin de attirer l'intérêt des femmes à la GIPD, et de le maintenir, il est essentiel qu'un nombre plus important de femmes soient recrutées comme agents-facilitatrices et productrices-facilitatrices. Ce processus a déjà démarré avec certains partenaires du Programme, comme le FPMN au Sénégal, qui ont mis l'aspect genre haut sur leur agenda.

+

Recommandation :

Le Programme GIPD devrait (continuer à) mettre l'accent sur le recrutement des femmes comme facilitatrice en GIPD, au minimum à un niveau qui reflète le degré de participation de femmes dans la culture donnée.

Tableau 4.3 Pourcentage d'agents-facilitatrices et productrices-facilitatrices, pour les différentes cultures et pays, par rapport à la participation des femmes aux CEP (février 2004).

Country	Culture			
	Riz	Cultures maraîchères	Coton	Toutes les cultures confondues (moyenne)
Participation des femmes dans les CEP (%)¹				
Burkina Faso	32%	24%	0%	29%
Mali	6%	80%	4%	36%
Sénégal	29%	42%	15%	40%
Pourcentage des agents-facilitatrices dans le total des agents-facilitateurs				
Burkina Faso	17%	13%	0%	14%
Mali	5%	39%	0%	17%
Sénégal	25%	28%	0%	24%
Pourcentage des productrices-facilitatrices dans le total des producteurs-facilitateurs				
Burkina Faso	7%			7%
Mali	1%	36%	38%	6%
Sénégal	10%	31%		27%

¹ voir tableau 5.2, pour plus de détails

Source: Coordinateurs nationaux du Programme

4.3 Qualité de la formation

4.3.1 Formation des agents-facilitateurs

Les ateliers de formation des facilitateurs (FDF) ont lieu pendant toute la saison de la culture concernée, pour permettre aux stagiaires d'organiser des CEP et de vivre tous les aspects pratiques concernant la GIPD et l'exécution des CEP. La plupart des FDF commence avec une introduction théorique courte. Par la suite, les stagiaires sont repartis dans quatre ou cinq

groupes qui se préparent pour organiser un CEP. Ils apprennent comment informer et mobiliser les producteurs, de conduire une enquête de base sur les pratiques agricoles, de sélectionner les producteurs pour participer dans les CEP, d'identifier les champs GIPD et practice paysan, et de développer un curriculum pour la formation.

Une FDF dure généralement environ quatre mois, durant lesquels les stagiaires animent un CEP une ou deux fois par semaine. La FDF offre aux stagiaires toute une gamme d'exemples d'analyses de l'agro-écosystème, d'essais de gestion de la production, des exercices de dynamique de groupe, et des thèmes spéciaux. Après chaque session de la FDF, les stagiaires évaluent les travaux faits et les observations techniques dans les champs expérimentaux de la formation (annexe 9).

Les ateliers FDF sont très intensifs et permettent les stagiaires de discuter tous les aspects liés au curriculum GIPD et la méthodologie des CEP. La plupart des stagiaires a une formation professionnelle en agronomie et ils donc apprécient les essais pratiques, simples et efficaces. Les stagiaires sans formation professionnelle en agronomie, mais qui possèdent au moins le certificat BEPC, captent assez facilement les théories et exercices présentées dans les FDF. Dans l'ensemble, les ateliers FDF organisés par le Programme GIPD sont considérés d'avoir été très efficace pour la formation des facilitateurs³.

Apprentissage instrumental – Contenu technique

Pendant une FDF, les stagiaires reçoivent une introduction sur environ 20 thèmes spéciaux, qu'ils peuvent utiliser pour développer le curriculum d'un CEP dans un lieu donné. Au Sénégal, la moitié (pour la FDF cultures maraîchères) jusqu'à un tiers (pour la FDF riz) des thèmes n'était pas directement liée à la gestion phytosanitaire. Les producteurs apprécient ce mixe de thèmes ainsi que l'introduction des nouvelles techniques comme la lutte biologique (Biobit, pesticides sur base de neem) ou la production de composte.

Un curriculum diversifié pour les FDF devrait être maintenu et approfondie. Les thèmes spéciaux qui, selon les facilitateurs avec qui la Mission a parlé, pourraient être inclus prochainement dans les FDF sont : gestion des adventices, gestion des oiseaux granivores, équipement approprié de labour et de sarclage, gestion de l'eau, calendriers des cultures ou listes de vérification pour améliorer l'exécution des pratiques culturales.

La Mission suggère qu'avant le démarrage d'un CEP, les facilitateurs effectuent une évaluation approfondie selon la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARF), plutôt qu'une évaluation des pratiques agricoles simple. Cela devrait permettre de mieux identifier les problèmes réelles et prioritaires des producteurs et de développer le curriculum des CEP en mesure⁴.

+ Recommandation :

La Mission recommande qu'une analyse MARF soit effectuée, au moins chaque fois qu'un CEP soit organisé dans un nouveau village ou une nouvelle localité.

³ Il semble qu'au début du programme GIPD, certains partenaires n'étaient pas encore convaincu de l'efficacité de l'approche GIPD-CEP, et ont envoyé les agents relativement timide aux FDF. Cependant, ces agents retournaient comme des vulgarisateurs confiants d'eux-mêmes et capables avec une vision et méthodologie claire qui attirait l'attention des producteurs. Rapidement, la demande pour participer dans les FDF surpassait les ressources du programme GIPD.

⁴ Une approche à trois niveaux pourrait être utilisée pour éclaircir les problèmes techniques et sociaux rencontrés par les producteurs : (a) élaboration d'un diagramme ou arbre définissant les problèmes en termes purement techniques (rendement, fertilisation, ravageurs, etc.) ; (b) élaboration d'un diagramme définissant les pratiques des différentes parties prenantes (producteurs, fournisseurs des intrants, commerçants des produits agricoles, etc.) ; et (c) développement d'un diagramme qui décrit les raisons pour lesquelles les producteurs agissent comme ils font (perceptions, aspirations, normes et valeurs, stratégies de production, etc.).

En fin de compte, la valeur réelle et locale du curriculum traité dans un CEP dépend fortement de la capacité, créativité et motivations du facilitateur. Une différence de capacité technique et didactique, et de créativité entre agents-facilitateurs et producteurs-facilitateurs a été notée. Les facilitateurs avec une formation précédente en agronomie arrivent à extrapoler plus facilement ses expériences d'une culture ou situation à l'autre. Cependant, parfois un partenaire au Programme GIPD emploie uniquement des agents plutôt administratifs, responsables pour les services de crédit agricole, l'appui organisationnel ou le conseil plus général en développement rural. Il y a plus de risques que ces agents, après avoir été formés en GPD-CEP, ont recours à ce qui est clair et connu : ils peuvent compléter l'enquête de base des pratiques agricoles sans beaucoup de profondeur, et peuvent être prédisposés d'exécuter le curriculum GIPD exactement comme enseigné dans la FDF, sans adaptation à la situation locale.

+

Recommandation :

Le Programme GIPD devrait privilégier, pour la participation dans les FDF, les agents avec une formation ou expérience en agriculture, pour assurer qu'ils puissent mieux répondre aux besoins des producteurs, par la suite dans les CEP.

Le Programme GIPD a, jusqu'à ce jour, fait peu d'effort dans le développement de la documentation et des manuels pour appuyer les facilitateurs dans leur travail d'animation des CEP. Ceci a été fait afin d'éviter une utilisation trop mécaniste des informations écrites. Cependant, les facilitateurs dans tous les trois pays ont clairement exprimé le besoin à la Mission de pouvoir utiliser du matériel de référence dans le domaine de la GIPD et l'animation des CEP (par exemple photos des ravageurs, suggestions d'alternatives aux pesticides, possibilités de gestion des problèmes d'eau ou de sol, exemples d'essais de terrain, exercices pour l'animation des CEP).

En reconnaissant l'importance que les facilitateurs développent, avec les membres du CEP, leurs propres approches et techniques de gestion des problèmes rencontrés, la Mission recommande quand même que le Programme GIPD élabore un certain nombre d'outils pour appuyer les facilitateurs dans leur travail.

Par exemple, un système de cartes pourrait être développé, composé des cartes qui décrivent un sujet ou thème technique ou didactique dans une façon ouverte et claire. Cela permet aux facilitateurs de choisir des cartes (thèmes) qui répondent aux besoins spécifiques du CEP, et de les développer avec les participants. Un tel système ne fournit pas seulement un support technique et didactique aux facilitateurs, mais pourrait lui inspirer d'essayer dans les CEP des sujets qui n'étaient pas dans une façon « standard » dans les FDF.

Les cartes devraient être développées par, ou en très proche collaboration avec, les facilitateurs eux-mêmes, afin d'assurer qu'elles répondent à leurs besoins et décrivent leurs expériences sur le terrain. Ainsi, une « boîte à outils » est développée progressivement, qui contiendra des expériences réussies des facilitateurs dans les CEP précédents. Le système permet l'échange d'expériences entre facilitateurs et pourrait les encourager à expérimenter de nouvelles approches et techniques. La distribution de cette boîte à outils dans la sous-région renforcera également l'échange d'informations entre les pays participants au Programme GIPD.

+

Recommandation :

Le Programme GIPD devrait développer des supports didactiques pour les facilitateurs qui leur permettent d'échanger les expériences techniques et didactiques dans les CEP et les donnent un appui pour l'exécution des CEP.

Contenu didactique

En principe, dans les CEP une « approche de processus d'apprentissage » est appliquée. Les facilitateurs devraient, pour cette raison, savoir :

- Qu'est-ce que sont des processus d'apprentissage (éducation pour adultes) ;
- Comment animer l'apprentissage par la pratique et par l'enquête ;
- Comment accompagner l'apprentissage communicatif et le partage d'information ;
- Comment faciliter l'action réflexive et comment un style de formation par délégation (voir aussi chapitre 3.3 et annexe 5)

La Mission d'évaluation n'a duré que trois semaines, et il n'était pas possible de participer dans les CEP mêmes pour avoir une impression de la qualité didactique des facilitateurs. En alternative, la Mission a étudié les rapports des FDF et eu des discussions avec les coordinateurs nationaux, les facilitateurs et les producteurs.

Tous les trois pays ont impliqué des experts nationaux en production et protection des végétaux, ainsi que des experts en éducation des adultes, dans les FDF comme personnes ressources. Les rapports des FDF ne développent généralement pas sur la méthodologie des CEP ou la qualité des stagiaires. Ils décrivent, par contre, les résultats des essais et expériences en GIPD, le zoo d'insectes et les thèmes spéciaux traités pendant la FDF. Une liste des exercices pour la dynamique des groupes est également incluse. Les rapports ciblent donc plutôt les méthodes et les outils développés pour les CEP.

Les rapports du Burkina Faso donnent certaines informations additionnelles sur le curriculum des FDF. L'éducation des adultes et la sociologie sont traités explicitement pendant 5 des 70 jours de la formation. Une journée a été réservée pour la dynamique de groupe. Il n'y a pas de références aux exercices de dynamiques des groupes, mais on a supposé qu'ils ont été inclus dans le Programme régulièrement. Un rapport du Sénégal mentionne 5 à 16 exercices de dynamique de groupe, traités pendant la FDF. Les facilitateurs ont exprimé, à la Mission, leur satisfaction avec la méthodologie et le style d'éducation appliqués dans les FDF.

Peu de producteurs rencontrés par la Mission pouvaient expliquer la différence entre le système de vulgarisation antérieur (T&V) et l'approche CEP. Ils référaient uniquement aux démonstrations de nouvelles techniques. Les facilitateurs reconnaissent la différence, toutefois. Il n'est pas clair, actuellement, si les producteurs n'arrivent simplement pas à reconnaître les différences ou si les facilitateurs n'appliquent pas correctement la méthodologie CEP et le style délégué de formation. Si ce dernier est le cas, les FDF devraient mettre encore plus d'accent sur l'approche d'éducation délégué et par la pratique qui devrait être appliqué dans les CEP.

Plusieurs rapports d'avancement mentionnent une certaine négligence chez les facilitateurs en ce qui concerne les exercices de dynamique de groupe. Un expert en éducation des adultes formé en GIPD à Zinairé, au Burkina Faso, notait que les notions didactiques reçoivent trop peu d'attention. Pendant une FDF, les facilitateurs discutent bien leurs expériences dans les CEP, mais cela se limite surtout aux sujets techniques. Il semble être moins d'intérêt pour des thèmes sur la communication et la didactique. Les coordinateurs nationaux ont reconnu ce problème.

La Mission fait les suggestions suivantes pour renforcer d'avantage la qualité des facilitateurs :

Renforcement de la capacité didactique des facilitateurs

Les facilitateurs devraient pratiquer, dans les FDF, plusieurs méthodes de communication, enseignement et apprentissage. Cela est plus efficace que des discours théoriques sur l'éducation. Une explication claire sur les processus d'enseignement et d'apprentissage, combinée avec des exercices pratiques et un feed-back direct sur ses propres capacités didactiques peut être une confrontation mais n'est généralement pas perçue comme ennuyeuse.

Il est essentiel de réfléchir régulièrement sur les méthodes d'enseignement, les capacités de communication, l'apprentissage par les producteurs et le renforcement des capacités. Il peut être valable d'ajouter un expert en éducation des adultes (éventuellement en temps partiel) à l'unité de coordination nationale du Programme GIPD. Sa présence devrait assurer : (a) un appui didactique régulier aux facilitateurs ; (b) une évaluation annuelle des capacités des facilitateurs, afin d'identifier des besoins spécifiques en formation ; et (c) l'incorporation des exercices didactiques concrets aux FDF, ateliers de recyclage et stages.

Sensibilisation des facilitateurs en ce qui concerne la valeur des exercices de dynamique de groupe.

Chaque exercice de dynamique de groupe a un objectif spécifique : encourager les participants d'écouter, de collaborer, de structurer le travail du groupe, résoudre des problèmes, etc. En plus, de tels exercices peuvent renforcer l'esprit de groupe, la confiance, l'entraide et la confiance des participants. Ils forment une distraction pour les paysans après un programme de travail lourd, et les encouragent de partager et agir. Ces aspects de la formation sont essentiels si le Programme GIPD tente réellement d'améliorer la capacité des groupes ou de individus d'articuler leur propre voie vers un développement durable. Avec une éducation didactique appropriée, les facilitateurs reconnaissent la valeur de la dynamique des groupes et mettent plus d'efforts aux exercices qui la renforcent.

Initiation des facilitateurs dans l'expérimentation par paysans

Pour renforcer les capacités de décision des producteurs, ils devraient apprendre comment faire des expérimentations simples dans leur champ. Les facilitateurs doivent être capables de traduire des questions des producteurs en essais conjoints. La méthodologie de Développement Participatif de Technologies (DPT) contient des notions utiles pour ce faire, et pourrait être incluse dans le curriculum des FDF (tableau 4.4).

Tableau 4.4 La méthodologie de Développement Participatif de Technologies (DPT)

Etapes	
1	Le début : se connaître ; sélection des domaines de travail
2	Comprendre les stratégies de subsistance, les problèmes et opportunités de l'exploitation agricole
3	Chercher des sujets à essayer : sélectionner des priorités et définir des indicateurs de succès.
4	Expérimenter : évaluer les pratiques paysannes d'expérimentation ; élaborer conjointement des protocoles d'essai ; encourager les groupes de producteurs de suivre et évaluer régulièrement le processus d'expérimentation
5	Partager les résultats : Diffuser les résultats ; formation de paysan au paysan ; journées portes ouvertes ; marchés agricoles
6	Soutenir le processus de DPT : créer les conditions favorables pour l'expérimentation continue dans les groupes d'expérimentation par les paysans

Plus d'information : http://www.etcint.org/newslett_fr.html ou le Réseau MARP au Burkina Faso

La Mission suggère d'inclure certains éléments du DPT dans le curriculum des CEP et d'encourager l'expérimentation par les paysans comme une suite logique aux CEP. Les facilitateurs pourraient suivre et appuyer l'expérimentation par les producteurs pendant leurs visites de suivi d'impact de la GIPD-CEP. Au Burkina Faso, les facilitateurs GIPD déjà visitent les anciens participants une fois par mois pour suivre leur progrès et problèmes.

+

Recommandation :

Le Programme GIPD devrait étudier le renforcement de la capacité didactique des facilitateurs à travers :

- l'inclusion d'un expert en éducation des adultes dans l'équipe de coordination nationale ;
- la sensibilisation des facilitateurs en ce qui concerne la gestion de la dynamique de groupe ;
- l'inclusion dans le curriculum des FDF de la méthodologie Développement Participative de Technologies.

4.3.2 Formation des producteurs-facilitateurs

Critères de sélection des producteurs-facilitateurs

Le Programme GIPD a formulé des critères de sélection pour les producteurs-facilitateurs, et a demandé les agents-facilitateurs de recruter des candidats pour leurs CEP. Les critères utilisés sont le dynamisme de la personne, sa compétence technique, niveau d'alphabétisation, motivation pour la GIPD, volontarisme, attitude social et son statut social dans la communauté. Genre n'est pas un critère de sélection. Les agents-facilitateurs suivent les activités et le progrès des différents paysans pendant le CEP. A la fin de la saison, ils discutent le choix des producteurs-facilitateurs avec la communauté villageoise et/ou association des producteurs, et par la suite proposent des candidatures aux coordinateurs nationaux du Programme. Les Programmes du Sénégal et du Mali recrutent deux candidats par CEP à organiser ; le Programme de Burkina Faso quatre candidats par CEP.

Les trois pays donnent des priorités différentes aux critères de sélection. Le Mali favorisait la compétence technique des producteurs. Cependant, les nouveau producteurs-facilitateurs avaient des problèmes à mobiliser des participants pour leurs CEP. La raison était qu'ils manquaient le statut social et l'acceptabilité dans leur communauté. Le Programme Mali a par la suite dû remercier environ 55 paysans en tant que producteurs-facilitateurs, et a changé leur statut en « producteurs-adopteurs », sans responsabilité de formation. Après ce problème, le Mali donne plus de priorité au statut social des producteurs-facilitateurs à venir. En contraste, le Burkina Faso met beaucoup d'attention sur le statut social et l'acceptabilité de la communauté des producteurs-facilitateurs. Parfois, ce sont les associations paysannes ou les coopératives qui sélectionnent les producteurs-facilitateurs parmi les membres de leurs conseils d'administration. Le désavantage de cet pratique est que dans certain cas des paysans âgés et illettrés sont choisis, qui ont des problèmes à gérer les CEP correctement.

Bien que le Mali et le Sénégal recrutent quatre candidats par CEP à organiser, le Burkina Faso en sélectionne quatre. De cette manière, un support local solide est créé pour le Programme GIPD. En outre, le Burkina Faso a opté pour deux stages dans deux CEP consécutifs avant qu'un producteur-facilitateur puisse animer un CEP lui-même (au Sénégal et au Mali c'est un stage d'un CEP uniquement). Au moment de la mission, il n'y avait pas encore un feed-back sur la performance des ces producteurs-facilitateurs.

Au Sénégal, le niveau général d'alphabétisation est relativement élevé et peu de problèmes ont été rencontrés avec les producteurs-facilitateurs. Par exemple, le niveau d'éducation des producteurs-facilitateurs de la FPMN est perçu comme satisfaisant, avec certains qui ont

même le certificat BEPC. Plusieurs producteurs-facilitateurs ont une responsabilité de gestion au sein de la FPMN. Et avec 45% des membres étant femmes, une femme et un homme sont généralement recruté pour animer un CEP.

Il existe une certaine tension entre le critère « compétence technique » et « acceptabilité sociale ». D'une part, les paysans dynamiques et compétents peuvent être de bonnes producteurs-facilitateurs mais inciteront parfois des sentiments de jalousie. D'autre part, les paysans influents, plus âgés, sont acceptables pour la communauté, mais peuvent être illettrés et avoir des problèmes de s'approprier tous les détails de la GIPD.

La Mission considère que pour la sélection des candidats pour la formation en tant que producteur-facilitateur, disponibilité, acceptabilité sociale et alphabétisation sont les critères minima. D'autres critères, comme dynamisme, compétence technique, capacités d'animation et motivation pour la GIPD sont recommandés. En plus, les partenaires du Programme GIPD devraient prendre l'aspect genre plus au sérieux. Les producteurs-facilitateurs travaillent en règle en équipes de deux personnes. Etant donné que environ un quart des candidats abandonnent le Programme pendant leur stage, il est suggéré de choisir 3 candidats producteur-facilitateur pour chaque CEP. Cela permet également de sélectionner des producteurs-facilitateurs avec des compétences complémentaires.

+ Recommandation :

La Mission recommande que les critères prioritaires de sélection des producteurs-facilitateurs soient la disponibilité, l'alphabétisation et l'acceptation sociale. En plus, les critères comme le dynamisme, la compétence technique, la capacité d'animation et la motivation pour la GIPD contribueront tous au succès des producteurs-facilitateurs et devraient, dans la mesure du possible, être prise en compte dans leur sélection.

Procédures de formation

Les trois pays appliquent des approches différentes pour la formation et les stages des producteurs-facilitateurs.

Le Programme au Sénégal exige que les paysans sélectionnés comme producteurs-facilitateurs effectuent un stage pendant un CEP. Par la suite ils participent dans un atelier de formation de deux semaines, pour renforcer les capacités d'animation et de formation et de tester certains exercices. Après cette orientation, deux producteurs-facilitateurs organisent ensemble leur propre CEP, sous la supervision et avec l'appui d'un agent-facilitateur ou le point focal de la région. Certains producteurs-facilitateurs plus capables peuvent organiser un CEP dans leur propre village comme ailleurs. Les producteurs-facilitateurs n'effectuent qu'un seul CEP par saison, pour avoir le temps de s'occuper de leurs propres champs.

Le Programme du Mali exige également que les paysans sélectionnés comme producteurs-facilitateurs effectuent un stage pendant un CEP. Ils se réunissent généralement deux fois par semaine : une fois pour préparer la prochaine session du CEP ensemble avec un agent-facilitateur et la deuxième fois pour animer réellement le CEP. Le Mali n'organise pas d'atelier de formation pour les producteurs-facilitateurs. Cependant, certains d'entre eux sont invités à participer dans les ateliers annuels de recyclage des agents-facilitateurs. Comme au Sénégal, deux producteurs-facilitateurs animent un CEP ensemble, sous la stricte supervision s'un agent-facilitateur ou point focal. Ils organisent un CEP par saison. Au Mali, les producteurs-facilitateurs sont demandé de trouver un minimum de 15 paysans pour participer dans un CEP, plutôt que les 20 à 25 paysans ailleurs. Malgré cela, il a été parfois difficile pour les producteurs-facilitateurs de mobiliser des participants.

Le Programme de Burkina Faso a opté pour un stage de deux CEP consécutifs. Il n'y a pas d'ateliers de formation pour les producteurs-facilitateurs. Jusqu'à maintenant, les producteurs-facilitateurs n'organisent pas encore des CEP indépendamment ; ils le font toujours ensemble avec les agents-facilitateurs.

Il semble exister une certaine ambiguïté en ce qui concerne le rôle futur des producteurs-facilitateurs. D'une part, il est reconnu qu'ils sont des modèles à émuler et des personnes ressources pour d'autres paysans. D'autre part, ils n'ont pas encore reçu la responsabilité d'animer des CEP de façon indépendante. Certains agents-facilitateurs ont exprimé leurs doutes concernant la capacité des producteurs-facilitateurs d'organiser des CEP eux-mêmes. Il n'est pas clair si ces doutes sont justifiés, ou plutôt s'ils sont basés sur des craintes de la part des agents-facilitateurs de « perdre » une partie de leur travail. Cette question mérite d'être clarifiée dans les meilleurs délais, pour éviter que la capacité de formation en GIPD au Burkina Faso demeure trop limitée.

Performance des producteurs-facilitateurs

La Mission n'était pas en mesure d'observer directement les producteurs-facilitateurs dans les CEP, et une impression de leur performance a dû être faite se basant sur les discussions avec les coordinateurs nationaux, les agents-formateurs et les producteurs-facilitateurs.

Au Sénégal, 45 producteurs-facilitateurs étaient actifs, sur les 61 formés. Chacun semble satisfait avec la performance de ces producteurs-facilitateurs. Ils sont bien formés et organisent des CEP dans leurs propres villages comme dans les environs. Ils sont également des membres du réseau national des facilitateurs en GIPD.

Au Mali, 78 producteurs-facilitateurs étaient actifs, sur les 179 formés. Beaucoup de producteurs-facilitateurs ont rencontré des problèmes de mobiliser des participants pour les CEP et sont devenu « producteurs-adopteurs » par la suite. Le niveau d'alphabétisation pose parfois un problème. Les agents superviseurs visitent les producteurs-facilitateurs une fois par quinzaine et fournissent également un appui pendant l'exécution de l'enquête de base sur les pratiques agricoles, la préparation des essais de terrain, et la première analyse d'agro-écosystème. Les producteurs-facilitateurs ne sont pas encore membres du réseau national des facilitateurs en GIPD, mais ils ont commencé leurs propres réseaux locaux et échangent des expériences sur une base régulière.

Au Burkina Faso, 144 producteurs-facilitateurs avaient quasiment terminé leurs stages. Leur rôle et mode de travail devraient être discutés en plus de détails, comme mentionné ci-dessus.

+

Recommandation :

La Mission recommande que la performance des producteurs-facilitateurs de mettre en place et gérer les CEP soit mieux suivie et évaluée, afin de pouvoir identifier l'approche de formation et de stage de ces producteurs-facilitateurs qui est la plus efficace.

4.4 Elargissement de la capacité en GIPD

4.4.1 Collaboration avec les institutions d'éducation

Le renforcement des capacités techniques en GIPD-CEP est principalement généré à travers la formation des facilitateurs et financé directement par le Programme. Bien que cette approche est la seule qui est actuellement faisable, elle est également relativement peu

durable. Après la fin du projet, un groupe de facilitateurs en GIPD serait certainement sur place, mais son renforcement et recyclage continu ne sont pas garantis.

Pour cette raison, le Programme a commencé à contacter des institutions d'éducation professionnel en agriculture, afin d'institutionnaliser la formation des cadres en GIPD et dans l'approche de vulgarisation des CEP. La Mission recommande que ses initiatives soient renforcés et élargis, par exemple à travers les options suivantes :

Incorporation de la GIPD-CEP dans le curriculum des universités et écoles polytechniques en agriculture

Le Programme du Burkina Faso a déjà reçu plusieurs étudiants universitaires qui se sont basé sur le Programme GIPD pour élaborer une thèse (annexe 11). D'une part, une telle collaboration permet au Programme GIPD de approfondir certaines questions scientifiques ; d'autre part, les étudiants concernés se familiarisent avec la GIPD et la méthodologie des CEP.

Le Programme devrait activement (continuer à) contacter les institutions d'éducation supérieure et professionnelle pour incorporer la GIPD dans leur curriculum.

Incorporation de la GIPD-CEP dans les programmes des centres de formation professionnelle

La formation et recyclage des producteurs ou des conseillers agricole est de plus en plus assurée par des centres de formation professionnelle. Un grand nombre est géré par des organisations paysannes ou ils sont (semi-)privé.

Le Programme GIPD devrait (continuer à) proposer à ces centres de formation d'incorporer une module sur la GIPD-CEP dans leur programme de formation. La Mission a rencontré deux de ces institutions : Le Centre Interprofessionnel de formation au métier de l'Agriculture (CIFA) à Saint Louis (Sénégal) et la Fédération des Centres Faranfasi so, à Niono (Mali). Il existait certainement un intérêt de développer des modules en GIPD chez ces centres. L'INADES, à Ouagadougou et l'institut GRAAP à Bobo-Dioulasso pourraient être d'autres partenaires potentiels pour le Burkina Faso.

Plusieurs sources de financement externes au projet sont disponibles pour le renforcement des capacités des ce type de centre de prestation technique (par exemple, le PSAOP, PASAOP, PNGT) et le projet pourrait, avec les centres concernés, explorer leur utilisation pour le renforcement des capacités en GIPD. Les réseaux nationaux des facilitateurs pourraient fournir des personnes ressources pour ce type de formation.

Utilisation de la GIPD dans les programmes d'alphabétisation

Beaucoup de programmes d'alphabétisation fonctionnelle utilisent des thèmes agricoles ou santé humaine dans leur cours. Le Programme GIPD pourrait négocier l'inclusion d'un thème sur la GIPD dans ces cours d'alphabétisation fonctionnelle et fournir un appui pour le développement des modules. Cela assurera une plus grande sensibilisation de populations rurales en ce qui concerne la GIPD.

+

Recommandation :

Le Programme GIPD devrait étudier les différentes possibilités de institutionnaliser la formation des agents et cadres en GIPD-CEP, à travers :

- l'incorporation de la GIPD-CEP dans le curriculum des universités et écoles polytechniques en agriculture ;

- l'incorporation de la GIPD-CEP dans les programmes des centres de formation professionnelle ; et
- l'utilisation de la GIPD dans les programmes d'alphabétisation fonctionnelle

4.4.2 Diversification de la capacité technique des facilitateurs

Une autre manière d'élargir la capacité de mise en place des CEP, dans augmenter le nombre d'agents-facilitateurs, et de diversifier la connaissance de ces derniers. Dans certaines zones, comme les zones irriguées, un facilitateur qui est polyvalent dans différentes cultures peut animer plus de CEP. Par exemple, dans les zones d'irrigation le riz et les cultures maraîchères sont souvent cultivés en même temps, ou l'un après l'autre.

Les facilitateurs qui sont capables de former les producteurs en GIPD dans plusieurs cultures peuvent ainsi mieux répondre aux besoins des paysans et mais aussi utiliser leur temps plus efficacement. En plus, un facilitateur qui a déjà participé dans une FDF pour une culture donnée aura probablement besoin de beaucoup moins de formation pour une deuxième culture car les thèmes didactiques seront similaires. Ceci réduit considérablement les coûts de la formation des facilitateurs.

+ **Recommandation :**

Dans les zones où il existe une demande pour la GIPD dans plusieurs cultures, comme dans certaines zones irriguées, le Programme GIPD devrait former les facilitateurs dans la GIPD de plusieurs cultures. Cela augmentera leur efficacité, renforcera la possibilité de répondre aux besoins des producteurs et réduira les coûts de formation des facilitateurs.

4.5 Conclusions et recommandations

Forces

Le Programme a pu créer une capacité solide en facilitateurs pour la GIPD et l'approche de conseil agricole par CEP. Après trois ans d'opération, 155 agents-facilitateurs sont actifs dans les trois pays. En outre, à la fin du projet, environ 350 producteurs-facilitateurs seront en mesure d'animer des CEP. Cette capacité de formation permet, en principe, d'organiser environ 450 CEP, et d'atteindre environ 9000 producteurs, par cycle de production agricole.

Les coordinations nationales ont réussi à mettre en œuvre un programme à travers plusieurs types de partenaires en même temps. Cela a créé une connaissance et acceptation très large de l'approche GIPD-CEP dans les pays, et a réduit le risque de dépendance sur un seul, ou un nombre limité, de partenaires.

Un début a été fait avec la pérennisation de la formation des facilitateurs par les structures partenaires elles-mêmes. Par exemple, l'OPIB au Mali organise actuellement sa propre FDF dans l'institution même.

Le curriculum des FDF a été modifié avec succès d'une approche plutôt asiatique à un contenu qui répond aux besoins des producteurs et facilitateurs ouest africains. Le curriculum est diversifié, traitant des problèmes phytosanitaires mais également des questions agronomiques plus larges. L'approche très pratique de la formation des facilitateurs a fortement amélioré la capacité technique et didactique des agents qui y ont participé.

Le système de recyclage des facilitateurs, comme il a été instauré dans certains des pays du Programme, est hautement apprécié par les facilitateurs et permet de discuter des problèmes rencontrés sur le terrain et de renforcer les capacités techniques et didactiques des agents.

Le suivi technique et didactique des producteurs-facilitateurs (effectué par les agents-facilitateurs et les points focaux) a été, autant que la Mission a pu le vérifier, de bonne qualité et apprécié par les producteurs concernés.

Faiblesses

L'implication relativement faible des ONG dans le Programme GIPD demeure une source d'inquiétude, surtout en vu d'une institutionnalisation et pérennisation de l'approche GIPD dans les pays. Seulement 7% des agents-facilitateurs qui sont présentement actifs proviennent des ONG.

Le nombre de facilitateurs féminines est faible en comparaison avec la participation des femmes dans les CEP. Ce phénomène est encore plus prononcé pour les productrices-facilitatrices. Cette faiblesse pourrait menacer la participation des femmes dans le futur du Programme ainsi que leur appropriation de l'approche GIPD.

Le curriculum des FDF donne trop peu d'attention à des méthodes et approches d'éducation des adultes et la dynamique de groupe. Cette déficience risque de réduire l'efficacité des facilitateurs dans la mise en œuvre des CEP.

La sélection des producteurs-facilitateurs a, dans certains cas, posé des problèmes d'acceptation par les villages ou communautés participant dans les CEP. Il est important que l'acceptabilité sociale, la disponibilité et alphabétisation sont considérés comme les critères minima de sélection. D'autres critères, comme dynamisme, compétence technique, capacités d'animation et motivation pour la GIPD jouent également sur le succès des producteurs-facilitateurs.

Les facilitateurs sont appris de faire un enquête des pratiques et contraintes agricoles au début d'un CEP. Cependant, une telle analyse est relativement limitée dans sa portée, et risque de ne pas relever l'ensemble des stratégies, contraintes et opportunités de développement dans la localité donnée. Par conséquent, le CEP risque de ne pas traiter les problèmes clés des participants. Une évaluation MARP plus approfondie, au début du CEP, pourrait renforcer la relevance des activités entreprises par la suite.

Les facilitateurs sans formation de base en agronomie risque d'appliquer la GIPD d'une façon mécaniste, en copiant exactement le curriculum des FDF. Ils manquent souvent la connaissance et l'expérience pour adapter le contenu d'un CEP aux problèmes de la localité. En plus, le Programme n'a pas encore développé suffisamment de matériaux de référence pour appuyer les facilitateurs dans leur travail.

Menaces

Les systèmes nationaux de vulgarisation et conseil agricole dans les trois pays du Programme sont toujours en mouvement. Au Sénégal, l'ANCAR est actuellement bien établi, mais le système décentralisé de conseillers ruraux, ainsi que leur financement, n'est pas encore entièrement sur place, encore moins expérimenté. Le futur rôle de la vulgarisation à travers la DNAMR au Mali et par la DGPV au Burkina Faso est loin d'être clair actuellement. Par conséquent, il existe un risque les certains investissements fait par le Programme GIPD dans la capacité technique des agents gouvernementaux sera (en partie) perdu.

En outre, la politique actuelle dans les trois pays de responsabiliser les OP et les ONG dans le conseil agricole n'est pas encore bien cristallisée. Beaucoup d'ONG et OP sont relativement faible sur le plan technique et organisationnel et ne sont pas encore en mesure de prendre en main les activités de formation des producteurs en GIPD à travers les CEP.

Le turnover du personnel gouvernemental est relativement élevé, ce qui résulte dans une certaine perte de capacité humaine formée en GIPD-CEP. En outre, à cause de la faiblesse de certaines ONG de mettre en place des CEP, un nombre considérable de leurs agents formés en GIPD n'a pas encore pu organiser des CEP.

Dans certains pays, particulièrement le Burkina Faso et le Mali, le taux élevé d'analphabétisme parmi les producteurs limite la sélection des producteurs-facilitateurs pour le Programme GIPD.

Opportunités

Plusieurs programmes et projets d'alphabétisation sont actuellement actifs dans les trois pays. Ces initiatives offrent des opportunités de coopération avec le Programme GIPD. D'une part, les notions de la GIPD pourraient être incluses dans une module d'alphabétisation fonctionnelle. D'autre part, une coordination pragmatique entre une initiative d'alphabétisation et les CEP pourraient réduire la contrainte de l'analphabétisme pour la mise en œuvre de la GIPD.

Plusieurs programmes sectoriels de financement offrent la possibilité de renforcer les capacités des ONG et des OP dans le domaine technique et de gestion (par exemple, le PSAOP au Sénégal, le PASAOP au Mali, le PNGT au Burkina Faso). Le Programme GIPD pourrait activement faciliter le contact entre les ONG et OP partenaires et ces programmes de financement, pour renforcer les capacités des OP et ONG et ainsi augmenter la durabilité des investissements faits (ou à faire) pour la GIPD.

Recommandations

La Mission a fait un certain de nombre de recommandations dans ce chapitre qui tiennent compte des forces et faiblesses du programme de formation des facilitateurs en GIPD-CEP, ainsi que les menaces et opportunités qui influencent son efficacité et futur. Ces recommandations, discutées dans le texte, sont brièvement résumées ci-dessous :

En ce qui concerne la formation des facilitateurs en GIPD, la Mission recommande que :

- + le Programme GIPD maintienne sa mise en œuvre de la formation des facilitateurs à travers une large gamme de structures gouvernementales, paraétatiques, non gouvernementales et paysannes ;
- + les structures partenaires développent une stratégie de ressources humaines dans le cadre de la formation en GIPD et qu'elles garantissent que les agents formés par le Programme GIPD sont maintenus sur leur poste pour une période d'un minimum de temps pour mettre en place des CEP ;
- + le Programme GIPD et les structures partenaires privilégient la formation des agents ayant une formation ou expérience dans l'agriculture sur les agents avec une formation générale ou administrative ;
- + le Programme GIPD et les structures partenaires mette l'accent sur le recrutement des femmes en tant que facilitatrices ;
- + le Programme GIPD incorpore l'évaluation MARP dans le curriculum des FDF et la pratique des CEP ;

- + le Programme GIPD développe des supports didactiques appropriés pour appuyer les facilitateurs dans leur travail et les permettre d'échanger des expériences réussies ;
- + Le Programme GIPD renforce la capacité didactique des facilitateurs par : (i) l'inclusion d'un expert en éducation des adultes dans l'équipe de coordination nationale, (ii) la sensibilisation accrue des facilitateurs en ce qui concerne l'importance de la dynamiques des groupes et des activités collectives, et (iii) l'inclusion de la méthodologie Développement Participative de Technologies dans le curriculum des FDF ;
- + Le Programme GIPD et les structures partenaires appliquent plus strictement certains critères pour la sélection des producteurs-facilitateurs ;
- + Le Programme GIPD met sur place un système de suivi de la performance des producteurs-facilitateurs ;
- + Le Programme GIPD initie des initiatives pour institutionnaliser la formation des agents et des cadres en GIPD-CEP à travers : (i) l'incorporation de la GIPD-CEP dans le curriculum des universités et écoles polytechniques en agriculture, (ii) l'incorporation de la GIPD-CEP dans les programmes des centres de formation professionnelle, et (iii) l'utilisation de la GIPD dans les programmes d'alphabétisation fonctionnelle ;
- + Le Programme GIPD et les structures partenaires forment, là où cela semble profitable, les facilitateurs dans la GIPD de plusieurs cultures, afin d'élargir la capacité d'organiser les CEP à la demande des producteurs.

5. CHAMPS-ÉCOLES DES PRODUCTEURS

5.1 Résultats de la formation

5.1.1 Nombre de producteurs formés

Un nombre important de producteurs a participé dans les Champs-écoles de producteurs (CEP) parce qu'ils se sentaient attirés aux objectifs du Programme GIPD et les résultats qu'ils avaient perçus dans les champs de leurs voisins. Dans les premières trois années, le Programme a réussi à organiser environ 810 CEP, et 14875 producteurs ont terminé la formation intensive de quatre mois. Ceci est d'autant plus remarquable, si on prend en considération que les CEP ont lieu pendant la saison agricole, quand les producteurs sont très occupés avec les travaux agricoles de terrain. Le nombre moyen de producteurs par CEP qui ont reçu leur certificat de formation, confirmant qu'ils avaient finalisé le CEP avec succès, était 21 au Sénégal, 16 au Mali et 17 au Burkina Faso (tableau 5.1).

Tableau 5.1 Nombre de producteurs formés par le Programme GIPD, jusqu'en juillet 2004.

Année	Riz		Cultures maraîchères		Coton		Total par pays	
	# CEP	# Paysans	# CEP	# Paysans	# CEP	# Paysans	# CEP	# Paysans
Burkina Faso								
2001-2002	75	1553 (20)	4	89 (22)				
2002-2003	38	812 (21)	31	645 (21)				
2003-2004	77	1189 (15)	66	1032 (16)	4	73 (18)		
Total	190	3554 (19)	101	1766 (17)	4	73 (18)	295	5393
Mali²								
2001-2002	36	632 (18)	12	142 (12)				
2002-2003	55	832 (15)	40	696 (17)	5	82 (14)		
2003-2004	±94	1519 (±16)	67	1456 (22)	15	293 (17)		
Total	±185	2983 (±16)	119	2294 (19)	20	375 (19)	324	5652
Sénégal²								
2001-2002	5	120 (24)	19	316 (17)				
2002-2003	18	284 (16)	57	1121 (20)				
2003-2004			92	1932 (21)	3	57 (19)		
Total	23	404 (17)	168	3369 (20)	3	57 (19)	194	3830
Total par culture	398	6941 (17)	388	7429 (19)	27	505 (19)	813	14875

¹ Entre parenthèses est le nombre moyen de producteurs par CEP qui avaient reçu leur certificat de fin de formation (généralement après avoir participé dans au moins ¾ des sessions d'un CEP)

² A cause des différences dans le format des rapports, la Mission ne dispose pas des données précises pour le Mali et le Sénégal ; par conséquent, ces chiffres devraient être lus avec une certaine précaution.

Sources: rapports d'avancement et données supplémentaires fournies par les coordinations nationales

Au Burkina Faso et Mali, la plupart des CEP ont été organisés pour la riziculture. Le Sénégal, par contre, a organisé la plupart de ses CEP dans les cultures maraîchères. Ceci reflète les choix qui avaient été faits au début du Programme. Le Mali devrait prendre être le premier à organiser les CEP dans le coton, ce qui a été fait, mais le nombre de producteurs

coton qui ont pu être formé est limité. Ce problème est discuté en plus de détail dans le chapitre 8.

5.1.2 Bénéficiaires et genre

L'objectif original du Programme était de former 24150 producteurs en GIPD. Cependant, la Facilité mondiale pour la lutte intégrée et les coordinateurs nationaux se rendaient compte tôt dans le Programme que ce chiffre était trop ambitieux. Vu le nombre limité de facilitateurs actifs au début du Programme, et les ressources financières disponibles, il est tout de même remarquable que 14875 producteurs ont pu être formés en trois ans.

Pour mobiliser les participants pour les CEP, les facilitateurs ont pris en compte le pouvoir de décision du participant, le niveau d'alphabétisation, l'âge et le genre. Il est essentiel que les CEP touchent les décideurs dans les exploitations agricoles, pour assurer que la GIPD soit mise en œuvre dans le champ. Ceci laisse supposer que les gestionnaires des fermes devraient avoir priorité de participation. Toutefois, il y a également d'autres facteurs qui devraient être pris en considération. Les jeunes sont souvent plus dynamiques et peuvent être d'importants acteurs pour les changements de comportement. Il est aussi important d'inclure des femmes parmi les participants, pour renforcer leurs connaissances et améliorer leur possibilité de générer des revenus agricoles et renforcer leur statut social.

Il est donc important que le Programme, pendant le démarrage des CEP dans une localité donnée, approche les chefs de villages ou de communauté, des organisations paysannes locales et les responsables des ménages. Un manque d'attention à l'organisation du village peut se retourner contre le Programme GIPD immédiatement. Les visites de terrain faites par la Mission semblent indiquer que le Programme a impliqué les responsables et organisations locaux dans la mesure du possible. Les femmes et les jeunes ont également été inclus comme participants dans les CEP. Il n'y avait malheureusement pas de données concernant l'âge des participants des CEP.

Le tableau 5.2 donne les taux de participation des femmes dans les CEP. Ces chiffres sont assez dynamiques : Par exemple, dans certaines zones, beaucoup de chefs de ménage ont déjà participé dans les CEP, ce qui ouvre la possibilité d'une participation accrue des jeunes et des femmes dans d'éventuelles prochaines sessions.

Tableau 5.2 Taux de participation des femmes dans les CEP, durant la période juillet 2001 – juillet 2004.

Pays	Riz			Cultures maraîchères			Coton			Total
	H	F	%F	H	F	%F	H	F	%F	
Burkina Faso	2419	1135	32 %	1335	431	24 %	73	0	0 %	5393
Mali	2790	193	6 %	458	1836	80 %	361	14	4 %	5652
Sénégal	287	117	29 %	1972	1397	42 %	48	9	15 %	3830
Total	5496	1445	19%	3765	3664	48 %	482	23	5 %	14875

Sources : Rapports d'avancement et données fournies par les coordinateurs des Programmes nationaux.

Sur le total de 14875 producteurs formés jusqu'en juillet 2004, 5132 (35%) étaient des femmes. Dans le contexte ouest africain, où la plupart des femmes rurales travaillent dans l'agriculture mais ont uniquement un contrôle limité sur les ressources de terre et de main d'œuvre, le Programme GIPD a pu mobiliser un nombre considérable de femmes dans les CEP.

En Afrique de l'Ouest, le riz irrigué et le coton sont des cultures de rente, à un niveau d'intrants élevé, qui sont traditionnellement dominées par les hommes. Dans certaines zones, les femmes peuvent travailler comme main d'œuvre dans les champs de leurs époux ou leurs pères. Les femmes elles-mêmes cultivent plutôt des légumes, des « ingrédients de la sauce », du niébé ou l'arachide. Les cultures maraîchères sont une activité économique relativement nouvelle. Il dépend du contexte, les opportunités et les stratégies de génération de revenus, et l'organisation des ménages, si se sont les femmes ou les hommes qui se lancent en cultures maraîchères.

Par exemple, au Burkina Faso, les hommes voient les cultures maraîchères comme une activité lucrative et peuvent faire concurrence avec les femmes pour obtenir des parcelles rares. A Thiaye, au Sénégal, les femmes gèrent les parcelles de cultures maraîchères pendant que leurs époux migrent pour avoir un travail salarié. Il est plus intéressant pour une femme de participer dans un CEP si la culture qu'elle cultive lui permet d'accroître ses revenus. Le tableau 5.2 donne une illustration de cette différence d'intérêt des femmes dans certaines cultures.

Une question importante est de savoir comment le Programme GIPD devrait promouvoir la participation des femmes dans les CEP. D'une part, le Programme peut insister sur les cultures qui attirent déjà beaucoup d'intérêt des femmes, comme les cultures maraîchères, et de donner moins d'attention aux cultures qui plutôt gérées par les hommes. D'autre part, la participation des femmes dans les CEP peut être utilisée pour renforcer leurs capacités dans les cultures traditionnellement « masculines », comme le riz et le coton, et ainsi tenter d'augmenter la part des femmes dans ces spéculations afin qu'elles puissent devenir des « sparring-partners » des hommes. Quelle stratégie choisir dépendra fortement de la situation dans une zone donnée (intérêt stratégique des femmes et des hommes, possibilités foncières, alternatives pour la génération des revenus, etc.).

+ Recommandation :

Le Programme GIPD, avant de se lancer dans une nouvelle zone d'intervention, devrait faire une analyse détaillée de la situation de genre, afin de formuler une stratégie de genre pour encourager les femmes de participer aux champs-écoles des cultures féminins et/ou des cultures masculins.

5.2 Impact de la formation sur les pratiques agricoles, l'environnement et la santé.

5.2.1 Adoption des pratiques GIPD

Un indicateur important du succès du Programme est la partie des producteurs qui ont participé dans les CEP et par la suite ont réellement adopté les pratiques GIPD. Un taux d'adoption élevé est une indication de la bonne qualité de la formation mais aussi des bénéfices directs de la GIPD comme perçus par le paysan.

Malheureusement, les taux d'adoption des pratiques GIPD n'ont pas été collectés d'une façon standard par le Programme. Au Mali aucun suivi régulier n'est fait des producteurs qui ont terminé les CEP, et au Sénégal ce type de suivi n'est qu'*ad hoc*. Seulement au Burkina Faso est-ce que les producteurs sont visités par les facilitateurs la saison après leur participation dans un CEP, afin d'identifier des problèmes d'adoption des pratiques GIPD. Des données sur le taux d'adoption sont donc disponibles au Burkina Faso, mais elles ne sont pas encore analysées.

Certaines évaluations ad hoc donnent les résultats suivants :

Un suivi a été fait de 76 riziculteurs dans l'Office du Niger, au Mali, qui avaient participé dans les CEP en 1999. Les taux d'adoption de plusieurs pratiques GIPD variaient de 30 à 100%. Les rendements moyens de riz dans les parcelles cultivées selon l'approche GIPD étaient en moyen 17% plus élevés que dans les parcelles sous l'ancien pratique paysan ; les revenus moyen étaient 35% plus élevés dans les parcelles GIPD (données fournies par la coordination national du Mali).

Une deuxième étude, aussi faite dans l'Office du Niger, a enquêté 106 producteurs une année après leur participation dans les CEP en 1999 (Stemerding *et al.*, 2002). Tous les paysans appliquaient au moins un ou plusieurs pratiques GIPD qui avaient été enseignés l'année précédente. L'expérimentation, commune ou individuelle, dans les parcelles était faite par 56% des répondants. Beaucoup de producteurs qui n'avaient pas participé dans les CEP étaient tout de même au courant de certains principes et pratiques de la GIPD, à cause des échanges avec les paysans GIPD. Les auteurs concluent que les CEP avaient clairement renforcé les capacités techniques et analytiques des producteurs. En outre, la confiance des producteurs ainsi que l'action collective semblait être accru chez les paysans GIPD.

Au Burkina Faso, une évaluation à été faite en 2001 parmi des riziculteurs qui avaient participé dans le projet pilote GIPD en 1996 et 1997. Plusieurs pratiques introduits pendant les CEP (par exemple, replanter en ligne, préparation de sol, utilisation d'engrais organique, utilisation très réduite des pesticides) avaient été adoptés par la plupart des producteurs formé en GIPD. Presque 90% des paysans GIPD répondaient que leurs rendements avaient améliorés depuis la formation dans les CEP (GIPD-Burkina, 2002).

Beaucoup de producteurs qui ont été interrogé pendant la présente Mission d'évaluation confirmaient qu'ils appliquaient la plupart, ou tous, les pratiques GIPD dans leurs champs. Toutefois, cet « échantillon » de paysans est probablement légèrement biaisé, parce que les paysans qui n'avaient pas adopté la GIPD n'auraient pas être venus aux réunions villageoises visitées par la Mission.

Parce que le taux d'adoption des pratiques GIPD est un des indicateurs, ou même le principal indicateur, du succès du Programme, la Mission recommande fortement que les données nécessaires pour évaluer l'adoption de la GIPD au Mali et au Sénégal soient collectées. Les données déjà collectées au Burkina Faso devraient être analysées. Cet exercice devrait être fait dans les meilleurs délais, avant la fin de la présente phase du projet.

L'Université de Hanovre est actuellement en train de préparer enquête paysanne sur l'impact des la GIPD-CEP. Cependant, la Mission note que cette enquête n'est pas appropriée pour évaluer les taux d'adoption de la GIPD, et donc le succès des CEP, car elle cible les villages et CEP qui montrent des augmentations de rendements ainsi que des réductions d'utilisation des pesticides. Bien que cette approche peut être convenable pour analyser l'impact économique d'une adoption réussie de la GIPD, elle crée une distorsion des taux d'adoption *per se*.

+ Recommandation :

La Mission recommande que des données sur le taux d'adoption des pratiques GIPD soient collectées chez les producteurs ayant suivi des CEP au Mali et Sénégal, pour compléter les données qui existent déjà au Burkina Faso. Par la suite, ces données devraient être analysées pour les trois pays du Programme, avant la fin de la présente phase du projet.

5.2.2 Impact sur les rendements, coûts de production et revenus paysans

Un objectif important du Programme est d'améliorer les pratiques agricoles paysans, non seulement dans le domaine de la protection des végétaux mais aussi en ce qui concerne la fumure et d'autres pratiques agricoles, afin d'accroître les revenus des paysans. Si on suppose que des prix de commodités agricoles demeurent relativement stables, les revenus du producteur sont déterminés principalement par les rendements et les coûts de production (pesticides, autres intrants et main d'œuvre).

Idéalement, une augmentation des revenus est atteinte aussi bien par des rendements améliorés que par une réduction des coûts de pesticides. Toutefois, une conservation des rendements au même niveau en réduisant les coûts des pesticides, ou une augmentation des rendements en gardant les coûts de pesticides stables, peut toujours constituer une bonne mise en œuvre de la GIPD. Par contre, si les pratiques GIPD résultent dans des coûts plus élevés de main d'œuvre ou d'autres intrants (par exemple, engrais, semences), les revenus nets peuvent être affectés et le taux d'adoption de la GIPD réduit.

Tableau 5.3 Estimation préliminaires de l'impact de l'introduction de la GIPD sur les rendements, coûts de production et revenus nets des producteurs, dans certaines cultures¹.

<i>Pays/culture</i>	Changement médian du rendement ²		Changement moyen des coûts de pesticides ³		Changement moyen d'autres coûts de production ⁴		Changement médian en revenus nets ⁵	
	[%]	(n) ⁶	[%]	(n)	[%]	(n)	[%]	(n)
Burkina Faso								
Riz	+ 27	121	- 24	121	0	7	+ 81	19
Tomate	+ 17	15	- 81	15	- 16	15	+ 135	6
Chou	+ 38	19	- 75	19	+ 15	19	+ 110	6
Mali								
Riz	+ 19	7	- 100	7	+ 25	7	+ 41	8
Tomate	+ 44	5	- 80	6	- 45	6	+ 36	3
Ognon	+ 31	4	- 92	4	- 50	4	+ 36	4
Coton ⁸	+ 21	17	-- ⁷	--	- 10	17	+ 58	17
Sénégal								
Riz	+ 23	15	- 100	15	+ 10	15	+ 36	13
Gombo	+ 21	8	- 42	18	+ 20	10	+ 40	8
Tomate	+ 11	12	+ 10	24	+ 33	13	+ 7	14
Chou	+ 28	14	- 7	24	+ 13	15	+ 41	14
Ognon	+ 23	15	0	10	+ 5	4	+ 127	8

¹ Estimation préliminaires uniquement, basées sur des données partielles jusqu'en juillet 2004, et en attendant l'analyse économique approfondie en cours. Notez que les colonnes ne sont s'additionnent pas nécessairement.

² Comme dans le tableau 3 dans Pemsil *et al.* (2004); ³ calculé sur la base de tableau 4 dans Pemsil *et al.* (2004); ⁴ estimé, se basant sur les figures 5-7 dans Pemsil *et al.* (2004) – coûts des intrants autres que les pesticides, sans coûts de main d'œuvre;

⁵ calculé, se basant sur les rapport d'avancement du projet (souvent, les coûts de main d'œuvre n'étaient pas disponibles)

⁶ n = nombre de jeux de données (parcelles ou localités); ⁷ -- = données non disponibles

⁸ Toutes les chiffres du coton comme fournies par la Facilité mondiale pour la lutte intégrée (données moyennes)

L'Université de Hanovre a récemment commencé une étude de l'impact économique de la GIPD au niveau des producteurs (Pemsl *et al.*, 2004). Cette évaluation est basée uniquement sur les données collectées sur les parcelles des CEP et ne sont pas nécessairement représentatives pour l'impact réel observé sur les parcelles des producteurs après qu'ils ont terminé les CEP. Le tableau 5.3 donne un résumé des résultats préliminaires de cette étude, complétés par certains chiffres sur les revenus paysans extraits des rapports d'avancement du Programme.

Les rendements médians ou moyens ont augmentés pour toutes les cultures listées en tableau 5.3. La croissance des rendements médians de riz étaient assez similaires dans l'ensemble des pays, et variaient de 19 à 27%. Les rendements de coton avaient augmenté dans les parcelles GIPD avec, en moyenne, 21%. Les augmentations des rendements dans les cultures maraîchères étaient plus variables, et allaient de 11 à 44%.

Les coûts moyens d'utilisation de pesticides étaient réduits dans tous sauf deux cas, oignon et tomate au Sénégal. Ces cultures parfois demandaient l'utilisation des biopesticides, qui sont relativement chers. D'autres coûts de production (surtout des intrants agricoles) augmentaient en moyenne dans l'ensemble des cas de riziculture. Ils étaient plus élevés aussi dans la plupart des cultures maraîchères, sauf au Mali. Il faut noter que les coûts de main d'œuvre n'étaient souvent pas inclus dans l'estimation des coûts de production. Ces derniers sont par conséquent probablement sous-estimés, surtout dans les situations où la GIPD demande une plus importante utilisation de main d'œuvre.

Les revenus médians nets étaient toujours plus élevés dans les parcelles GIPD que dans la pratique paysanne précédente. Toutefois, l'utilisation des valeurs médianes peut cacher le fait que pour certaines cultures le pourcentage des paysans qui a obtenu des revenus réduits avec la GIPD peut toujours être considérable. Ceci était le cas pour la tomate et le gombo au Sénégal, où presque la moitié des parcelles GIPD résultaient dans des revenus plus bas que les parcelles de pratique paysan.

La Mission conclue que l'introduction de la GIPD a résulté dans la plupart des cas dans une augmentation nette des revenus des producteurs. La variabilité relativement élevée, entre pays, dans les coûts de production de la GIPD suggère qu'il peut y exister des possibilités d'améliorer d'avantage les revenus de paysans. Une comparaison soigneuse des pratiques agricoles dans les trois pays est recommandée, pour que les technologies et pratiques développées dans les CEP puissent être utilisées efficacement dans la sous-région.

+ Recommandation :

La Mission recommande que les données sur les rendements, les coûts de production et les revenus de paysans soient collectées de façon standard dans les CEP, mais également dans un échantillon des producteurs formés par le Programme GIPD, afin que l'impact du Programme puisse être suivi et évalué de manière régulière.

+ Recommandation :

La Mission recommande également qu'une comparaison détaillée soit faite des différentes pratiques agricoles utilisées par les producteurs GIPD dans les trois pays, afin de mieux pouvoir comprendre la variabilité observée dans les rendements et revenus des producteurs, et de pouvoir améliorer le curriculum des CEP-GIPD.

5.2.3 Utilisation des pesticides

Un des principaux objectifs de l'introduction de la GIPD est la réduction de l'utilisation des pesticides au niveau le plus bas possible. En effet, comme décrit dans le tableau 5.3, les coûts des pesticides ont été réduits considérablement dans presque tous les pays et cultures.

Les données sur les types et quantités des pesticides utilisés ont été collectées aussi bien pour les pratiques paysannes que pour la GIPD, mais elles n'ont pas encore été analysées par le Programme. Des résultats partiels du Sénégal montrent que dans presque toutes les cultures la fréquence d'application des pesticides diminuait. De la même façon, aucun pesticide n'a été plus utilisé dans la riziculture au Mali (tableau 5.4).

Table 5.4 Changement du nombre d'applications de pesticides après l'introduction de la GIPD

Pays	Culture	Pourcentage moyen de changement dans le nombre d'applications	n
<i>Mali</i>	Riz	– 100%	--
<i>Sénégal</i>	Riz	– 100%	11
	Gombo	+ 20%	12
	Tomate	– 42%	21
	Chou	– 14%	21
	Oignon	– 23%	11
	Haricot vert	– 8%	9

5.2.4 Environnement et santé

Comme mentionné ci-dessus, les données sur l'utilisation des pesticides n'ont pas encore été analysées. Par conséquent, une évaluation approfondie de la réduction du risque humain et environnemental due à l'introduction de la GIPD ne peut pas encore être faite. Cependant, un certain nombre de conclusions préliminaires peuvent être tirées.

Beaucoup de producteurs rencontrés par la Mission soulignaient la réduction des risques pour leur santé comme un résultat important du Programme GIPD. Dans certains cas, mention a été faite d'une diminution des maux de tête ou d'autres symptômes liés à l'exposition aux pesticides. Aucune étude n'a été effectuée, toutefois, pour évaluer spécifiquement l'impact de la GIPD sur la santé humaine.

Contrairement aux effets sur la santé humaine, les bénéfices environnementaux de la GIPD n'étaient pas beaucoup mentionnés par les producteurs. Apparemment, ces aspects étaient considérés comme moins importants par les paysans, ou les bénéfices environnementaux de la GIPD n'étaient pas reconnus en tant que tels.

La fréquence d'utilisation des pesticides était généralement plus basse dans les parcelles GIPD que dans les champs sous pratique paysanne, autant que cela a été analysé (tableau 5.4). Cette réduction ne tient pas encore en compte le changement vers l'utilisation des pesticides moins toxiques, qui aussi avait lieu. La réduction de fréquence d'utilisation sous-estime donc les bénéfices réels de la GIPD sur l'environnement et la santé. Dans beaucoup de cas, les pesticides chimiques sont remplacés par des produits sur base biologique, ou ne sont plus utilisés du tout (par exemple, dans la riziculture). Plusieurs pesticides à haute

toxicité qui étaient utilisés par les producteurs dans leur pratique précédente (par exemple, le métamidophos, monocrotophos, méthomyl et captafol) étaient remplacés par des produits moins dangereux.

Néanmoins, dans certaines situations, des insecticides relativement toxiques étaient toujours appliqués dans les parcelles GIPD, même pendant la deuxième année du projet (par exemple, au Sénégal : le Tersen 420 EC, un insecticide coton très dangereux, ou le Metafos 60 SL, un produit sur base de métamidophos à une concentration qui lui classe comme produit PIC de la Convention de Rotterdam). Ce type de pesticide ne devrait pas être utilisé dans la GIPD.

La Mission urge le Programme GIPD d'analyser le plus rapidement possible les données sur l'utilisation des pesticides déjà collectées dans les CEP. L'approche des « unités toxiques », utilisée pour l'étude socio-économique de l'utilisation des pesticides au Sénégal, ou le « quotient d'impact environnemental » utilisé par le Programme GIPD dans le coton en Asie, pourrait être appliqué. Elles permettent des analyses relativement simples pour les changements du risque environnemental et pour la santé des pratiques GIPD.

+ **Recommandation :**

La Mission recommande que les données sur l'utilisation des pesticides collectées pendant les CEP soient analysées dans les meilleurs délais, afin de pouvoir quantifier l'impact du Programme GIPD sur la santé humaine et l'environnement.

+ **Recommandation :**

La Mission recommande que les données sur l'utilisation des pesticides soient collectées de façon régulière et en suffisamment de détails, tant dans les parcelles GIPD que dans celles sous pratiques paysannes, afin de pouvoir évaluer les effets à long terme du Programme GIPD sur l'environnement et la santé humaine.

5.2.5 Résultats dans des conditions réelles de production

Comme déjà expliqué ci-dessus, l'impact du projet sur les rendements et revenus sous des conditions réelles de production, ne peut pas encore être évalué.

5.3 Qualité de la formation

5.3.1 Relevance de la formation GIPD-CEP

L'éducation coûte chère car elle demande du temps, de l'énergie et des ressources du formateur et du stagiaire. Pour pouvoir motiver les producteurs d'investir leur temps dans le processus d'éducation à travers les CEP, il est essentiel que la GIPD résulte dans des bénéfices substantiels, concrets et à court terme. Avant le commencement des CEP dans une localité donnée, une évaluation MARP est recommandée afin d'identifier (a) les problèmes clés rencontrés par les producteurs, et (b) la valeur ajoutée potentielle de la GIPD. Si les principaux problèmes sont difficiles à résoudre à travers la formation des paysans, il est mieux de ne pas promouvoir la GIPD. Si, par contre, la GIPD peut contribuer à résoudre ces problèmes, il est essentiel que les thèmes relevant soient réellement traités dans le contenu du CEP.

Les paysans rencontrés par la Mission mentionnaient la réduction des coûts de pesticides, la minimisation des risques pour la santé, l'amélioration de l'utilisation des engrais et des semences, l'augmentation des rendements et revenus, et l'amélioration de la qualité des produits agricoles comme bénéfices importants de la GIPD.

Il a été noté que, dans plusieurs cas, les paysans (particulièrement ceux qui sont analphabètes) semblent plus impressionnés par l'augmentation des rendements plutôt que revenus nets. La GIPD était moins appréciée si les rendements dans les parcelles GIPD étaient pareils ou plus bas que dans les parcelles pratique paysanne, même si dans ces derniers les revenus nets étaient réduits. Les facilitateurs soulignaient le besoin de donner plus d'attention aux méthodes de calcul des revenus par les paysans, afin de mieux pouvoir expliquer l'avantage de la GIPD.

Les producteurs « votent avec leur pieds » : le taux de participation des paysans dans les CEP est une bonne indication de la qualité de la formation. Les taux exactes de participation n'étaient pas disponibles, mais si on admet que la plupart des CEP commençait leur activités avec 25 participants, le pourcentage moyen de producteurs qui terminaient les CEP variaient de 48 à 96% (avec une moyenne globale de 72%), selon le pays et la culture (tableau 5.1). Les taux de participation peuvent donc être considérés comme relativement élevés, un autre indicateur de la bonne qualité de la formation dans les CEP. La participation était en moyenne légèrement plus élevée dans les cultures maraîchères et le coton que dans le riz (tableau 5.1), mais cette différence était pas généralisée.

L'utilisation des taux moyens cache en partie la variation qui existe dans la participation des paysans dans les CEP. Parfois, une basse participation était causée par un manque de compétence technique ou d'acceptation des agents-facilitateurs ou producteurs-facilitateurs. Quelquefois, les bénéfices de l'approche GIPD n'étaient pas suffisants, ou ils n'étaient pas perçus par les producteurs, tôt dans le CEP, d'être assez. Cependant, il semble que souvent des obstacles hors du contrôle des producteurs ou du Programme GIPD causait une déperdition de la motivation et la participation des producteurs.

Des exemples de ce type d'obstacles, qui sont généralement hors du mandat direct de la vulgarisation agricole, sont : les problèmes structurels de gestion d'eau, l'indisponibilité du crédit agricole abordable, l'accès insuffisant aux intrants agricoles requis pour la GIPD, le manque d'équipement agricole adapté aux situations locales, des problèmes de commercialisation des récoltes, la compétition par des importations bon marché (par exemple pour le riz), des problèmes fonciers, ou des stratégies de gestion de ménage et de la ferme qui empêchent la mise en place des CEP ou de la GIPD.

Ce type de problèmes peut résulter dans des bas taux de participation dans les CEP, une adoption faible des pratiques GIPD, ou même un échec complet de l'approche GIPD. Par exemple, malgré un enthousiasme réel et un engagement envers la GIPD-CEP, les taux de participation dans deux localités (MOB au Burkina Faso et OPIB au Mali) n'étaient que 8 à 12 producteurs par CEP. Ceci était principalement dû aux problèmes hors de la compétence de la vulgarisation agricole. Afin d'éviter la frustration et de conserver la réputation positive de l'approche GIPD-CEP, il semble essentiel de concentrer les efforts dans les zones géographiques et les cultures où la GIPD peut réellement faire une différence.

Pour cette raison, il est crucial que les Programmes nationaux élaborent une analyse complète de la situation dans des nouvelles zones d'intervention, avant de commencer les CEP. Jusqu'à présent, les diagnostics semblent se concentrer sur les aspects agronomiques, comme les variétés cultivées, les sols, le climat, les ravageurs et d'autres composants biophysiques. Il est recommandé de mettre également l'accent sur le contexte socio-économique et commercial de la ferme, les aspects genre et la répartition du travail, la distribution des revenus et les stratégies de subsistance. Dans certains cas, il peut être plus sage de s'abstenir de commencer un CEP dans une région, bien que dans d'autres situations le Programme GIPD devrait s'assurer d'abord que les aspects organisationnels comme les capacités de gestion, de négociation et de planification stratégiques des (groupements de) producteurs sont à la hauteur.

+

Recommandation :

La Mission recommande que le Programme GIPD, avant de lancer dans une nouvelle zone d'intervention, fasse une analyse détaillée de la situation, l'infrastructure, les opportunités de marché, contraintes de production et stratégies de subsistance. Le Programme devrait uniquement commencer à initier des CEP-GIPD si cette approche peut réellement faire une différence.

5.3.2 Apprentissage instrumental

La GIPD encourage, à travers les CEP, la découverte des relations fonctionnelles et des processus dans l'agro-écosystème, et développe l'apprentissage par étape et la gestion adaptée chez les producteurs. La méthodologie GIPD-CEP peut être caractérisée comme une approche de processus d'apprentissage (annexe 5). Dans un CEP, les paysans sont encouragés de s'engager dans un processus d'apprendre par expérience, de formation en communication et renforcement de leurs capacités.

Il a été difficile pour la Mission d'avoir l'appréciation des producteurs en ce qui concerne le processus d'apprentissage dans les CEP. En général, les producteurs et les facilitateurs parlent plus facilement des résultats de la formation plutôt que du processus et des aspects méthodologiques (voir aussi Groot, 2002). En outre, une partie des détails des réponses des paysans a été perdue dans la traduction des langues locales au français. Il sera nécessaire de faire observer les sessions des CEP par un expert en éducation, et d'avoir des discussions plus détaillées avec les formateurs et paysans sur place, afin d'obtenir une meilleure idée du processus de formation et de possibles améliorations. Cependant, la Mission a fait quelques observations en discutant avec les coordinateurs nationaux et les facilitateurs, et en étudiant le curriculum (annexes 8 et 9).

La Mission a identifié les points forts suivants en ce qui concerne le curriculum des CEP, dans les trois pays visités :

Le curriculum insiste beaucoup sur l'apprentissage par expérience, notamment l'analyse d'agro-écosystème (AAES), le zoo d'insectes, les comparaisons régulières entre parcelles GIPD et pratique paysanne et l'exécution des études spéciales (annexe 9). Tous les CEP démarrent avec une enquête diagnostique, avec l'objectif de collecter des données sur les pratiques paysannes et les principales contraintes de production, et d'identifier les thèmes à traiter dans le CEP.

Le curriculum d'un CEP incorpore plusieurs styles de formation et encourage une participation active et un partage d'idées entre producteurs. Une session d'un CEP inclut généralement cinq éléments : une heure d'observations de terrain conjointes, une heure d'analyse conjointe de la dynamique de l'agro-écosystème, une prise de décision commune en ce qui concerne les pratiques agricoles à appliquer dans la parcelle GIPD et celle sous pratique paysanne, un exercice de dynamique de groupe ou d'autre brise glace, et une heure pour traiter un thème spécial.

Le curriculum des CEP encourage des études thématiques approfondies : Les paysans sont impliqués dans les discussions approfondies à travers les études spécifiques, comme une essai de gestion de la culture; un essai de compensation ou d'impact de densité, ou le zoo à insectes. Ces études et essais sont liés aux notions plus théoriques traitées dans pendant thèmes spéciaux.

Les facilitateurs et producteurs ont indiqué les expériences suivantes, en discutant le curriculum et l'apprentissage dans les CEP.

Observations réflexives de la dynamique des agro-écosystèmes

Selon les producteurs, les observations régulières de leurs champs les aident à mieux comprendre le dynamique de l'agro-écosystème. Cette connaissance leurs permettait d'économiser et gérer avec plus de précision les pesticides, engrais et eau d'irrigation. Malgré des acquis, les rapports semestriels du Programme faisaient attention à une certaine négligence par les producteurs des zoos à insectes, qu'ils ressentent comme prenant trop de temps. Le Programme GIPD pourrait étudier si une réduction dans la fréquence d'observations, ou un nombre plus limité de paysans qui font les observations, aura le même effet éducationnel.

Essais et expérience concrète avec la gestion phytosanitaire

Les producteurs ont testé, évalué et approuvé l'efficacité des pesticides biologiques. En outre, ils ont appris qu'une réduction du nombre de traitements pesticides et l'utilisation des biopesticides, améliorerait leur santé. Ils confirmaient qu'ils vivaient moins de maux de tête et des nausées.

Expérience concrète en communication et dynamique de groupe

Plusieurs paysans mentionnaient un sens accru de cohésion sociale, causé par les analyses conjointes, les brises glaces et les exercices de dynamique de groupe. Les facilitateurs appréciaient les brise glaces pour réanimer l'esprit et la dynamisme des participants, durant les sessions de quatre heures d'un CEP. Dans chaque groupe, il y avait toujours des paysans charismatiques qui inventaient des jeux de théâtre et d'autres exercices pour amuser et distraire les participants.

Certains facilitateurs exprimaient leur inquiétude concernant les niveaux d'analphabétisme des participants dans les CEP. Etant donné que les producteurs analphabètes avaient besoin de plus de temps pour comprendre les analyses d'agro-écosystème, les facilitateurs étaient parfois forcés de sauter certains thèmes spéciaux ou exercices de dynamique de groupe. Certains producteurs trouvaient les observations régulières dans les champs ennuyeuses. Ils participaient peut-être dans les observations de terrain pendant le CEP, mais négligeaient par exemple l'observation journalière de leur zoo à insectes.

Afin de capter et retenir l'attention des stagiaires, il est essentiel que les sessions des CEP demeurent dynamiques, traitent une gamme de sujets et incluent plusieurs styles de formation. Les facilitateurs devraient être prudents de sauter des éléments comme les thèmes spéciaux ou les exercices de dynamique de groupe. La Mission suggère également que le Programme développe plus des matériaux et approches visuels pour les différents sujets de gestion de la production qui sont traités dans les CEP. Par exemple, le Programme de Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols⁵, à Sikasso (Mali) ou Agri-Sahel⁶ à Kaya (Burkina Faso), pourraient fournir des idées à cet effet. La visualisation des pratiques individuelles de gestion encourage les échanges et le dialogue entre les participants dans les CEP.

+ Recommandation :

La Mission recommande que le Programme GIPD développe plus d'outils visuels sur les thèmes de production et de gestion à traiter dans les CEP, pour renforcer l'efficacité de la formation.

⁵ Le Programme GIFS au Mali a développé des outils visuels pour la gestion de la fertilité des sols. Le programme est géré par l'IER, le KIT (Institut Néerlandais de développement) et l'IFDC (International Center for Soil Fertility and Agricultural Development).

⁶ Inspiré par le Programme GIFS, le programme de vulgarisation agricole PEDI à Kaya, Burkina Faso, a développé des outils visuels de gestion pour agriculture et élevage. Après la clôture du Programme PEDI, le bureau de conseil Agri-Sahel, a continué avec les activités de vulgarisation agricole.

5.3.3 Apprentissage pour la cohérence

La formation dans les CEP se concentre sur le partage des informations et des expériences des producteurs. Dans des groupes d'environ cinq personnes, les paysans observent conjointement les parcelles, notent le développement des plantes, analysent l'agro-écosystème et discutent les pratiques appropriées de gestion. Ceci encourage les producteurs individuels d'expliquer leurs observations et de tenir compte des idées et perspectives des autres. Ils identifient les options de gestion communes ou différentes, et doivent trouver une voie de venir à une décision conjointe.

Avec l'assistance d'une participant qui sait écrire, les producteurs notent leurs résultats sur un panneau à feuilles mobiles, pour les présenter par la suite aux autres groupes et de défendre leurs décisions de gestion de la parcelle. Finalement, la réunion plénière du CEP décide quelles mesures de prendre dans les parcelles GIPD et pratique paysanne. En plus, à travers les exercices de dynamique de groupe, les producteurs apprennent comment s'exprimer, approcher un problème identifié, collaborer et venir à une décision commune.

Une condition importante qui est à la base du développement agricole dirigé par les producteurs mêmes est l'expression des différentes perspectives, valeurs et intérêts. Les producteurs ne constituent pas un groupe homogène, mais ils peuvent différer en potentiel de production agricole, culture, statut familiale, âge, genre et situation de famille. Quelques généralisations : Les pasteurs raisonnent différemment des agriculteurs. La plupart des chefs de ménage ont acquis de l'équipement agricole et reçoivent de l'assistance de leurs femmes, fils et filles adolescents et parfois aussi leurs belles-filles. Ils donnent beaucoup d'importance aux obligations sociales et culturelles, bien que les jeunes soient plus disposés à gagner leur vie et ont un sens économique plus aigu. Les jeunes producteurs manquent de l'équipement et des ressources de main d'œuvre. Ils vendent leur main d'œuvre et cherchent des opportunités commerciales. Les femmes agissent différemment des hommes : Elles ont moins de capital et de main d'œuvre et nécessitent de revenus limités mais réguliers pour les besoins des infants.

Les producteurs perçoivent différentes opportunités et responsabilités agricoles, économiques et sociales, selon leurs intérêts personnels. Ils ont des valeurs et préoccupations différentes et peuvent prendre des perspectives distinctes sur un sujet donné. Quand des thèmes techniques sont discutés dans un CEP, ces points de vue différents généralement demeurent tacites et comme allant de soi, mais ils déterminent tout de même les décisions de gestion agricole des paysans.

Un producteur peut cibler une certaine autosuffisance et niveau de revenus ; un autre peut maximaliser la productivité de travail et investir dans l'équipement agricole ; un troisième a peut-être plus de main d'œuvre à sa disponibilité et utilise ses revenus pour acheter des intrants pour les cultures de rente, afin de maximaliser des gains à court terme ; un quatrième voir des risques climatiques élevés investit plutôt dans le cheptel ; un cinquième achète de céréales pour en faire du commerce, plutôt que de investir d'argent dans la production à risque de céréales ; etc. Ces stratégies de subsistance déterminent pour une très grande partie les pratiques agricoles et les problèmes des producteurs qui participent dans un CEP.

L'exécution d'une bonne évaluation MARP au début d'un CEP encourage les producteurs de faire connaître leurs valeurs et intérêts et de comprendre ceux des autres. Les facilitateurs devraient assister les producteurs de prendre note de cette diversité en valeurs et intérêts, plutôt que d'imposer leurs propres valeurs, et de chercher des objectifs de développement agricoles qui répondent mieux aux besoins de la plupart des participants. A travers des négociations et l'apprentissage, les producteurs identifient une vision commune pour le futur et des actions à entreprendre pour y arriver. Ces actions peuvent occasionner un curriculum spécifique pour les CEP, mais aussi un aide mutuel pour le repiquage des plantules, ou la

mise en place d'une coopérative pour assurer la disponibilité à temps des intrants agricoles, etc.

Presque partout, le Programme GIPD contacte, implique et travaille à travers les ONG ou les coopératives et associations locales. Les coopératives et associations paysannes sont les lieux appropriés pour discuter les problèmes de développement et d'arriver à des décisions conjointes pour des actions communes. Si les coopératives et associations paysannes sont dynamiques, elles auront des idées claires en ce qui concerne les problèmes qui devraient être traités dans les CEP. Malheureusement, beaucoup de coopératives et associations paysannes sont relativement faibles et nécessitent un renforcement sur le plan organisationnel.

Par conséquent, il reste un besoin d'organiser les CEP comme plateforme d'échange sur le développement agricole voulu par les producteurs. Il existent plusieurs exemples, surtout dans le domaine des cultures maraîchères, où un CEP a donné lieu à une coopérative ou association paysanne. Par exemple, la coopérative des producteurs de cultures maraîchères de Kati, au Mali, était le résultat d'un CEP et inspire actuellement beaucoup de paysans de participer dans le Programme GIPD et d'adhérer à la coopérative. Cet aspect du Programme GIPD-CEP mérite d'être renforcé.

5.3.4 Autopromotion

Comme discuté dans le chapitre 3.3, l'apprentissage devrait également aboutir à un renforcement des capacités d'organisation et de décision des producteurs qui leur permet de prendre progressivement un contrôle sur leur développement, aussi dans les domaines qui ne sont pas directement traités dans la formation dans les CEP-GIPD.

Plusieurs contraintes ont été identifiées qui ont un impact direct sur le succès de la GIPD. Elles ont également une influence sur le développement général des producteurs, et les CEP-GIPD pourraient (ou devraient) renforcer les capacités de producteurs afin de faire face à ce type de problèmes.

Expérimentation

Le Programme GIPD encourage les producteurs d'agir. Dès le début, les participants dans les CEP sont incités à suivre les parcelles du champ-école et de prendre des décisions concernant les interventions appropriées à faire. Selon les anciens stagiaires, ces expériences les encourageaient d'appliquer des techniques similaires dans leurs propres champs et de les promouvoir auprès la famille et les voisins. Ils commençaient également à expérimenter avec certaines techniques GIPD (compostage, biopesticides, etc.) dans d'autres cultures. En outre, ils appliquaient leurs nouvelles connaissances du dynamique de l'agro-écosystème pour modifier la gestion générale de leur exploitation.

Le Programme GIPD-CEP se concentre sur l'apprentissage par expérience et action, mais il a donné peu d'attention à « l'apprentissage régulateur ». L'apprentissage régulateur signifie que les producteurs apprennent comment orienter, suivre et modifier le processus et le contenu de la formation afin d'obtenir le résultat voulu. L'objectif principal de la GIPD-CEP est le renforcement des capacités : Après avoir complété le CEP, les producteurs devraient être capable de chercher des informations et de développer et exécuter des expérimentations qui pourraient répondre à leurs questions. De cette manière, ils deviennent des vrais experts dans leur exploitation et des partenaires de discussion réels pour la recherche.

Jusqu'à présent, les stagiaires dans les CEP font des essais qui sont pré-développés par le Programme GIPD, plutôt qu'ils soient conçus par les producteurs mêmes. Il y avait peu de réactions des paysans si la Mission demandait s'ils avaient fait des expérimentations autres

que celles présentées pendant le CEP. La formation n'a apparemment pas eu un grand impact sur la capacité d'expérimentation des producteurs. Cette observation a aussi été faite par l'Évaluation à mi-parcours de la Facilité Mondiale pour la Lutte Intégrée (2001: Annexe B10-6). Pour combler cette lacune, il paraît utile d'inclure certains éléments de l'approche Développement Participatif de Technologies dans le curriculum des CEP (voir chapitre 4.2.1).

+

Recommandation :

La mission recommande que le Programme GIPD intègre l'approche Développement Participatif de Technologies dans le curriculum des CEP.

Alphabétisation

Les coordinateurs et facilitateurs ont insisté sur le fait que le niveau relativement bas d'alphabétisation parmi les paysans pose des problèmes pour la mise en œuvre efficace de la GIPD. Beaucoup d'observations dans les CEP sont faites dans des petits groupes d'environ 5 paysans. Les facilitateurs assurent en général qu'il y a au moins un producteur qui sait écrire dans un tel groupe, qui note les observations et résultats et peut les présenter au reste du CEP. Toutefois, les personnes illettrées ont souvent des problèmes de comparer les données qu'ils ne peuvent pas lire. Et bien que le Programme GIPD fait utilisation de beaucoup de dessins et d'autres visualisations, cela ne ressource une partie des problèmes car les paysans illettrés n'ont souvent jamais dessinés non plus.

Pour cette raison, il faut plus de temps dans le CEP pour répéter les résultats des sessions précédentes, de faire des comparaisons et de prendre des décisions. En conclusion, les producteurs analphabètes ont besoin de plus de temps pour apprendre. Afin d'améliorer la capacité d'apprentissage de ces paysans, le Programme GIPD a commencé à financer également des cours d'alphabétisation. Dans les régions de Thiès et St Louis, au Sénégal, le Programme finance 5 cours d'éducation d'adultes. Les paysans participent simultanément dans les CEP (un matin par semaine) et dans les classes d'alphabétisation (3 après-midi par semaine). Au Burkina Faso, le Programme a permis à 400 producteurs de compléter un cours d'alphabétisation avant de s'inscrire dans un CEP.

Une question importante est de savoir si une éventuelle prochaine phase du Programme GIPD devrait rester focalisée sur les thèmes liés à la production agricole, ou s'il devrait également incorporer l'alphabétisation des producteurs pour ainsi améliorer l'efficacité de la GIPD « classique ». Toutefois, l'alphabétisation est une activité très intensive, un cours prenant généralement 4 mois, et 3 à 5 sessions par semaine. Par conséquent, l'alphabétisation est coûteuse. Il est important, pour cette raison, que le Programme identifie dans chaque pays les structures et partenaires qui sont actifs dans l'alphabétisation des adultes, et essaye de coordonner ces activités avec les CEP dans la mesure du possible. Cette coordination pourrait, par exemple, être géographique, développant des Programmes GIPD et alphabétisation dans les mêmes localités. Une prochaine phase du projet pourrait inclure une ligne budgétaire limitée pour l'alphabétisation, surtout afin de pourvoir catalyser des financements par les tiers. Il n'est pas recommandé, toutefois, de financer des grands programmes d'alphabétisation avec les fonds réservés pour la GIPD.

+

Recommandation :

La mission recommande que le Programme GIPD cherche activement des partenaires dans le domaine de l'alphabétisation pour améliorer l'efficacité de la formation en GIPD et les possibilités d'autopromotion paysanne. Un fonds limité pourrait être réservé dans une éventuelle prochaine phase du projet.

Disponibilité et accès aux intrants agricoles

Un problème mentionné dans les trois pays est que la disponibilité et/ou l'accès aux intrants agricoles, comme les engrais ou les (bio-)pesticides est limité. Pour plusieurs cultures, les pratiques vulgarisées par la GIPD requièrent plus d'engrais ou l'utilisation des biopesticides, qui peuvent être difficile à obtenir.

Parfois, c'est la disponibilité physique des intrants qui est insuffisante. Ceci est le cas, par exemple, au Burkina Faso, où le système de commercialisation des intrants dans plusieurs parties du pays pose de sérieux problèmes. Dans d'autres cas, c'est l'accès au crédit qui est inexistant ou difficile, surtout pour les petits producteurs. Et parfois, l'obtention du crédit est liée à des intrants spécifiques, autres que ceux qui sont conseillés par la GIPD. Dans toutes les trois situations, la mise en œuvre de certaines pratiques de la GIPD peut être gênée, voir être impossible.

Il est donc essentiel que le Programme GIPD analyse, au moment qu'il initié des CEP dans une nouvelle région ou culture, si l'accès des producteurs aux intrants nécessaires pour une bonne application de la GIPD est garanti. Si cela n'est pas le cas, le Programme devrait adapter le curriculum afin d'éviter une dépendance à ces intrants (par exemple, en vulgarisant la confection des pesticides botaniques par les paysans plutôt que de promouvoir les biopesticides commerciaux). Une autre option pourrait être, dans certaines situations, d'encourager les paysans à s'organiser et coordonner les activités avec les projets ou programmes d'amélioration d'accès aux intrants ou de renforcement du crédit agricole.

Plusieurs programmes sont actuellement actifs dans la sous-région pour améliorer l'accès aux intrants agricoles. L'IFDC vient de commencer, depuis fin 2003, le Projet Marché des Intrants Agricoles Régional en Afrique de l'Ouest (MIR), qui vise de renforcer la disponibilité et l'accessibilité des intrants agricoles en Afrique de l'Ouest. La coordination du Projet MIR a exprimé, à la mission, son intérêt de collaborer avec le Programme GIPD. Cependant, la mode de collaboration méritera une discussion approfondie, étant donné que le Projet MIR a actuellement établi un protocole d'accord avec CropLife International, l'association internationale des producteurs des pesticides, pour le volet phytosanitaire. Les activités à exécuter sous ce protocole d'accord ne sont pas nécessairement propices à une introduction efficace de la GIPD. Toutefois, la Mission suggère que le Programme GIPD étudie, avec l'IFDC, des axes éventuels de coopération dans le domaine des intrants agricoles.

Au Burkina Faso, l'Association des Professionnels de l'Irrigation Privée et des Activités Connexes (APIPAC) tente de mettre en place une stratégie de décentralisation de la fourniture des intrants agricoles, ciblée sur la petite irrigation. Un système de « boutiques d'intrants » a été mise en place dans certaines provinces du pays, qui semble bien marcher. Le Programme GIPD devrait prendre contact avec cet initiative, et d'autres activités similaires dans la sous-région, pour s'assurer qu'une coordination des interventions, là où cela est possible et souhaitable.

Les crédits agricoles qui sont fournis sous « conditions techniques », peuvent également être un problème, par exemple si un certain paquet technologique ou intrant est lié au crédit. Cela se fait dans le coton, où les sociétés cotonnières achètent des intrants en gros pour les fournir à crédit aux producteurs. Mais certaines banques ou institutions locales de développement agricoles peuvent lier l'accès au crédit à certaines pratiques de productions ou aux intrants spécifiques. Evidemment, si les intrants nécessaires pour la GIPD ne font pas partie du « paquet autorisé », le producteur peut être empêché d'investir dans la GIPD. Il est donc important que le Programme GIPD évalue si l'accès au crédit peut poser des problèmes aux producteurs de mettre en place la GIPD. Si cela est le cas, le Programme devrait négocier

avec les banques de développement ou systèmes locaux de crédit que les intrants requis pour la GIPD soient inclus dans les « paquets autorisés » pour la fourniture du crédit.

+ Recommandation :

La Mission recommande que le Programme GIPD cherche activement contact avec les structures et initiatives qui facilitent l'accès des producteurs aux intrants et crédits agricoles pour évaluer les possibilités de collaboration dans les zones où le manque d'accès aux intrants frêne le développement de la production agricole et l'application de la GIPD en particulier. La Mission recommande également que le Programme GIPD encourage les producteurs de s'organiser afin d'obtenir accès à ce type de crédits.

Commercialisation

La commercialisation des produits agricoles pose un problème dans certains pays et pour certaines cultures. Cela réduit l'intérêt des producteurs de participer dans les CEP et d'investir dans la GIPD.

Au Sénégal, les prix de certaines légumes sont très bas pendant la période pointe de la récolte. Cependant, c'est un problème général de surproduction des cultures maraîchères pendant certaines périodes, et n'est pas spécifique aux produits GIPD. Le fait que les coûts de production GIPD sont souvent plus bas que pour la pratique paysanne donne déjà un avantage compétitif au premier. En outre, il a été proposé de chercher une niche commerciale spécifique pour les produits GIPD qui souligne leur production saine et meilleure qualité (Dankers, 2003). Il semble qu'au Sénégal il existe un groupe de consommateurs qui est prêt à payer un extra pour ce type de produits. Si cela est également le cas au Burkina Faso ou au Mali n'a pas encore été évalué. Une autre « nouvelle marché » pour les produits GIPD peut être l'hôtellerie, où les clients étrangers ont un pouvoir d'achat relativement élevé. Des expériences au Ghana ont montré que certains hôtels sont prêts à payer un surplus pour les produits de bonne qualité qui sont produits avec peu, ou sans pesticides.

Au Burkina Faso, un autre problème de commercialisation frêne la riziculture en général, et celle en GIPD en particulier. Ce sont les importations de riz asiatique très bon marché, qui concurrence la production locale. Ce problème ne peut pas être résolu dans le Programme GIPD, mais doit trouver une solution dans un changement de politiques d'importation de riz au niveau national. Le Burkina Faso pourrait regarder le Sénégal, qui vivait le même problème il y a une dizaine d'années, mais au pu renforcer la riziculture nationale à travers un série de mesures fiscales et commerciales.

+ Recommandation :

La Mission recommande que le Programme essaye de développer des « marchés niches » qui donnent une valeur ajoutée aux produits GIPD. Pour ce faire, le Programme devrait passer par les associations, structures et initiatives de commerce, de commercialisation et des consommateurs déjà sur place, plutôt que d'initier des nouvelles activités indépendamment.

5.4 Conclusions et recommandations

Forces

Un nombre impressionnant de producteurs a été formé dans une période de trois ans. Environ 820 CEP ont été organisés et environ 15000 producteurs ont finalisé avec succès le curriculum en GIPD. Bien que ce nombre de paysans formés est plus bas que prévu dans le document de projet, l'évaluation faite par les coordinateurs nationaux au début du projet que

ce total n'était pas réaliste vu la capacité en formateurs disponible est supportée par la Mission.

Le Programme a pu mobiliser une participation importante des femmes aux CEP, surtout dans les cultures maraîchères. La participation dans les CEP du riz et du coton est restée relativement limitée.

Les pratiques en GIPD vulgarisées dans les CEP ont résulté dans une augmentation des revenus des producteurs dans la large majorité des cas. L'utilisation des pesticides est également réduite, ce qui a résulté très probablement dans diminution des risques pour la santé des producteurs et leurs familles, une réduction des risques pour l'environnement et une augmentation de la durabilité agronomique et écologique des systèmes de production.

Le Programme semble avoir créé un intérêt et engouement réel pour la GIPD parmi les producteurs et la demande pour participer dans les CEP dépasse la capacité de formation dans beaucoup de zones.

Faiblesses

Il n'existe actuellement pas un système de collecte de données régulière et systématique en ce qui concerne le taux d'adoption ou l'impact économique et environnemental de la GIPD. Ce manque de données limite les possibilités d'évaluation du succès ou des problèmes du Programme GIPD.

Jusqu'à maintenant, les CEP ciblent leurs interventions sur les pratiques agricoles en sens restreint. Cependant, beaucoup de problèmes de production dépassent les pratiques agricoles, mais sont liés aux stratégies de subsistance des producteurs, l'accès à la terre ou au crédit, les problèmes de transformation ou de commercialisation des produits agricoles. Les CEP devraient mieux prendre en compte ces contraintes dans les CEP et essayer de trouver des solutions au sein de la communauté. La Mission reconnaît, toutefois, que certains problèmes externes dépassent le pouvoir d'intervention directe des communautés et doivent être résolus à un niveau de décision plus élevé.

Les producteurs apprennent, dans les CEP, de nouvelles techniques et participent dans les essais de terrain pour les évaluer et approuver. Cependant, peu d'attention est donné au renforcement de la capacité du paysan de continuer à conceptualiser et de faire des expérimentations dans son propre champ, après le CEP.

Menaces

Le niveau relativement bas d'alphabétisation réduit fortement l'efficacité des CEP. Les participants illettrés ont des problèmes de participer dans certaines activités du CEP et ralentissent la vitesse de travail. Par conséquent, les facilitateurs sont parfois forcés de sauter certains exercices ou thèmes, ce qui peut affecter l'impact de la formation.

L'accès aux intrants, ou au crédit pour les intrants, est insuffisant dans plusieurs parties de la zone d'intervention du Programme. Cela peut réduire le degré de mise en œuvre des pratiques GIPD vulgarisées et le développement paysan.

La commercialisation de certains produits agricoles pose des problèmes aux producteurs, par exemple du riz au Burkina Faso et des cultures maraîchères au Sénégal. Ce problème de marchés réduit l'intérêt des producteurs de s'investir dans la GIPD et limite le développement paysan.

Opportunités

Un intérêt et engouement réel des producteurs pour la GIPD a été créé par le Programme, ce qui résulte dans une importante demande d'organiser des CEP. Cette demande justifie l'élargissement du Programme GIPD et devrait aider à identifier des ressources financières nécessaires pour le faire.

Certains programmes et projets sont actuellement actifs dans la sous-région pour améliorer l'accès des paysans aux intrants agricoles. Une meilleure coordination d'interventions avec ces initiatives pourrait renforcer l'efficacité de la GIPD-CEP, surtout dans les zones où l'accès aux intrants est un facteur limitant pour l'amélioration de la production agricole.

Recommandations

La Mission a fait un certain nombre de recommandations dans ce chapitre qui tiennent compte des forces et faiblesses du programme de mise en place des CEP et la GIPD parmi les producteurs, ainsi que les menaces et opportunités qui influencent son efficacité et futur. Ces recommandations, discutées dans le texte, sont brièvement résumées ci-dessous :

En ce qui concerne les champs-écoles des paysans, la Mission recommande que :

- + le Programme GIPD collecte et analyse les données sur le taux d'adoption des pratiques GIPD au Mali et au Sénégal, et analyse celles déjà disponibles au Burkina Faso ;
- + le Programme GIPD collecte, dans le futur, les données sur les rendements, les coûts de production et les revenus de paysans afin que l'impact du Programme puisse être suivi et évalué de manière régulière ;
- + le Programme GIPD fasse une comparaison détaillée des différentes pratiques agricoles utilisées par les producteurs GIPD dans les trois pays ;
- + le Programme GIPD collecte les données sur l'utilisation des pesticides pendant les CEP et les analyse dans les meilleurs délais, afin de pouvoir quantifier l'impact de la GIPD sur la santé humaine et l'environnement ;
- + le Programme GIPD collecte, dans le futur, les données sur l'utilisation des pesticides de façon régulière et en suffisamment de détails afin de pouvoir évaluer les effets à long terme du Programme GIPD sur l'environnement et la santé humaine ;
- + le Programme GIPD, avant de lancer dans une nouvelle zone d'intervention, fasse une analyse détaillée de la situation, l'infrastructure, les opportunités de marché, contraintes de production et stratégies de subsistance ;
- + le Programme GIPD, avant de lancer dans une nouvelle zone d'intervention, fasse une analyse détaillée de la situation de genre, afin de formuler une stratégie de genre pour encourager les femmes de participer aux champs-écoles des cultures féminines et/ou des cultures masculins ;
- + le Programme GIPD développe plus d'outils visuels sur les thèmes de production et de gestion à traiter dans les CEP ;
- + le Programme GIPD cherche activement des partenaires dans le domaine de l'alphabétisation pour améliorer l'efficacité de la formation en GIPD. Un fonds limité pourrait être réservé dans une éventuelle prochaine phase du projet ;
- + le Programme GIPD cherche activement contact avec les structures et les initiatives qui facilitent l'accès des producteurs aux intrants et crédits agricoles pour renforcer l'efficacité de ses interventions ;
- + le Programme essaye de développer des « marchés niches » qui donnent une valeur ajoutée aux produits GIPD.

6. SENSIBILISATION ET PUBLICITE

La sensibilisation des opinions publiques nationales, des décideurs politiques et des partenaires au développement est un des principaux objectifs du Programme GIPD, mentionnée dans le document du projet.

La Mission a trouvé que le Programme GIPD est bien connu par les décideurs politiques, les techniciens et chercheurs, et les organisations paysannes dans l'ensemble des trois pays. Le Programme a également mis beaucoup d'accent sur la sensibilisation des producteurs. Le grand public a été informé à travers les émissions radio et télévision ainsi que par les articles dans les journaux. Un bilan (non exhaustif) des activités de sensibilisation et de publicité est dressé en annexe 10.

Les trois pays ont organisé des journées portes ouvertes locales ou des visites commentées, liées à chaque CEP. Ces journées permettent d'informer la population locale des objectifs et résultats de la GIPD et sont considérées, par la Mission, comme essentielles pour la sensibilisation et l'échange d'information sur le plan local.

En outre, un nombre de journées portes ouvertes régionales ou nationales ont également été organisées dans l'ensemble des pays. Les décideurs régionaux ou nationaux ont été invités à assister à ces visites des CEP, et elles ont été bien médiatisées (par presse écrite, radio et télévision). Ainsi, plusieurs ministres chargés de l'agriculture ou de l'environnement, plusieurs secrétaires généraux ou directeurs des cabinets dudit ministères et des hauts responsables régionaux ou locaux ont pu visiter les CEP et discuter avec les producteurs. Au Mali, le Président de la République a visité un CEP pendant la journée mondiale de l'alimentation en octobre 2003.

On peut conclure que les résultats attendus dans le document de projet concernant les journées portes ouvertes et leur médiatisation ont donc été largement atteints (annexe 4).

Le Burkina Faso a préparé un documentaire sur le projet en langue nationale mooré, qui a été diffusé sur la télévision nationale. Le Mali et le Sénégal sont actuellement en train de préparer un documentaire filmé sur le Programme GIPD, pour être diffusé à la télévision nationale et pour d'éventuels autres forums. Ces documentaires devraient être prêts avant la fin de l'année 2004.

Les débats nationaux à haut niveau en ce qui concerne les politiques agricoles liées à la protection des végétaux n'ont pas eu lieu explicitement. Toutefois, le Mali est en train de développer un *Programme national de gestion intégrée de la production et des déprédateurs des cultures à travers les champs écoles des producteurs*. Le Sénégal a entamé des discussions sur les aspects sociaux, économiques et environnementaux de l'utilisation des pesticides à travers l'étude socio-économique qui a été exécutée avec l'appui de la Facilité mondiale pour la lutte intégrée.

La Mission a noté, en discussion avec les décideurs au niveau des différents ministères chargés de l'agriculture, que la pertinence et l'importance de la GIPD est clairement soutenue.

+ **Recommandation :**

La Mission recommande que les différentes formes de sensibilisation et de médiatisation du Programme GIPD soient maintenues aussi dans une éventuelle prochaine phase du projet.

7. RECHERCHE

Plusieurs relations entre le Programme GIPD et les structures de recherches agricoles et environnementales peuvent être identifiées :

- (i) la recherche peut contribuer au curriculum de la formation des facilitateurs et donc au continu des CEP ;
- (ii) les étudiants des écoles polytechniques ou universités peuvent effectuer des études au sein du Programme dans le cadre de leur formation ;
- (iii) les études de cas peuvent être faites, par des chercheurs, des institutions nationales ou internationales, qui contribuent à renforcer la GIPD.

Tous ces trois types de relation entre le Programme GIPD et la recherche ont eu lieu dans le cadre du projet.

7.1 Contribution de la recherche au contenu des CEP

Dans tous les trois pays, les structures de recherche agricole (INERA au Burkina Faso, IER au Mali et ISRA au Sénégal) ont contribué au continu des ateliers de formation des formateurs. Les chercheurs de ces institutions ont dispensés principalement des cours théoriques dans les ateliers dans le domaine de la GIPD.

Au Burkina Faso, c'est surtout le Centre de Recherches Régionales Environnementales et Agricoles (CRREA-Ouest) de l'INERA, à Farakoba, qui a été impliqué dans la formation des agents facilitateurs (programmes riz et cultures maraîchères). La collaboration était bonne, partiellement due au fait que le coordinateur national du Programme GIPD est un ancien chercheur du CRREA-Ouest.

Au Mali, l'IER a également contribué aux différents ateliers de formation et de recyclage des facilitateurs. En outre, le Programme a organisé, en 2004, un atelier d'information spécifiquement pour les chercheurs de l'IER et les autres structures de recherche agricole. Le but de cet atelier était de renforcer le rôle des chercheurs dans la formation des facilitateurs en GIPD, et de discuter une contribution éventuelle plus approfondie dans le contenu des CEP.

Au Sénégal, l'ISRA a aussi participé dans la formation des facilitateurs, surtout pour les cultures maraîchères (où le Programme GIPD a pu bénéficier des expériences de l'ancien projet FAO/CDH de recherche en horticulture) et le malherbologie dans le riz.

Dans aucun des trois pays est-ce qu'il y a eu des relations entre le Programme GIPD et les structures de recherche spécialisées en santé publique ou environnement (domaines de biodiversité, produits chimiques, pesticides), sauf au Sénégal où la Fondation CERES/Locustox domicilie le Programme GIPD.

La relation fonctionnelle entre le Programme GIPD et la recherche devrait, en fait, être en deux directions : Si la recherche a obtenu des résultats qui pourraient être utiles dans le cadre du développement de la GIPD, elle devrait informer le Programme GIPD de ces résultats et discuter l'applicabilité avec les facilitateurs et producteurs. En retour, si les producteurs et facilitateurs rencontrent des problèmes qu'ils n'arrivent pas à résoudre à leur niveau, mais qui pourraient avoir une solution technique ou scientifique, ils devraient avoir un lien facile avec la recherche afin d'obtenir des réponses (si disponibles) ou initier de la recherche appropriée.

Actuellement, ces deux voies d'échange d'information n'existent que partiellement. Les chercheurs dispensent des cours durant les ateliers de formation des facilitateurs, mais ils n'ont pas de plateforme pour échanger avec les facilitateurs et producteurs sur l'applicabilité et la pertinence de nouvelles techniques et connaissances développés par la recherche. En outre, il n'existe aucune voie rapide qui peut être utilisée par les facilitateurs et producteurs s'ils ont des questions techniques à poser à la recherche.

Il faut souligner, toutefois, que dans les trois pays des mécanismes existent pour mettre la recherche en contact avec les producteurs. Au Sénégal, les Comités Locales de Coordination des Organisations de Producteurs (CLCOP) devraient, dans le futur, jouer ce rôle de concertation entre paysans et la recherche ou le conseil agricole. Cependant, les CLCOP sont en train de se mettre en place et il n'y a pas encore beaucoup d'expérience avec ce mécanisme. Au Mali, le Collège de l'Utilisation de la Recherche est la plateforme où environ 60 organisations des producteurs apprennent les résultats vulgarisables de la recherche de l'IER, et statuent sur les projets de recherche à entreprendre. Au Burkina Faso, ils existent des Ateliers Mensuels de Revue de Technologie, entre le Ministère de l'Agriculture et la recherche, et les Comités Techniques Régionaux, plateforme pour les producteurs, décideurs et chercheurs pour la recherche agricole.

La Mission recommande que le Programme étudie dans quelle mesure ces structures et mécanismes nationaux de liaison entre recherche, conseil agricole et producteurs puissent être utilisés pour assurer une bonne échange d'information entre le Programme GIPD et les structures de recherches. Cependant, un échange d'information plus informel entre le Programme GIPD et la recherche est également souhaitable. Cela est important, d'une part, pour pouvoir canaliser les questions et informations relativement simples (qui ne nécessitent pas d'entrer dans le mécanisme formel), et d'autre part pour assurer que les structures de recherche non agricoles (ex. sur la santé humaine) puissent participer dans ces échanges. Un tel mécanisme d'échange d'information informel pourrait être, par exemple, une journée annuelle de liaison entre facilitateurs et producteurs en GIPD et les chercheurs qui travaillent dans les domaines pertinents pour la GIPD.

+ Recommandation :

La Mission recommande que le Programme GIPD étudie comment les mécanismes existants d'échange d'information entre la recherche et les producteurs agricoles puissent être utilisés afin de renforcer les liaisons entre facilitateurs et producteurs actifs dans la GIPD d'une part, et chercheurs d'autre part.

+ Recommandation :

La Mission recommande qu'un mécanisme simple et informel d'échange soit développé pour permettre aux producteurs et facilitateurs en GIPD de poser des questions techniques à la recherche, et pour permettre aux chercheurs de présenter des nouvelles techniques ou approches potentiellement pertinents pour la GIPD. Une journée annuelle de liaison pourrait, par exemple, être envisagée.

7.2 Formation d'étudiants

Au Burkina Faso, trois étudiants d'université ou école polytechnique ont fait leurs thèses sur des sujets liés à la GIPD, et étaient encadrés par le coordinateur du Programme national. Les résultats de ces études ont contribué, partiellement, au curriculum des CEP (annexe 11)

7.3 Etudes spécifiques

En plus des thèses d'étudiants mentionnées ci-dessus, un nombre d'études spécifiques ont été effectuées en appui du Programme GIPD (annexe 11).

Une étude a été faite dans la province Centre-Nord du Burkina Faso pour identifier les principaux problèmes de la production des cultures maraîchères (Nagno & Nacro, 2003). Cette étude a montré que la protection des végétaux dans la région dépend principalement sur l'utilisation des pesticides, qui sont souvent appliqués dans une façon inefficace et dangereuse. Suite à cette étude, le Programme GIPD et la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (DRAHRH) ont élaboré un programme de promotion de la GIPD sur 4 ans, à soumettre pour financement à plusieurs bailleurs de fonds potentiels.

Au Sénégal, une étude de cas a été effectuée afin d'évaluer les problèmes et opportunités concernant la commercialisation des fruits et légumes produits sous le système GIPD (Dankers, 2003). Elle conclut que la contrainte principale pour le marché local est la surproduction de légumes pendant la saison de pointe des cultures maraîchères, qui cause les prix de vente à chuter. En outre, le transport vers les grands marchés nationaux peut poser des problèmes. Pour les petits producteurs, l'accès aux marchés d'exportation est très difficile, pour plusieurs raisons, et risque de devenir encore plus compliqué avec les exigences de qualité et traçabilité des importateurs en Europe.

L'étude suggère d'investir dans le marché local et de cibler les consommateurs qui préfèrent acheter les légumes sans (ou avec peu de) pesticides. La mise en place d'un label local GIPD (ou « sans pesticides ») devrait être étudiée.

Une deuxième étude au Sénégal a évalué les aspects socio-économiques de l'utilisation des pesticides au Sénégal (Sow *et al.* 2004). L'étude conclue que la quantité totale de pesticides utilisés au Sénégal a légèrement baissée durant les dernières 10 années. Il y a eu, cependant, un grand changement dans la répartition de cette utilisation, avec une croissance de la consommation des produits phytosanitaires dans les cultures maraîchères, le riz et la canne à sucre, et une réduction dans le coton et la lutte contre sauteriaux et autres ravageurs des cultures sèches.

Plusieurs facteurs inclinent à promouvoir l'utilisation des pesticides au Sénégal, dont la distribution gratuite ou subventionnée de ces produits (environ 30% des pesticides agricoles sont distribués sous forme de dons), la conditionnalité d'utilisation de certains intrants (dont les pesticides) pour l'obtention de crédits agricoles, la réduction des tarifs douaniers sur les pesticides et la faiblesse du conseil agricole indépendant. L'étude prévoit une augmentation considérable de la consommation des pesticides dans la décennie à venir, si les tendances actuelles se maintiennent.

Ces deux études au Sénégal n'ont pas été financées par le Projet, mais par la Facilité Mondiale pour la Lutte Intégrée, en appui du Programme GIPD.

Au Mali, une étude a été faite pour élucider les problèmes phytosanitaires dans le coton ainsi que les options de leur gestion. Cette étude a contribué à élaborer le curriculum pour les CEP coton.

Une autre étude est en cours qui compare les interventions et les effets de la GIPD dans le coton avec les pratiques actuellement vulgarisés par la CMDT. Cette étude est effectuée par l'IER. Les résultats ne sont pas encore connus.

Une étude d'impact « post-factum » de la GIPD sur la production agricole, les revenus des paysans et l'utilisation des pesticides est actuellement en cours pour l'ensemble des trois pays, avec l'appui scientifique de l'Université de Hanovre.

Aucune étude n'a été faite concernant l'impact de la mise en œuvre de la GIPD sur la santé humaine et l'environnement. La Mission considère cela assez surprenant étant donné que la coordination nationale du Sénégal est menée par la Fondation CERES/Locustox, centre de recherche environnemental spécialisé en pesticides et environnement.

Le Programme GIPD n'a pas comme objectif d'effectuer des études scientifiques. Cependant, la Mission reconnaît que l'exécution de certaines études puisse être utiles, surtout si elles contribuent directement à la mise en œuvre du Programme. Les études mentionnées ci-dessus répondent à ce critère (ex. description d'une situation de base pour justifier la mise en place d'un Programme GIPD, étude sur les problèmes phytosanitaires dans une culture pour laquelle la GIPD est en développement, ou études de contraintes pour la mise en place de la GIPD).

La Mission recommande que ce type d'étude bien ciblée et directement utilisable pour la mise œuvre du Programme puisse être financé à travers un éventuel projet futur en GIPD. En outre, les études d'impact du Programme (ex. agronomique, économique, environnemental, sanitaire) devraient être effectuées plus souvent dans le futur, pour établir les bases de justification pour l'introduction de la GIPD. Toutefois, pour les études scientifiques plus approfondies, le Programme GIPD devrait s'approcher des structures de recherche nationales, et les organisations paysannes, afin de pouvoir soumettre des propositions de projet de recherche aux différents fonds nationaux pour la recherche agricole.

+ Recommandation :

La Mission recommande que les études techniques ou scientifiques bien ciblées et importantes pour la mise en œuvre du Programme GIPD, ou pour son impact, puissent être financées par un éventuel prochaine phase du Projet.

+ Recommandation :

La Mission recommande cependant que, pour les études plus approfondies, le Programme GIPD cherche des partenariats avec les structures de recherche nationales afin d'introduire projets de financement de recherche chez les fonds nationaux pour la recherche agricole.

8. CADRE INSTITUTIONNEL ET OPERATIONNEL

8.1 Politiques et stratégies de développement

L'objectif principal du Programme de GIPD est d'améliorer les revenus des petits exploitants agricoles par une augmentation durable de la production tout en veillant à la préservation de la santé humaine et animale et de l'environnement. Dans ce chapitre, il sera brièvement discuté dans quelle mesure le Programme GIPD cadre avec les politiques et stratégies nationales de développement agricole et environnemental.

8.1.1 Burkina Faso

La Stratégie de Développement Rural à l'horizon 2015 (SDR) du Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (MAHRH, 2004) constitue le cadre de référence de l'ensemble des interventions publiques en faveur du développement rural. Cette nouvelle stratégie de développement rural a été élaborée en cohérence avec le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) du Burkina Faso. Elle a été fondée sur la Lettre de Politique de Développement Rural Décentralisé (LPDRD) (MED, 2002).

Les sept axes stratégiques retenus dans la SDR sont les suivants :

1. accroître, diversifier et intensifier les productions agricoles, pastorales, forestières, faunistiques et halieutiques ;
2. renforcer la liaison production/marché ;
3. accroître et diversifier les sources de revenus ;
4. améliorer l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement ;
5. assurer une gestion durable des ressources naturelles ;
6. renforcer les capacités des acteurs et créer un cadre institutionnel favorable ;
7. promouvoir l'approche genre en vue d'améliorer la situation économique et le statut social des femmes et des jeunes en milieu rural.

Le Programme GIPD est en parfaite cohérence avec la SDR, et contribue particulièrement aux axes stratégiques 1, 3, 5, 6 et 7.

La GIPD trouvera d'autres conditions favorables pour son expansion à travers notamment la mise en œuvre très prochaine de la Stratégie nationale de développement de l'agriculture irriguée à l'horizon 2015.

Dans le domaine de l'environnement et du cadre de vie, le CSLP a retenu des actions multisectorielles qui garantissent aux populations notamment pauvres les perspectives d'une agriculture saine dans un cadre rural viable. La mise en œuvre d'un programme comme la GIPD s'inscrit pleinement dans ces actions multisectorielles.

Le Burkina Faso n'a pas encore élaboré un plan stratégique national pour la promotion de la gestion intégrée des ravageurs des cultures ou les vecteurs des maladies.

8.1.2 Mali

Le Schéma Directeur du Secteur du Développement Rural (SDDR) – Actualisation 2000-2010 est le cadre de référence pour les interventions en matière de développement rural. Il repose sur les orientations définies dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) du pays (GERDERIE, 2004).

Le Schéma Directeur fixe huit orientations stratégiques pour le développement rural (CPS (sans date)) :

1. contribution à l'augmentation et la diversification de la production agricole ;
2. participation à l'intégration économique du Mali au niveau régional et mondial ;
3. amélioration de l'environnement juridique et institutionnel ;
4. renforcement des capacités d'intervention de l'ensemble des acteurs du secteur ;
5. gestion rationnelle des ressources naturelles pour un développement durable ;
6. appui à la planification régionale et locale pour un développement durable du secteur ;
7. développement des infrastructures et équipements de base ;
8. rôle des femmes et des jeunes et soutien des mécanismes de solidarité en milieu rural.

Le Programme GIPD est en parfaite cohérence avec le SDDR, et contribue particulièrement aux orientations stratégiques 1, 4, 5, et 7 ; il pourrait également contribuer à l'orientation 2, à travers le respect des limites maximales des résidus (LMR) dans les produits agricoles à l'exportation.

En outre, le Programme GIPD cadre bien avec la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire et de Nutrition du Mali, qui vise, entre autres, le renforcement des capacités de prévention ou de gestion des crises d'origines climatiques (dont les pertes dues aux ravageurs des cultures).

Le Mali est le seul des trois pays qui a traduit les activités entreprises dans le Programme GIPD en stratégie nationale. La DNAMR, avec un nombre important de partenaires, est actuellement en train de développer un *Programme national de gestion intégrée de la production et des déprédateurs des cultures à travers les champs écoles des producteurs (C.E.P.)* (DNAMR, 2004).

Une discussion plus détaillée de l'ancrage politique du Programme GIPD au Mali est donnée en annexe 12.

8.1.3 Sénégal

La Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP), votée au premier semestre 2004, dégage une vision à long terme du développement rural. Ce document est composé de 82 articles répartis dans 19 chapitres de cinq grands titres.

A son titre premier, à l'article 6, la LOASP a décliné les objectifs spécifiques de la politique de développement agro-sylvo-pastoral suivants :

1. la réduction de l'impact des risques climatiques, économiques, environnementaux et sanitaires, par la maîtrise de l'eau, la diversification des productions, la formation des ruraux, afin d'améliorer la sécurité alimentaire de la population, et de réaliser à terme la souveraineté alimentaire du pays ;
2. l'amélioration des revenus et du niveau de vie des populations rurales, et la mise en place d'un régime de protection sociale en leur faveur ;
3. l'amélioration du cadre et des conditions de vie en milieu rural, notamment par l'accès aux infrastructures et aux services publics, grâce à un aménagement équilibré et cohérent du territoire ;
4. la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles ;
5. la mise en place d'un système d'incitations à l'investissement privé dans l'agriculture et en milieu rural ;

6. l'amélioration de l'environnement et de la qualité de la production afin que l'agriculture soit un moteur du développement industriel et artisanal, et pour mieux satisfaire aux besoins des marchés intérieur et extérieur (sous régional et international).

Les objectifs spécifiques mentionnés au premier, deuxième, quatrième et sixième point cadrent parfaitement avec les objectifs et activités du Programme GIPD. Ils précisent bien la nécessité de réduire les risques liés à la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles d'une part et d'améliorer les revenus des producteurs et la qualité de la production agricole aux fins de satisfaire les demandes afférentes aux marchés national et extérieur d'autre part.

Plus de détails sont données en annexe 13.

8.1.4 Conclusion

Les objectifs et les activités du Programme GIPD cadrent parfaitement avec les stratégies du développement rural des trois pays impliqués. L'augmentation des revenus des producteurs, l'intensification durable de la production agricole, la gestion durable des ressources naturelles, le renforcement des capacités de prise de décision techniques des producteurs et des organisations paysannes, l'amélioration de la position économique des femmes, sont des priorités dans les différents stratégies et politiques de développement rural ; elles sont également tous des buts opérationnels du Programme GIPD.

8.2 Ancrage institutionnel du Programme GIPD

Le dispositif organisationnel du Programme GIPD a été décrit, en termes généraux, en chapitre 2. Ici, nous discuterons l'efficacité de l'organisation du Programme et ses contraintes. Des suggestions pour le futur sont également données.

Nous avons évalué l'ancrage institutionnel du Programme GIPD dans les trois pays à travers les quatre critères listés ci-dessous :

- internalisation du Programme GIPD dans les structures ou organismes qui assurent le conseil agricole ;
- adoption de la GIPD comme approche principale de protection des végétaux ;
- adoption des CEP, ou des approches similaires de vulgarisation participative, comme un des principaux systèmes de conseil agricole ;
- financement d'une partie ou toutes les activités du Programme GIPD à travers des formes de financement relativement durables.

8.2.1 Burkina Faso

Au Burkina Faso, le Programme a ciblé pendant les premières trois années surtout les structures gouvernementales, particulièrement les directions régionales et provinciales du MAHRH, et les organismes paraétatiques comme le MOB. En outre, un nombre assez important d'agents provenant des associations locales de producteurs ont été formés (tableau 2.1).

Bien que le gouvernement ait toujours une responsabilité principale pour le conseil et la vulgarisation, en réalité le système national de vulgarisation est peu fonctionnel à l'heure actuelle, par manque de ressources humaines, matérielles et financières. Les directions

régionales et provinciales, qui logent les agents de vulgarisation, n'ont pas de budget spécifique pour le conseil agricole et dépendent pour cela entièrement du financement extérieur (comme le Programme GIPD). La deuxième phase du Programme National de Développement des Services Agricoles (PNDSA II), qui inclut une composante conseil agricole, est actuellement suspendue et sa continuation n'est pas encore claire.

Au sein du ministère, le Programme GIPD est logé au niveau de la Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC). Deux autres directions, la Direction de la Vulgarisation et de la Recherche-Développement (DVRD) et la Direction de l'Organisation des Producteurs et de l'Appui aux Institutions Rurales (DOPAIR), sont responsables pour le conseil agricole et l'appui aux organisations paysannes. Toutefois, il apparaît que le lien fonctionnel entre le Programme GIPD et ces deux dernières Directions est faible, et l'approche CEP ne semble pas encore « internalisée » dans le système national de vulgarisation agricole.

Le MAHRH effectue actuellement une étude sur la réorganisation de la vulgarisation agricole. Il semble essentiel que le Programme GIPD contribue activement aux réflexions pour cette réorganisation, afin d'assurer que l'approche CEP aura sa place dans le système de vulgarisation nationale.

Au niveau des structures paraétatiques, la MOB semble avoir internalisé la GIPD comme approche principale de gestion des cultures, ainsi que les CEP comme nouveau système de vulgarisation. Des parcelles spécifiques pour les CEP ont été assignées aux villages par la MOB. Environ 70% des producteurs de la MOB ont reçu une formation à travers les CEP. Un protocole d'accord entre le Programme GIPD, la MOB et l'union paysanne du périmètre est en cours de signature pour la continuation et l'approfondissement du Programme.

Par contre, le développement de la GIPD dans le coton est peu avancé et la SOFITEX ne semble pas intéressée à développer cette approche avec beaucoup d'enthousiasme (voir 8.2.4).

Dans la vision actuelle du conseil agricole au Burkina Faso (par exemple dans le PNDSA), les organisations paysannes auront un rôle important de demandeur de services de conseil, et les ONG comme fournisseurs de conseil et vulgarisation agricole. Cependant, les OP sont en général encore relativement faibles en organisation et capacités techniques. Il existe relativement peu d'ONG, surtout sur le plan national, qui soient capables de prendre le relais en vulgarisation. Cette faiblesse limite actuellement le rôle que les OP et ONG peuvent jouer dans le développement de la GIPD. Toutefois, le renforcement des capacités des OP et ONG est en cours à travers plusieurs programmes et projets.

Le Programme GIPD-CEP au Burkina Faso a, jusqu'à maintenant, surtout été financé par le projet (fonds du bailleur et du gouvernement). Relativement peu d'autres sources de financement ont été mises à contribution.

Malgré quelques faiblesses constatées au niveau de l'instabilité du personnel et des dysfonctionnements du système national de vulgarisation agricole, on peut dire que politiquement, stratégiquement et techniquement, le programme de GIPD est relativement bien ancré du point de vue institutionnel au Burkina Faso

Futur

Le Programme GIPD au Burkina Faso est confronté à une situation institutionnelle qui complique son renforcement et l'élargissement futur. La politique et la capacité future du Gouvernement pour le conseil et la vulgarisation ne sont pas claires, pour le moment. Cela veut dire que les investissements en formation des agents du gouvernement risquent d'être

peu durables et il est possible que beaucoup d'agents gouvernementaux formés en GIPD quittent leur poste dans les années à venir. Par conséquent, il est recommandé de limiter la formation des nouveaux agents des DRAHRH et DPAHRH jusqu'au moment où le rôle du gouvernement dans la vulgarisation agricole future deviendra plus clair.

Cependant, l'alternative d'investir dans les OP et les ONG est compliquée par le fait que ces structures sont souvent relativement faibles sur le plan de leur organisation et gestion. L'investissement en développement de capacités en GIPD devrait par conséquent aller de pair avec le développement des OP et ONG en tant que tel. Pour les ONG ou OP qui souhaiteraient développer leur capacité en GIPD, mais qui sont encore faibles sur le plan gestion et organisation, la Mission recommande que le Programme GIPD cherche une collaboration avec des projets ou organismes qui visent à renforcer les OP et ONG, pour assurer une certaine durabilité des ses investissements.

Les structures ou organismes qui ont réussi à mettre en place un programme GIPD-CEP durable, ou qui s'y mettent sérieusement (par exemple la MOB), le Programme GIPD devrait continuer à appuyer ses activités en mettant l'accent sur le recyclage des facilitateurs et le suivi d'impact des interventions.

+ **Recommandation :**

La Mission recommande que le Programme GIPD suive de près l'exécution de l'étude sur la réorganisation du système national de vulgarisation agricole, et contribue activement à l'élaboration d'un éventuel nouveau plan ou stratégie dans ce domaine.

+ **Recommandation :**

La Mission recommande que le Programme GIPD cherche une collaboration avec les initiatives qui visent à renforcer les OP et les ONG, afin d'assurer que le renforcement des capacités en GIPD va de pair avec le renforcement des capacités générales de ces organisations dans le domaine de la gestion.

8.2.2 Mali

Au Mali, le Programme GIPD est logé à la DNAMR, qui est la structure nationale responsable pour la vulgarisation agricole. Le Mali est le seul pays qui est en train d'élaborer un *Programme national de gestion intégrée de la production et des déprédateurs à travers les champs écoles des producteurs*. Ce programme national devrait assurer que la GIPD et l'approche CEP soient mieux internalisées dans les structures et organismes de développement rural.

Les interventions du Programme ont, jusqu'à maintenant, surtout eu lieu à travers Directions Régionales d'Appui au Monde Rural et les structures paraétatiques de développement (tableaux 2.1 et 4.2). Comme au Burkina Faso, le rôle du Gouvernement dans la vulgarisation agricole est en flux, avec un développement vers un conseil agricole qui devrait de plus en plus être effectué par les bureaux privés et les ONG. Il n'est actuellement pas très clair quelle sera l'importance de la DNAMR pour la vulgarisation agricole dans le futur. Toutefois, il semble que pour le moment peu de capacités techniques existent, hors des structures gouvernementales et paraétatiques, qui sont capables à donner un conseil agricole de bonne qualité.

Les organismes de développement paraétatiques ont été particulièrement actifs dans la promotion de la GIPD. Certaines d'entre elles ont internalisé la GIPD, ainsi que l'approche de vulgarisation à travers les CEP, entre autres l'OPIB, l'ODRS et l'ORM. Ces structures ont également inscrit des CEP dans leurs budgets annuels. L'Office du Niger, où un très grand nombre de CEP ont été organisés avec l'appui du Programme GIPD, ne l'a pas encore fait.

Contrairement aux organismes paraétatiques, les ONG n'ont pas réussi à développer des programmes en GIPD, malgré le fait qu'un nombre considérable d'agents a été formé. Les ONG nationales au Mali sont généralement considérées d'être relativement faibles et leur rôle dans le développement rural semble, pour le moment, limité. Les OP sont également encore en plein développement. Leur participation dans le Programme GIPD s'est limitée au APCAM et au SYCOV.

Au niveau national, la GIPD a été inscrite comme « initiative spéciale » dans le Programme d'Appui aux Services Agricoles et Organisations Paysannes (PASAOP), et devrait bénéficier d'un budget annuel d'opération. Toutefois, cette inscription budgétaire n'a pas encore résulté dans des actions concrètes sur le terrain, les raisons n'étant pas très claires pour la Mission. En outre, la GIPD vient d'être inscrit dans le Programme National des Infrastructures Rurales (PNIR), comme programme accompagnant certains aménagements agricoles. D'autres financements externes ont également été trouvés, ce qui fait le programme national du Mali le plus efficace sur le plan génération de ressources externes (voir aussi le chapitre 9). Le Mali a également commencé à expérimenter avec des formes d'autofinancement des CEP, bien que les résultats de ces initiatives n'aient pas encore été évalués.

Dans l'ensemble, on peut conclure que le Programme du Mali a beaucoup avancé sur le plan de la pérennisation institutionnelle et financière de la GIPD.

Futur

Le Programme GIPD est relativement bien ancré dans les structures gouvernementales et paraétatiques. Cette institutionnalisation devrait être encore renforcée après l'adoption du Programme national pour la GIPD.

Par contre, les OP et ONG jouent encore un rôle très limité dans la mise en œuvre de la GIPD au Mali. Une éventuelle prochaine phase du projet devrait chercher des voies et moyens de mieux impliquer ces organisations. Il semble que ce serait plus facile de faire à travers les OP, qui sont mieux organisés et plus actives que les ONG. Une composante spécifique dans le PASAOP finance le renforcement des capacités des ONG et des OP dans le conseil et la vulgarisation agricole. Le Programme GIPD pourrait activement promouvoir l'utilisation de cette composante pour le développement des capacités techniques en GIPD au sein des ONG et OP.

La diversification des sources et types de financement pour la GIPD a déjà bien démarré au Mali, et devrait être renforcé dans le futur.

+ Recommandation :

La Mission recommande que le Programme GIPD renforce ces liens avec les organisations paysannes afin de augmenter leur rôle dans la mise en place et exécution des CEP. Le Programme devrait prendre contact avec les programmes ou projets qui ont comme objectif de renforcer l'organisation des OP afin de coordonner le renforcement en capacités en GIPD avec le renforcement général de la gestion de ces organisations.

+ Recommandation :

La Mission recommande que le Programme GIPD étudie la possibilité de renforcer la capacité technique d'une ou plusieurs ONG dans le domaine de la GIPD, en collaborant avec la composante sur le renforcement des capacités des ONG du PASAOP.

8.2.3 Sénégal

La situation institutionnelle au Sénégal est particulière du fait que la coordination du Programme GIPD n'est pas logée au sein du Gouvernement mais à la Fondation CERES-Locustox. Bien que ce choix ait été logique au moment du démarrage du projet (absence d'une structure fonctionnelle de conseil et de vulgarisation agricole), elle a aussi conduit à un certain manque d'institutionnalisation du Programme. Le Sénégal n'a pas une politique nationale en GIPD, ni est-ce que l'approche de vulgarisation à travers les CEP est devenue internalisée au sein des structures de conseil agricole.

Le Programme GIPD a été surtout mis en œuvre à travers les organisations des producteurs, les ONG et la SAED, un organisme paraétatique. Le Sénégal a vu la plus grande implication des OP dans le projet sous-régional, qui semblent s'avoir approprié la GIPD ainsi que l'approche CEP.

La SAED a été responsable pour la formation d'un nombre important de riziculteurs. Bien que la GIPD-CEP ne fait pas encore partie du plan d'opération et le budget de la SAED, sa Direction a très clairement exprimé à la Mission son intention de continuer à former les paysans en GIPD, indépendant de la continuation du projet et sur son budget propre.

Les DRDR sont les structures gouvernementales qui ont bénéficié de la formation des facilitateurs du Programme GIPD. Les agents des DRDR ont par la suite formé un nombre important de paysans. Toutefois, le rôle des DRDR dans la vulgarisation agricole va probablement diminuer, avec la mise en place du réseau des conseillers ruraux de l'ANCAR au niveau des communautés rurales. Ce seront ces communautés rurales, à travers les CLCOP, qui auront dans le futur accès aux sources gouvernementales de financement pour le conseil agricole. Jusqu'à maintenant, un nombre limité de conseiller ruraux ont été formé dans le domaine de la GIPD.

Le Programme national du Sénégal n'a pas pu mobiliser beaucoup de sources externes de financement pour la GIPD (sauf le projet pilote GEF), ce qui réduit le degré de pérennisation des investissements faits jusqu'à maintenant.

Futur

La situation où le Programme national sénégalais en GIPD n'est pas institutionnalisé au niveau gouvernemental devrait être corrigé dans une éventuelle prochaine phase du projet, afin d'assurer une plus grande implication des structures responsables pour la politique et la pratique du conseil agricole. La Mission recommande que la coordination du Programme GIPD soit, durant une prochaine phase, logée au sein de l'ANCAR, qui est actuellement opérationnelle. La Fondation CERES/Locustox pourrait, dans ce cas, devenir plutôt une structure de suivi-évaluation du Programme GIPD, surtout dans le domaine technique (impact agronomique, environnemental et santé humaine), ce qui rejoint plus l'expertise principale de la Fondation.

Cependant, bien que la coordination nationale devrait être assurée par l'ANCAR, sa mise en œuvre devrait rester bien diversifiée, comme elle est actuellement, donc avec une large gamme de partenaires différents. Surtout un appui continue aux OP, ONG et les organismes paraétatiques pour la formation ou recyclage des agents est souhaitable.

Le Programme devrait faire plus d'efforts, dans une éventuelle prochaine phase, de diversifier les sources de financement pour la GIPD.

- + **Recommandation :**
La Mission recommande que la coordination du Programme national soit progressivement transférée de la Fondation CERES-Locustox à l'ANCAR, pour assurer l'institutionnalisation de la GIPD et l'approche de vulgarisation à travers les CEP au niveau national. La Fondation CERES-Locustox devrait assumer plutôt un rôle de suivi et recherches de la mise en œuvre de la GIPD au Sénégal.
- + **Recommandation :**
La Mission recommande que le Programme maintienne la large gamme de partenaires différents pour la mise en œuvre de la GIPD.
- + **Recommandation :**
La Mission souligne que le Programme national du Sénégal devrait urgemment commencer à rechercher des financements externes aux fonds du Projet afin d'augmenter la durabilité des interventions.

8.2.4 Coton

Il était un des objectifs du projet d'introduire la GIPD dans la culture de coton et de former un nombre important de producteurs cotonniers dans la matière. Cela n'a pas pu être fait pendant la première phase du projet, avec un total de seulement 500 paysans formés, la plupart au Mali (tableau 5.1).

Une raison pour ce retard dans la mise en œuvre de la GIPD dans le coton est que la formation des facilitateurs coton n'a été faite qu'en 2002, et donc uniquement les campagnes 2003 et 2004 étaient disponibles pour les CEP. En outre, surtout au Burkina Faso et au Sénégal, le nombre de facilitateurs formés en GIPD-CEP coton est encore très limité (tableau 4.1). Cependant, même en prenant en compte ces explications, la mise en place des CEP dans le coton était assez timide.

La plupart des intervenants rencontrés par la Mission ont confirmé que les sociétés cotonnières ne semblent pas très dynamiques dans la mise en place de la GIPD. Plusieurs raisons sont données pour cette réticence, comme le manque de confiance technique dans l'approche GIPD, l'intérêt économique de la vente des produits phytosanitaires qui existerait à plusieurs niveaux dans les sociétés ou leurs fournisseurs, et la conditionnalité de devoir acheter des produits phytosanitaires pour l'obtention des crédits par les producteurs. La Mission a pu rencontrer certains responsables de la CMDT au Mali et de la SOFITEX au Burkina Faso. Il a manqué de temps pour visiter le SODEFITEX au Sénégal.

La Mission rappelle qu'en vu les quantités de pesticides utilisées dans le coton, surtout au Mali et au Burkina Faso, l'impact potentiel que l'introduction de la GIPD peut avoir sur la durabilité de la production agricole, l'environnement et la santé humaine, est sans doute le plus important dans cette culture.

Mali

Au Mali, la CMDT s'est montrée intéressée à l'approche GIPD et a souligné qu'elle souhaiterait continuer la collaboration avec le Programme. Cependant, une condition est que les résultats techniques et économiques de l'introduction de la GIPD soient évidents et vérifiés par la recherche au Mali. Suite à cette requête, le Programme GIPD a financé une étude d'impact de la GIPD dans le coton, effectuée par l'IER. L'étude était en cours pendant la mission et les résultats ne sont donc pas encore connus.

Malgré la disponibilité de la Direction de la CMDT, les discussions sur le terrain ont montré que les producteurs rencontrent parfois de l'opposition des services décentralisés de la CMDT quand ils souhaitent acheter les intrants sans (ou avec beaucoup moins de) pesticides. En outre, l'obtention de crédit pour les intrants est parfois liée à l'achat obligatoire du « paquet technologique » dans son ensemble (y inclus les pesticides).

Les producteurs maliens de coton qui ont été rencontrés par la Mission semblent très satisfaits avec l'approche GIPD-CEP, surtout à cause de la réduction des coûts de production. Ce sont surtout les organisations paysannes (APCAM et SYCOV) qui assurent actuellement la formation des CEP ; le CMDT semble pour le moment attendre les résultats de l'étude d'impact mentionnée ci-dessus.

Récemment, le Programme d'Amélioration des Systèmes d'Exploitation en zones cotonnières (PASE) a démarré ses activités. Ce programme, appuyé par l'Agence Française de Développement, vise à renforcer le système de production cotonnière au Mali. Un des objectifs spécifiques du PASE est *d'améliorer les systèmes d'exploitation paysans pour les rendre plus performants et plus durables*. Un des impacts attendus du PASE est *l'évolution des systèmes de production vers plus de pérennité et limiter les nuisances aux produits phytosanitaires* (citations provenant d'une présentation « PowerPoint » faite par la coordination du PASE).

Il est évident que il existe un chevauchement dans les objectifs du Programme GIPD et ceux du PASE, en ce qui concerne l'amélioration de rentabilité de la production cotonnière, et la gestion phytosanitaire plus particulièrement. Il est donc fortement recommandé que le Programme GIPD se rapproche du PASE pour étudier dans quelle mesure les interventions prévues dans les deux programmes puissent être coordonnées afin d'assurer une synergie optimale entre les deux programmes.

+ Recommandation :

La Mission recommande que le Programme continue et renforce ses efforts d'introduire la GIPD dans le coton au Mali. Cette introduction devrait passer par les organisations paysannes, qui dans la nouvelle politique du Gouvernement, auront plus de responsabilités pour la gestion de la production cotonnière. La CMDT devrait assurer que les conditions externes de production (par exemple, accès au crédit, disponibilité des pesticides alternatives, conseil agricole aussi disponible pour la GIPD) soient similaires pour la GIPD que pour la production traditionnelle du coton.

+ Recommandation :

La Mission recommande que Le Programme GIPD et le PASE se concertent dans les meilleurs délais afin d'assurer que leurs interventions soient bien coordonnées et mutuellement bénéficiaires.

Burkina Faso

Quatre agents de la SOFITEX ont été formés au Mali en GIPD-CEP, qui ont chacun organisé un CEP en 2003. Basé sur une analyse économique partielle, les revenus des paysans en GIPD étaient en moyenne 8% plus bas que ceux obtenus en pratique paysanne standard (traitement insecticides calendaires) (Sou, 2004). En 2004, aucun CEP n'a été organisé par la SOFITEX.

La direction de la SOFITEX considère, comme exprimé dans une discussion avec la Mission, que les producteurs du coton au Burkina Faso n'ont pas encore la capacité technique de pouvoir exécuter la GIPD. Le risque de dégâts phytosanitaires importants est, par conséquent, trop élevé. La SOFITEX est actuellement en train de tester une approche de

« lutte raisonnée », qui est basé sur l'intervention phytosanitaire sur seuil. Ils sont éventuellement intéressés de continuer avec la GIPD sous forme de tests.

Contrairement à la SOFITEX, les producteurs eux-mêmes sont enthousiastes en ce qui concerne la GIPD. Après une visite d'une délégation de producteurs burkinabés à leurs collègues maliens en 2002 (échange organisé par le Programme GIPD), les participants ont apprécié les résultats obtenus à cause de la GIPD et *ont souhaité bénéficier de l'application de la méthode GIPD* (Yara et Sou, 2002). Ce souhait a été réitéré par la direction de la Union Nationale des Producteurs de Coton au Burkina (UNPCB). Ils se sont exprimés prêts à mettre en œuvre la GIPD-CEP parmi leurs membres producteurs. En fait, l'UNPCB vient de signer une collaboration avec l'ONG Helvetas pour la promotion de la production organique du coton, dans un premier temps avec 600 producteurs burkinabés.

Un développement récent qui pourrait, dans le futur, influencer les approches de production cotonnière est le fait que la collecte, la transformation et la commercialisation du coton au Burkina Faso vient d'être scindée en trois. Si avant la SOFITEX avait le monopole sur la production et la commercialisation du coton, maintenant ce sont les sociétés Faso Coton (Groupe Reinhart, Suisse), SOCOMA (Dagris, France) et la SOFITEX qui seront acteurs dans trois zones distinctes du pays. En outre, le rôle des organisations paysannes, comme UNPCB, a été beaucoup renforcé ; les producteurs ont actuellement 30% de la capital de la SOFITEX. En outre, la gestion de la filière coton est confiée à l'Association interprofessionnelle, qui est actuellement majoritairement composée par les producteurs (60% des membres).

Il n'est pas encore très clair quel sera l'impact de cette réforme de la filière coton sur le système de conseil et de vulgarisation. Cependant, elle pourrait ouvrir des opportunités d'introduire des nouvelles approches de production plus rentables et durables, comme la GIPD. Le Programme GIPD devrait suivre de près ce développement, voir même prendre l'initiative en ce qui concerne la vulgarisation sur le coton.

+ **Recommandation :**

La Mission recommande que le Programme fasse une étude des opportunités qui pourraient s'ouvrir pour l'introduction de la GIPD dans le coton, avec la réforme actuelle de la filière.

+ **Recommandation :**

La Mission recommande que le Programme initie une rencontre au plus haut niveau (Association interprofessionnelle) afin de discuter de l'intérêt qui pourrait exister parmi les différents acteurs pour une introduction plus vigoureuse de la GIPD dans le coton.

8.3 Aspects opérationnels

8.3.1 Niveau régional

La coordination régionale du programme a été faite par la Facilité Mondiale pour la Lutte Intégrée à Rome. En général, les coordinateurs nationaux étaient satisfaits de l'appui de la Facilité. Sur le plan financier, les budgets approuvés pendant les réunions annuelles de coordinations étaient alloués sans modifications. En outre, la mise en place de ces budgets était en général très rapide.

Sur le plan technique, le Programme a vu une coordination et appui technique très intensif durant les premiers deux ans du Programme, avec un coordinateur régional qui visitait les pays régulièrement. La dernière année, qui coïncidait avec le départ du coordinateur original, l'appui était beaucoup plus léger. Les coordinations nationales ont apprécié ces visites

régulières du coordinateur de la Facilité, surtout pour l'appui opérationnel et politique qui en résultait. Cela a certainement facilité la mise en place du Programme.

Si le Programme devrait être élargie dans une éventuelle prochaine phase, à d'autres pays, il est probable qu'au début une assistance opérationnelle, technique et politique plus intensive de la part de la Facilité serait nécessaire, pour assurer la mise en place rapide et efficace des activités. La facilité devrait en prendre compte dans l'élaboration du document de projet.

En outre, il semble que l'appui opérationnel et financier efficace donné par la Facilité pourrait souffrir d'un éventuel l'élargissement du Programme, si staff d'opérations au sein de la Facilité ne sera pas renforcé ; les capacités humaines d'appui aux opérations sont actuellement utilisées au maximum.

8.3.2 Niveau national

Vu les résultats impressionnants obtenus, on peut conclure que le Programme au niveau national a généralement pu être exécuté correctement. Cependant, les coordinations nationales ont indiqué plusieurs aspects opérationnels qui pourraient être renforcé afin d'améliorer l'efficacité du Programme.

Bien que les budgets annuels nationaux étaient sur place à temps au niveau des Représentations de la FAO, le déboursement des fonds sur le terrain a parfois posé des problèmes. Après les discussions avec les Représentations et les coordinateurs nationaux, la Mission fait les recommandations suivantes pour réduire les retards de déboursement :

Il est suggéré que les coordinateurs nationaux, appuyé par les administrateurs des Représentations, prépare un plan semestriel de déboursement de leur budget. Ce plan devrait indiquer, en grandes lignes, quels déboursements à faire, à quelle période, à qui et quel montants (estimatifs). Ce plan de déboursement devrait aider les Représentations de se préparer aux paiements à faire, et devraient minimiser les demandes de déboursements en tard par les coordinations. La Mission souligne qu'un tel plan devrait être utilisé comme appui à la gestion du Programme et ne devrait jamais devenir un but en tant que tel. Le Programme GIPD doit, par définition, pouvoir intervenir suite à des demandes des producteurs qui ne sont peut-être pas toutes prévues, et le déboursement du budget devrait rester suffisamment flexible de pouvoir répondre à de tels besoins justifiés.

En outre, la Mission recommande que le Programme utilisera, progressivement, plus de protocoles d'accord pour financer certaines activités, plutôt que de dépendre aux déboursements ponctuels. L'avantage des protocoles d'accord est qu'ils permettent le financement d'activités plus grandes. En outre, la responsabilité financière est placée clairement chez le partenaire avec qui le protocole a été signé, ce qui rentre dans l'esprit du Programme de responsabiliser les structures partenaires pour la GIPD. Il est suggéré d'utiliser les protocoles d'accord particulièrement avec les partenaires qui se sont déjà avérés comme efficaces dans le développement de leur capacité en GIPD.

Avec la mise en place décentralisée du Programme, un grand nombre de déboursements relativement petits doivent être faits (par exemple, les frais de déplacements pour les facilitateurs, l'achat des fournitures et intrants pour les CEP). Ces déboursements sont parfois faits par les coordinateurs nationaux ou leur assistants administratifs en personne, qui doivent parcourir le pays entier, ce qui représente une perte de temps excessive et inacceptable. Une partie de ce problème peut être résolu en se servant plus des protocoles d'accord, comme proposé ci-dessus. Pour les paiements qui ne sont pas couverts par ces protocoles, un système de déboursement par virement bancaire ou par service courrier doit être mise en place. Ce dernier système fonctionne avec succès au niveau du Programme national du Burkina Faso, et pourrait servir comme exemple pour les autres pays.

Finalement, des problèmes ont été rencontrés avec l'achat des fournitures, intrants et matériels pour la formation. La politique actuelle de la FAO est de regrouper au maximum les achats au niveau de la Représentation, pour pouvoir négocier des réductions de prix. Toutefois, ce regroupement cause parfois des retards dans la livraison des matériels ou l'achat du matériel inapproprié. La Mission reconnaît l'importance de pouvoir économiser sur les achats dans les projets de développement, mais note que cette politique peut aussi résulter dans des situations inappropriées. Par exemple, bien que le coût d'un achat groupé à la capital d'un pays peut être moins cher que les achats faits dans les régions, les coûts de transport et distribution du matériel peuvent supprimer cet économie apparente entièrement, et causer que les coûts totaux soient plus élevés. En plus, la distribution des matériels demande souvent un temps important aux coordinations nationales, ce qui n'est pas inclus dans les calculs non plus.

La Mission recommande, pour cette raison, que les achats regroupés pour le Programme GIPD sont utilisés uniquement si les gains financiers sont très nets. Dans tous les autres cas, les achats décentralisés sont recommandés. La Mission suggère que la Facilité se rapproche de la Division des achats de la FAO pour clarifier leur position dans la matière, et d'informer les Représentations par la suite de la procédure à appliquer.

+ **Recommandation :**

La Mission recommande que les coordinations nationales, en collaboration avec les Représentations de la FAO, élaborent des plans de déboursement des fonds, afin de limiter les retards dans la mise en place des fonds d'opération du Programme.

+ **Recommandation :**

La Mission recommande que le Programme se serve plus des protocoles d'accord pour l'exécution de ses activités, particulièrement avec les partenaires déjà expérimentés et efficaces.

+ **Recommandation :**

La Mission recommande que les coordinations nationales, en collaboration avec les Représentations de la FAO, mettent sur place un système de déboursement des fonds aux partenaires décentralisés ou aux points focaux, par virement bancaire ou par service de courrier spécialisé.

+ **Recommandation :**

La Mission recommande que la procédure d'achat groupé ne soit utilisée que dans des cas qui résultent dans une économie financière nette. Dans les autres situations, les achats décentralisés devraient avoir une préférence. La Facilité devrait contacter la Division d'achats de la FAO pour confirmer cette approche, et informer par la suite les Représentations de la FAO à cet effet.

9. ASPECTS FINANCIERS

9.1 Bilan financier du Programme GIPD

Au départ, le budget total du projet était \$ EU 2 897 637, dont \$ EU 1 984 738 financé par le Gouvernement des Pays-Bas et \$ EU 912 000 par les Gouvernements des trois pays participant dans le projet (la plupart des budgets nationaux est en nature : salaires, location des bâtiments, etc.) (tableau 9.1). Du fait que le budget original du bailleur devrait être épuisé vers le mi-2004, la FAO avait demandé, et a reçu, une contribution supplémentaire du bailleur s'élevant à \$ EU 398 781, afin de pouvoir compléter les activités du Programme durant le reste de l'an 2004.

Les fonds de contrepartie des Gouvernements étaient donc originalement fixés à environ \$ EU 300 000 par pays. La Mission a demandé les coordinations nationales de faire une estimation des dépenses réelles faites par les Gouvernements pour la mise en œuvre du projet. La contribution nationale du Burkina Faso est estimée à \$ EU 276 000, à la fin de 2004. Celle du Mali s'élève à environ \$ EU 211 000, à la fin de 2004. Ces estimations n'incluent pas les dépenses faites pour le Programme par les organisations paysannes et certaines ONG. Les dépenses finales seront donc certainement plus élevées que celles estimées ci-dessus. Dans l'ensemble, on peut conclure que les contributions de contrepartie des états malien et burkinabé sont satisfaisantes. Une estimation de la contribution nationale du Sénégal n'était pas disponible.

La répartition des dépenses faites sur le budget de la FAO (bailleur uniquement) est montrée en figure 9.1 (voir aussi annexe 14).

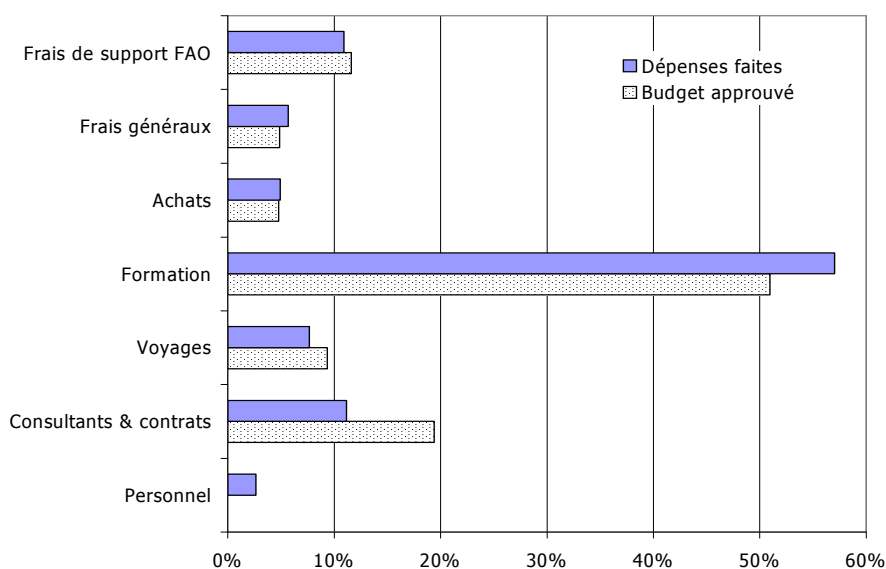


Figure 9.1 Répartition des dépenses faites sur le budget du bailleur, par rapport au budget approuvé (situation du 30 juillet 2004).

Les dépenses sont généralement conformes au dernier budget approuvé. Plus de 55% du budget a été utilisé directement pour les formations en GIPD, un peu plus que prévu dans le budget. Les dépenses pour consultants et contrats ont été moins que budgétisées, partiellement compensées par le recrutement de personnel locale temporaire. Peu d'écarts sont à constater entre budget et dépenses pour les autres rubriques.

Figure 9.2 montre que les trois pays ont reçu à peu près les mêmes financements du budget principal du bailleur⁷. Le montant légèrement plus élevée du Mali est surtout dû aux dépenses par ce pays pendant les premiers 6 mois du projet. La formation des CEP a pu démarrer plus rapidement au Mali que dans les autres pays à cause de la disponibilité d'un nombre important de facilitateurs déjà formés en GIPD pendant les projets précédents.

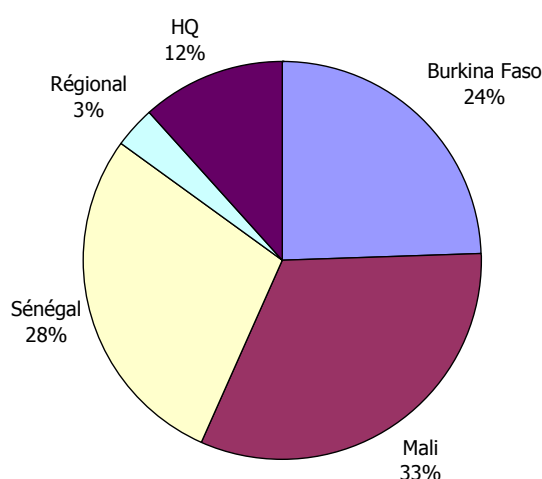


Figure 9.2 Répartition indicative des dépenses faites sur le budget du bailleur, pour les trois pays, pour les activités régionales et pour l'appui technique de la FAO (HQ) (situation du 30 juillet 2004).

Le projet a réussi à générer des fonds supplémentaires pour des interventions en GIPD dans tous les trois pays (tableau 9.1). Les activités financées sous le projet ont donc fonctionné comme « catalyseurs » pour d'autres partenaires à participer dans le Programme. Des financements additionnels d'au minimum \$ EU 1,36 million ont ainsi été commis ou utilisés pour la GIPD. La coordination nationale et la Représentation nationale de la FAO au Mali ont été particulièrement actives dans cet aspect, générant des ressources financières supplémentaires pour la GIPD qui dépassent le budget original du projet.

La Mission considère la génération des fonds additionnels aussi considérables comme un indicateur très convaincant du succès du projet.

⁷ Estimations faites par la mission, se basant sur les listes de transactions disponibles dans le système financier de la FAO. Notez qu'elles ne remplacent aucunement les comptes officiels de la FAO.

Tableau 9.1 Sources de financement du projet GIPD, et fonds additionnels générés pour les activités en GIPD pendant l'exécution du projet

Source de financement	Budget total (\$ EU)	Dépenses (\$ EU)	Remarques
Financement original du projet			
Gouvernement des Pays-Bas (GCP/RAF/378/NET) – budget original	1 984 738	1 965 903	Dépenses totales au 30 juillet 2004
Fonds de contrepartie des Gouvernements des trois pays	912 900		
<i>Burkina Faso</i>		276 000	Estimation des dépenses par le gouvernement et structures paraétatiques à la fin de 2004
<i>Mali</i>		211 000	Estimation des dépenses par le gouvernement et structures paraétatiques à la fin de 2004
<i>Sénégal</i>		--	Estimation non disponible
Financement additionnel du projet			
Gouvernement des Pays-Bas (GCP/RAF/378/NET) – révision budgétaire 2004	398 781	0	Pour couvrir les activités dans le période août – décembre 2004
Financement additionnel, généré pour les activités en GIPD¹			
<i>Burkina Faso</i>	9 200	9 200	Programme GIPD-CEP financé par l'ONG "Office de Développement des Eglises Evangéliques"
	36 000	0	Commission européenne – "Project Initiative Pesticides" (<i>signature attendue</i>)
	12 800	?	Programme GIPD-CEP du "Projet de Renforcement des capacités des Organisations Paysannes de la Kompienga" (financement FAO – Belgique)
<i>Mali</i>	~ 400 000 ²	0	Banque mondiale – "Programme d'Appui aux Services Agricoles et Organisations Paysannes" (PASAOP) – budget réservé pour GIPD-CEP en 2004 & 2005
	510 000	0	Banque mondiale – "Programme National d'Infrastructures Rurales" (PNIR) – GIPD-CEP à accompagner périmètres irrigués nouveaux/réhabilités (<i>signature attendue</i>)
	montant non disponible		Office Riz Mopti
	montant non disponible		FAO – Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire (PSSA) – cofinancement de certaines activités GIPD- CEP
<i>Sénégal</i>	394 850	(la plupart)	Projet PDF-B du Fonds mondial pour l'environnement – "Reducing reliance on agricultural pesticide use in the Senegal and Niger River basins".
	montant non disponible		Facilité mondiale pour la lutte intégrée & CILSS – Institut du Sahel – Etude socio-économique de l'utilisation des pesticides au Sénégal

¹ Fonds additionnels commis ou utilisés pour la GIPD-CEP, durant l'exécution du projet.

² Notez qu'un montant total de \$ EU 800 000 a été réservé dans le PASAOP pour les "Programmes de formation-conseil en lutte intégrée", dont rien n'a été dépensé à ce jour. Il n'est pas clair pour la Mission pourquoi la DNAMR a demandé le projet de préparer des plans de travail pour seulement la moitié du montant prévu pour 2004 et 2005.

9.2 Coûts de l'approche GIPD-CEP

9.2.1. Formation des facilitateurs

Les agents techniques des services gouvernementaux de vulgarisation, des organisations paysannes et des organisations non-gouvernementales forment le pivot du Programme GIPD. Ils animent les CEP, et forment et suivent les producteurs-facilitateurs. La formation des agents-facilitateurs est une activité relativement chère. Le coût moyen de formation tournent autour de \$ EU 3 000 par technicien (tableau 9.2). Ce sont surtout les coûts d'hébergement, de restauration et les indemnités des participants qui pèsent sur le budget.

Les coûts de formation d'un producteur facilitateur sont nettement plus bas, et s'élèvent à environ \$ EU 200 à 300 par facilitateur.

Tableau 9.2 Coûts réels de la formation des facilitateurs dans le Programme GIPD

Culture	Coûts réels (\$ EU/personne formée)					
	Burkina Faso		Mali		Sénégal	
Formation des techniciens – facilitateurs						
Riz	1200		3300		3100	
Cultures maraîchères	--		3900 / 3900 ¹		1750 / 2700 ¹	
Coton	--		3900		--	
Formation des producteurs – facilitateurs²						
Toutes cultures (moyenne)	160		200		320	
Recyclage des facilitateurs						
	<i>techniciens</i>	<i>producteurs – facilitateurs</i>	<i>techniciens</i>	<i>producteurs – facilitateurs</i>	<i>techniciens</i>	<i>producteurs – facilitateurs</i>
Riz					39	
Cultures maraîchères			150		219	
Coton						

¹ deux valeurs sont listées si deux ateliers de formations ont été organisés

² données en annexe 15

Source : coordinations nationales

¹ deux valeurs sont listées si deux ateliers de formations ont été organisés

² données en annexe 15

Source : coordinations nationales

Plusieurs idées ont été développées afin de réduire les coûts de la formation des facilitateurs. Une formation régionale ou provinciale pourrait réduire les coûts d'hébergement si une partie des stagiaires seraient en mesure de loger chez eux plutôt que d'être logés par le projet. Cependant, une telle solution n'est possible que si un nombre considérable d'agents doit être formés dans une région ou province donnée.

Une autre option est d'organiser des formations en temps partiel, par exemple 2 jours par semaine, plutôt que d'avoir des ateliers qui durent 4 mois en continu. Ce type de formation des facilitateurs est actuellement en cours au Mali, pour les agents de l'OPIB. Un autre avantage de cette approche est que les agents en formation demeurent disponibles pour leur structure pendant une partie de la semaine. Toutefois, de telles solutions ne peuvent que marcher si les agents puissent facilement voyager dans la semaine au site de formation.

La Mission soutient l'expérimentation avec d'autres formes de formation des facilitateurs, qui pourraient éventuellement être plus durables. Toutefois, elle souligne l'importance d'assurer la plus haute qualité de formation pour ces agents. La capacité technique et didactique des agents-facilitateurs est absolument clé pour le succès du Programme GIPD-CEP. Il est fortement déconseillé d'économiser sur la formation si sa qualité ne peut pas être maintenue. Pour cette raison, il est essentiel que d'éventuelles autres formes de formation soient suivies de très près et les résultats évalués en détail.

9.2.2 Champs écoles des paysans

Le coût d'organisation d'un CEP était au départ budgétisé à environ \$ EU 650 par CEP, basé sur 25 participants, 2 techniciens facilitateurs, et 12 à 16 sessions. Cela résulte dans un coût de formation de \$ EU 26 par producteur.

Les coûts réels dans le projet étaient 25% plus bas et s'élèvent à environ \$ EU 19 par producteur formé, pour les CEP animés par un agent-facilitateur (tableau 9.3). Cela est surtout dû au fait que les CEP sont généralement organisés par un seul agent-facilitateur, et non par deux comme cela a été supposé dans le document de projet. Si un CEP est animé par deux producteurs-facilitateurs, les coûts sont légèrement plus bas que dans le cas de la facilitation par un technicien.

On peut donc conclure que l'organisation des CEP s'est prouvée moins chère que initialement prévue, ce qui est un bon résultat du projet.

Tableau 9.3 Estimation des coûts de la formation d'un producteur dans un champ école des paysans¹

Culture	Estimation de départ ^{2,3} (\$ EU/producteur)	Coûts réels ³ (\$ EU/producteur)		
		Burkina Faso	Mali	Sénégal
Riz	27		19	19
Cultures maraîchères	25	20 – 30	19	21
Coton	27		19	18

¹ si la formation est assurée par un technicien facilitateur
² comme définie dans le document de projet
³ les coûts incluent les indemnités du technicien facilitateur, les fournitures et matériels, et l'organisation d'une journée portes ouvertes locale. Ils n'incluent pas le salaire du technicien. Basé sur un salaire local de 150 000 fcsa/mois pour un technicien ou agent de vulgarisation, les coûts additionnels de salaire sont d'environ \$ EU 6 par producteur formé.

9.2.3 Bilan coûts – bénéfices de l'approche GIPD-CEP

Une évaluation détaillée du bilan coûts – bénéfices du projet n'a pas été faite, car l'étude d'impact économique du projet est toujours en cours. Toutefois, une estimation provisoire et partielle a été effectuée, afin d'avoir une première impression de la durabilité financière de l'approche GIPD-CEP. Pour cette évaluation, les suppositions suivantes ont été faites :

La situation évaluée concerne uniquement la formation des producteurs en CEP par les agents-facilitateurs (=techniciens) ; l'animation des CEP par les producteurs facilitateurs n'a pas été prise en compte. Les coûts de l'approche GIPD-CEP sont constitués de trois éléments : le salaire du technicien, les « coûts d'amortissement » de sa formation et les frais d'organisation des CEP. Les bénéfices des producteurs se limitent, dans l'analyse, aux gains de revenus sur la production seulement. Les gains médians de revenus ont été calculés sur la

base des données partielles extraites des rapports d'avancement, qui ont été utilisées également pour le tableau 5.3

Il a été supposé que 75% des producteurs qui commencent un CEP, le terminent avec succès. En outre, seulement 75% des sortants des CEP appliqueront par la suite réellement la GIPD dans leur propre champ. Et ses adopteurs de la GIPD obtiendront un gain de revenus dans leur champ de 75% des celui obtenu dans les CEP.

Les investissements en formation faits pour les techniciens facilitateurs sont amortis en 5 ans, et que durant cette période chaque technicien facilitateur organise deux CEP par an.

Le tableau 9.4 donne les résultats de cet exercice (voir annexe 16 pour plus de détails). Dans 8 des 12 cas évalués, le bilan coûts – bénéfices de la GIPD est positif après une seule récolte. Le bilan est positif dans 9 des 12 cas après trois récoltes. La culture de tomates, au Mali et Sénégal, bénéficie moins de l'introduction de la GIPD (vois aussi § 5.2.2). On peut donc conclure, préliminairement, que les investissements faits par le projet se sont montrés rentables dans la plupart des cas.

Tableau 9.4 Estimation préliminaire et partielle du bilan coûts – bénéfices de l'introduction de la GIPD-CEP pour plusieurs cultures dans les trois pays du projet¹.

<i>Pays</i>	<i>Culture</i>	Bilan coûts – bénéfices (fcfa)²	
		après une récolte	après 3 récoltes
<i>Burkina Faso</i>	Riz	10 300	11 530
	Tomate	4 700	98 400
	Chou	206 200	703 100
<i>Mali</i>	Riz	23 800	155 800
	Tomate	- 31 700	- 10 700
	Oignon	- 28 300	- 600
	Coton	14 100	126 600
<i>Sénégal</i>	Riz	34 300	187 300
	Gombo	- 15 800	37 100
	Tomate	- 35 600	- 22 500
	Chou	23 200	154 100
	Oignon	24 400	157 500

¹ pour plus de détails sur les calculs et suppositions, voir annexe 16

² un montant positive représente un bénéfice net ; un montant négative une perte nette. Chiffres sont à l'échelle du producteur individuel.

La Mission souligne que cette évaluation n'est que préliminaire et partielle. Par exemple, elle ne concerne que les bénéfices directs sur les revenus du producteur. Les bénéfices pour la santé humaine, l'environnement, la durabilité des systèmes de production agricole, et l'impact positif sur la capacité de décision et de collaboration des producteurs ne sont pas chiffrés. Et vu également les suppositions assez conservatives prises pour cette analyse coûts – bénéfices, il est probable que les bénéfices réels obtenus par les producteurs sont plus importants. Une meilleure évaluation économique de l'introduction de la GIPD dans les trois pays du Programme devrait être possible après que les résultats de l'étude d'impact économique soient disponibles.

La Mission recommande qu'une étude coûts – bénéfices plus approfondie soit effectué avant (ou au début) de la prochaine phase. Certains coûts et bénéfices non directs pourraient également être estimés pour une telle analyse. Plutôt que de mettre beaucoup d'énergie dans

l'obtention des données agronomique et économiques très précises pour alimenter cette étude, elle devrait surtout se concentrer sur l'analyse de sensibilité des différents facteurs influant le bilan coûts – bénéfices ; cet à dire, quels facteurs ont le plus d'importance relative sur les résultats du bilan. Une telle analyse de sensibilité peut, par la suite, guider les interventions à faire par le Programme GIPD.

Par exemple, l'annexe 16 indique qu'une réduction de coûts avec 50% d'un atelier de formation des facilitateurs résulte dans une amélioration du bilan coûts bénéfices avec 20%. Cependant, une même amélioration du bilan coûts –bénéfices peut être obtenue en augmentant les revenus nets du paysan avec seulement 9%. Par conséquent, pour l'amélioration du rapport coûts – bénéfices du Programme il pourrait être plus approprié de maintenir une certaine qualité de la formation des facilitateurs afin d'assurer que les augmentations des revenus des paysans soient atteintes, plutôt que d'économiser sur cette même formation. L'analyse approfondie de sensibilité, recommandée ci-dessus, devrait analyser l'ensemble des facteurs influant le rapport coûts – bénéfices du Programme.

+

Recommandation :

La Mission recommande que la Facilité mondiale pour la lutte intégrée effectue une analyse coûts – bénéfices de l'introduction de la GIPD dans les trois pays du Programme. Cette analyse ne devrait pas se limiter uniquement aux revenus directs des producteurs, mais également estimer les coûts/bénéfices indirects liés à l'impact sur la santé humaine, l'environnement et la durabilité des systèmes de production.

10. ORIENTATIONS FUTURES DU PROGRAMME GIPD

Bien que l'objectif de la mission n'était pas d'élaborer des propositions pour une prochaine phase du Programme GIPD, quelques orientations, basées sur les résultats de l'évaluation sont discutées ici. Souvent, ces propositions ont déjà été traitées en plus de détails dans le rapport.

Besoin pour une seconde phase

L'intérêt pour une seconde phase a été manifesté sans ambiguïté par toutes les personnes et les structures que la mission d'évaluation a rencontrées, en commençant par les producteurs ayant pratiqué la GIPD. Les acquis du Programme obtenus jusqu'à présent sont impressionnants, aussi bien sur le plan du renforcement des capacités en GIPD des partenaires et des producteurs, qu'au nouveau des améliorations des revenus des paysans et la réduction de l'impact potentiel sur l'environnement et la santé humaine. Cependant, il existe une demande réelle d'étendre le Programme GIPD dans des nouvelles régions et des cultures pas encore touchées. En outre, la capacité technique créée par le Programme est relativement limitée, et ne donne pas encore une base suffisamment solide pour que la GIPD pourrait être diffusée sans un appui ciblé.

La Mission souligne qu'il n'est pas réaliste d'attendre qu'un changement dans les principes de production agricole aussi profond que la GIPD, et une introduction d'une approche de vulgarisation aussi radicale que les CEP, peuvent être atteints dans une période de trois ans. Toutefois, les résultats obtenus par cette première phase du Programme GIPD sont tellement convaincants qu'une seconde phase se justifie pleinement.

Une seconde phase, d'une durée de 3 à 5 ans, devrait permettre au Programme d'atteindre sa vitesse de croisière et de bien implanter la GIPD dans la sous-région. Elle devrait assurer une consolidation des acquis obtenus à ce jour et une véritable appropriation du programme par le pays.

+ Recommandation :

La Mission recommande qu'une seconde phase du Programme sous-régional en GIPD soit élaborée, pour une durée de 3 à 5 ans.

Programme régional

Le Programme GIPD a été exécuté comme une activité sous-régionale. La Mission considère que cette approche est justifiée et constitue une valeur ajoutée sur plusieurs projets nationaux indépendants.

Le Programme a clairement bénéficié de l'échange d'expertise (coordinateurs, facilitateurs) qui a eu lieu entre les pays. Cet échange a permis de prendre connaissance des expériences, spécialités et contraintes de chaque pays participant dans le Programme, ce qui a mené à un renforcement mutuel des approches et techniques utilisées dans la GIPD. Etant donné les grandes similarités écologiques et agronomiques dans le Sahel, une telle façon régionale d'aborder le développement de la GIPD semble efficace et justifiée. Ceci est d'avantage le cas pour les cultures avec un encadrement qui est partiellement régional, comme le coton.

Si, dans une éventuelle prochaine phase d'autres pays ou cultures supplémentaires soient ajoutés au Programme, il sera très important de pouvoir tirer l'avantage des expériences gagnées jusqu'à présent à travers une approche sous-régionale. Bien que les échanges d'informations et personnes soient aussi possibles entre plusieurs projets nationaux

indépendants, elles seront généralement plus efficaces sur le plan administratif et financier sous une gestion régionale. En outre, la dynamique sous-régionale créée actuellement par le Programme pourrait être perdue s'il est exécuté sur le plan national.

+

Recommandation :

La Mission recommande qu'une éventuelle seconde phase du programme GIPD soit exécutée sous une gestion régionale plutôt que comme des projets nationaux indépendants.

Nouvelles cultures

Dans tous les trois pays, il a été demandé d'étendre l'approche GIPD vers d'autres cultures. La Mission soutient cette demande mais souligne qu'une inclusion de nouvelles cultures devrait être faite avec prudence. Il est essentiel que, pour une nouvelle culture, les techniques et approches en GIPD puissent réellement améliorer les rendements ou revenus du paysan, ou réduire considérablement l'utilisation des pesticides. Si les avantages potentiels de la GIPD semblent marginaux pour une culture donnée, il vaut mieux donner la priorité à d'autres cultures. En outre, il semble que les produits agricoles de rente sont plus appropriés pour l'introduction de la GIPD étant donné que les producteurs sont généralement plus disposés d'investir dans une formation intensive comme les CEP, ou une intensification d'utilisation de la main d'œuvre, d'engrais ou d'autres intrants.

Des suggestions faites à la Mission pour de nouvelles cultures où la GIPD pourrait réellement contribuer à une amélioration de la subsistance des producteurs sont le niébé, le sésame, le maïs et le manioc.

+

Recommandation :

La Mission recommande qu'une condition pour l'inclusion des nouvelles cultures dans le Programme soit que la GIPD améliore clairement les rendements ou revenus du paysan, ou réduit considérablement l'utilisation des pesticides.

Nouvelles zones d'intervention

Dans tous les trois pays, il a été demandé d'étendre l'approche GIPD vers d'autres zones dans le pays où le Programme n'était pas encore actif. La Mission soutient ce souhait. Cependant, il est recommandé qu'une telle extension géographique nationale du Programme se fait de façon groupée plutôt que dispersée. A cause de l'importance qui est donnée, dans la GIPD-CEP, aux échanges d'information et d'expériences entre producteurs, et du fait que l'échange et la collaboration entre les facilitateurs est également essentielle, il semble nécessaire d'avoir un minimum de CEP actifs dans une zone donnée.

La Mission recommande, par conséquent, de concentrer chaque fois les efforts dans une nouvelle zone pour obtenir une masse critique en GIPD, et de progressivement étendre le Programme vers d'autres zones. La Mission déconseille d'intervenir dans beaucoup de zones en même temps, pour éviter que cette dilution d'efforts réduit l'efficacité du Programme.

+

Recommandation :

La Mission recommande que l'extension géographique nationale du Programme se fait de façon groupée plutôt que dispersée, pour assurer qu'une masse critique en capacités pour la GIPD soit créée dans une zone donnée.

Renforcement du curriculum

Bien que le curriculum actuel des CEP donne une base excellente pour le développement de la GIPD, plusieurs suggestions ont été faites dans les chapitres 4 et 5 de ce rapport pour le renforcer d'avantage. Elles incluent le développement d'une analyse participative rurale au début du CEP, le renforcement des exercices sur la dynamique et la communication dans le groupe, le renforcement de la capacité des paysans de concevoir et exécuter des expérimentations dans leur champ, et des thèmes agronomiques comme la rizi-pisciculture, la gestion de l'eau (d'irrigation), la gestion des mauvaises herbes, etc.

En outre, l'objectif final des CEP est de renforcer l'autopromotion des producteurs. Le curriculum devrait, dans le futur, donner plus d'attention aux approches d'apprentissage qui mènent à un niveau d'autopromotion plus élevé des producteurs.

+ Recommandation :

La Mission recommande que le curriculum actuel des CEP soit approfondie et renforcé, selon les propositions faites dans les chapitres 4 et 5, afin de mieux pouvoir répondre aux besoins des producteurs.

Consolidation et renforcement de la capacité en formation

Le Programme a pu former un nombre important de facilitateurs en GIPD. La Mission recommande que dans la seconde phase du Programme une attention particulière soit donnée au recyclage et renforcement des capacités techniques et didactiques de ces facilitateurs. Les partenaires du Programme devraient développer une stratégie des ressources humaines à cet effet.

Une telle consolidation devrait minimiser le risque de perdre cette expertise par manque d'intérêt ou possibilités de carrière, et devrait assurer que les facilitateurs puissent continuer à répondre aux problèmes rencontrés par les producteurs. Les réseaux nationaux des facilitateurs en GIPD pourraient jouer un rôle clé dans ces activités.

+ Recommandation :

La Mission recommande que dans la seconde phase une attention particulière soit donnée à la consolidation et le renforcement des capacités humaines existantes en formation pour la GIPD.

Institutionnalisation de la GIPD – CEP

L'objectif final du Programme est l'institutionnalisation de la GIPD comme stratégie de production, et les CEP comme approche d'apprentissage et de communication, dans les structures et organisations de développement agricole.

Cette institutionnalisation de la GIPD devrait passer par l'inclusion formelle de l'approche dans les politiques ou stratégies du développement rural des trois pays. Le Programme devrait œuvrer que cela se matérialise durant sa seconde phase. En outre, le développement d'un plan d'implémentation de la GIPD devrait être élaboré dans chaque pays, comme cela ce fait actuellement au Mali.

Il y a un développement dans les trois pays de responsabiliser les organisations paysannes de progressivement pour la demande, le financement et l'exécution du conseil et la vulgarisation agricole. La Mission recommande, par conséquent, que le Programme travaille d'avantage avec les organisations paysannes dans les trois pays.

+

Recommandation :

La Mission recommande que durant la seconde phase l'institutionnalisation de la GIPD et les CEP soit renforcée, autant au niveau gouvernemental que chez les organisations paysannes.

Suivi – évaluation

Une faiblesse de la première phase du Programme était le manque de suivi d'impact de la mise en place de la GIPD. Par conséquent, il n'est pas possible d'évaluer en suffisamment de détails les effets économiques, environnementaux et sociaux de l'introduction de la GIPD.

Dans la seconde phase du Programme, le suivi d'impact et son analyse devrait être renforcé considérablement.

+

Recommandation :

La Mission recommande que durant la seconde phase le suivi et l'évaluation de l'impact de l'introduction de la GIPD soient renforcés.

Financement

Le Programme a, dans sa première phase, pu générer d'importantes ressources financières supplémentaires au Projet. Cependant, la durabilité financière de la GIPD n'est certainement pas encore assurée. Plusieurs voies de financement potentielles, qui pourraient venir en complément du financement d'une seconde phase du Projet, semblent particulièrement intéressantes pour pérenniser la GIPD :

Le Programme a gagné un peu d'expérience avec des formes d'autofinancement ou de semi-autofinancement des CEP. La Mission considère que ce type de financement relativement durable pourrait surtout être applicable pour les zones où la GIPD a déjà obtenu une bonne réputation et les producteurs sont intéressés d'investir eux-mêmes dans leur formation. Il est essentiel que les initiatives d'autofinancement qui ont été prises dans la sous-région jusqu'à ce jour soient suivies et évaluées de près.

Une deuxième voie de financement concerne les programmes nationaux de développement sectoriels, comme par exemple le PASAOP et PNIR (au Mali), le PSAOP (au Sénégal), et le PNDSA et PNGT (au Burkina Faso). Si ces programmes ont comme objectif d'intensifier ou de diversifier la production agricole d'une façon durable, il existe une forte justification pour internaliser la GIPD dans le financement. Au Mali, le Programme GIPD a ainsi déjà réussi d'inclure des activités en GIPD dans le PASOP et le PNIR. Plusieurs nouveaux programmes de développement sectoriels viennent de démarrer ou sont en développement dans les trois pays. Ils incluent le PASE (coton, Mali) et le Programme (en développement) de diversification et d'intensification de la petite irrigation (Burkina Faso). En outre, des financements hors du développement rural propre peuvent être intéressants, comme Programmes nationaux de mise en œuvre de la Convention de Stockholm (recherche d'alternatives aux pesticides organiques persistants). La Mission considère qu'il est particulièrement justifié d'inclure le renforcement en capacités pour la GIPD dans ces programmes d'investissement sectoriels, s'il concerne des nouvelles cultures ou zones d'intervention.

Une troisième voie de financement des activités en GIPD est à travers les crédits ou fonds locaux qui sont fournis par certains programmes de développement sectoriel. Ces financements peuvent être demandés par les groupes de producteurs ou associations villageoises pour des activités de développement local. Le PASAOP au Mali, le PNGT au Burkina Faso et le PSAOP au Sénégal, parmi d'autres, tous ont ce type de mécanisme

financement local. La Mission recommande que Programme étudie, dans la seconde phase, des voies et moyen pour assurer que les groupes de producteurs intéressés dans une formation GIPD, soient au courant et peuvent avoir accès à des « modules GIPD –CEP », qui pourraient être financées par un tel système de financement décentralisé.

+

Recommandation :

La Mission recommande que plusieurs possibilités de financement de la GIPD soient évaluées et testées afin d'assurer que les producteurs, après la seconde phase, auront la possibilité de faire financer des activités en GIPD, s'ils souhaiteraient.

BIBLIOGRAPHIE

- CPS (sans date)** Schéma directeur du secteur du développement rural : Actualisation 2000 – 2010 [Brochure de résumé]. Cellule de Planification et de Statistique (CPS), Ministère du Développement Rural. Bamako, Mali.
- Dankers C (2003)** IPPM and the marketing of vegetables in Senegal. September 2003. Global IPM Facility. FAO, Rome, Italy.
- DNAMR (2004)** Programme national de gestion intégrée de la production et des déprédateurs des cultures à travers les champs écoles des producteurs (C.E.P.). Version provisoire de travail – juillet 2004. Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR), Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche. Bamako, Mali.
- Fakih M, Rahardjo T, Pimbert M, Sukoto A, Wulandari D & Prasetyo T (2003)** Community Integrated Pest Management in Indonesia – Institutionalising participation and people centred approaches. IIED, IDS & READ. London, UK.
- FAO (1996)** Community based Rice IPM Programme development – A facilitator's guide. Food and Agriculture Organization of the United Nations. Manila, Philippines.
- FAO (2001)** Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs à travers les champs-écoles des producteurs pour le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal (GCP/INT/813/NET). Programme de coopération FAO/Gouvernement – Projet des Gouvernements du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal. Descriptif de projet. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Rome, Italie.
- FAO (2002)** Project progress report (1 July 2001 – 1 March 2002) Sub-regional integrated production and pest management program Burkina Faso, Mali and Senegal. Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome, Italy.
- FAO (2003a)** Project progress report (1 September 2002 – 28 February 2003) Sub-regional integrated production and pest management program Burkina Faso, Mali and Senegal. Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome, Italy.
- FAO (2003b)** Project progress report (1 March 2003 – 31 August 2003) Sub-regional integrated production and pest management program Burkina Faso, Mali and Senegal. Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome, Italy.
- FAO (2004)** Project progress report (1 September 2003 – 28 February 2004) Sub-regional integrated production and pest management program Burkina Faso, Mali and Senegal. Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome, Italy.
- Fleischer G, Jungbluth F, Waibel H & Zadoks JC (1999)** A field practitioner's guide to economic evaluation of IPM. Pesticide Policy Project Publication Series No.9, September 1999. Institut für Gartenbauökonomie, Universität Hannover & Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH.
- GERDERIE (2004)** Inventaire des politiques agricoles au Mali. Avril 2004. Groupement d'Etudes et de Réalisations pour le Développement Rural et l'Environnement (GERDERIE-GIE). Bamako, Mali.
- GIPD – Burkina Faso (2002a)** Rapport annuel d'activités (juillet 2001 – juin 2002) Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Burkina Faso. Ouagadougou, Burkina Faso
- GIPD – Burkina Faso (2002b)** Rapport technique annuel (juillet 2001 – juin 2002) Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Burkina Faso. Ouagadougou, Burkina Faso
- GIPD – Burkina Faso (2002c)** Rapport final de la formation des formateurs en gestion intégrée de la production et des déprédateurs du riz, organisée à Bagré (20 janvier – 23 mai 2002) Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Burkina Faso. Ouagadougou, Burkina Faso

- GIPD – Burkina Faso (2003a)** Rapport annuel d'activités (juillet 2002 –juin 2003) Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Burkina Faso. Ouagadougou, Burkina Faso
- GIPD – Burkina Faso (2003b)** Rapport technique annuel (juillet 2002 – juin 2003) Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Burkina Faso. Ouagadougou, Burkina Faso
- GIPD – Burkina Faso (2003c)** Rapport final de la formation de formateurs en gestion intégrée de la production et des déprédateurs (GIPD) des cultures maraîchères, Vallée du Sourou (novembre 2002 – avril 2003) Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Burkina Faso. Ouagadougou, Burkina Faso
- GIPD – Mali (2003a)** Rapport d'avancement des activités (2002) Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Mali. Bamako, Mali
- GIPD – Mali (2003b)** Rapport semestriel d'activités (septembre 2002 – février 2003). Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Mali. Bamako, Mali
- GIPD – Mali (2003c)** Rapport semestriel d'activités (mars – août 2003). Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Mali. Bamako, Mali
- GIPD – Mali (2004a)** Rapport d'activités (juillet – décembre 2003). Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Mali. Bamako, Mali
- GIPD – Mali (2004b)** Etat d'exécution des activités (juillet 2001 –juin 2004). Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Mali. Bamako, Mali
- GIPD – Mali (2004c)** Chapitre financier (*document de travail élaboré pour la Mission d'évaluation*). Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Mali. Bamako, Mali
- GIPD – Mali (2004d)** Rapport semestriel d'activités (mars –août 2004). Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Mali. Bamako, Mali
- GIPD – Sénégal (2002a)** Rapport trimestriel d'activités (janvier – mars 2002). Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Sénégal. Dakar, Sénégal
- GIPD – Sénégal (2002b)** Rapport semestriel d'activités (avril – septembre 2002). Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Sénégal. Dakar, Sénégal
- GIPD – Sénégal (2002c)** Rapport annuel technique (juillet 2001 – juin 2002). Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Sénégal. Dakar, Sénégal
- GIPD – Sénégal (2002d)** Rapport technique sur la formation des formateurs en GIPD des cultures maraîchères (8 janvier – 8 mai 2002). Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Sénégal. Dakar, Sénégal
- GIPD – Sénégal (2002e)** Rapport technique sur la formation des formateurs en GIPD du riz (10 juin – 31 octobre 2002). Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Sénégal. Dakar, Sénégal
- GIPD – Sénégal (2003a)** Rapport semestriel d'activités (avril – octobre 2003). Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Sénégal. Dakar, Sénégal

- GIPD – Sénégal (2003b)** Rapport technique sur la formation des producteurs en gestion intégrée de la production et des déprédateurs (GIPD) des cultures maraîchères à travers les champs écoles des producteurs (CEP) ; 2^{ème} année (juillet 2002 – juin 2003). Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Sénégal. Dakar, Sénégal
- GIPD – Sénégal (2004)** Rapport semestriel d'activités (septembre 2003 – février 2004). Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs. Coordination nationale du Sénégal. Dakar, Sénégal
- Groot AE (2002)** Demystifying facilitation of multi-actor learning processes. PhD thesis, Wageningen University. Wageningen, The Netherlands
- Leeuwis C, Röling N & Bruin B (1998)** Can the Farmer Field School replace the T&V system of extension in Sub-Saharan Africa? – Some answers from Zanzibar. Paper presented at the 15th International Symposium of the Association for Farming Systems Research-Extension, 29 November – 4 December, 1998 Pretoria, South Africa.
- MAHRH (2004)** Stratégie de Développement Rural à l'horizon 2015. Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques. Ouagadougou, Burkina Faso.
- MDR (2001)** Lettre de politique de développement institutionnel du secteur rural. Secrétariat Général, Ministère du Développement Rural. Bamako, Mali
- MEDEV (2002)** Lettre de Politique de Développement Rural Décentralisé (juillet 2002). Ministère de l'Economie et du Développement. [Adoptée par Décret No. 2002-604/PRES/PM/MEDEV] Ouagadougou, Burkina Faso.
- Ortiz O (ed.)** Workshop on assessing the impact of participatory research and extension methods in IPM (draft). Task force meeting, Nairobi, 15-17 March 2001. CGIAR System Wide Program on Integrated Pest Management.
- Pemsl D, Affognon H & Waibel H (2004)** Impact assessment of IPPM FFS in West Africa – A draft report of first impact assessment results (27 July 2004). University of Hanover, Germany.
- Sou S (2004)** Bilan gestion intégrée de la production et des déprédateurs (GIPD), Campagne 2003/2004. Direction du Développement de la Production Cotonnière, SOFITEX. Bobo Dioulasso, Burkina Faso.
- Sow M, Marone M, Ndiaye S & Mullié WC (2004)** Etude socio-économique de l'utilisation des pesticides au Sénégal. Rapport provisoire – juillet 2004. Fondation CERES-Locustox, Facilité Mondiale pour la Lutte Intégrée & Institut du Sahel. Dakar, Sénégal
- Stermerding P, Musch A & Diarra Y (2002)** Social dimensions of integrated production and pest management – A case study in Mali. Peoples Participation Series No. 13. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), Rome.
- Van den Berg, H (2004)** IPM farmer field schools: A synthesis of 25 impact evaluations. January 2004. Wageningen University and Research Centre & Global IPM Facility. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), Rome.

Annexes

Purpose of the evaluation

This evaluation is intended, as the project draws to a close, to assess achievements to date, including key factors that have facilitated or impeded project progress, identify actions and modifications to the project design and implementation approach which may be necessary to consolidate progress, and provide recommendations to the Governments, FAO and the donor to ensure achievement of objectives. Any further need for external assistance or possible project extension will be identified.

Scope of the evaluation

The Evaluation Mission will assess the:

- a) Relevance of the project to development priorities and needs.
- b) Clarity, and realism of the project's development and immediate objectives, including specification of targets and identification of beneficiaries and prospects for sustainability.
- c) Quality, clarity and adequacy of project design including:
 - clarity and logical consistency between, inputs, activities, outputs and progress towards achievement of objectives (quality, quantity and time-frame);
 - realism and clarity in the specification of prior obligations and prerequisites (assumptions and risks);
 - realism and clarity of external institutional relationships, and in the managerial and institutional framework for implementation and the work plan;
 - likely cost-effectiveness of the project design.
- d) Efficiency and adequacy of project implementation including: availability of funds as compared with budget for both the donor and national component; the quality and timeliness of input delivery by both FAO and the Government; managerial and work efficiency; implementation difficulties; adequacy of monitoring and reporting; the extent of national support and commitment and the quality and quantity of administrative and technical support by FAO.
- e) Project results, including a full and systematic assessment of outputs produced to date (quantity and quality as compared with workplan and progress towards achieving the immediate objectives). The Mission will especially review, the status and quality of work on:
 - curriculum development for IPM training
 - training of Trainers (TOT) courses
 - farmer Field Schools (FFS)
 - field studies to support the above
 - assistance to Member Countries in developing IPM policies and their institutionalization and implementation
 - gender aspects taken into account

- f) The prospects for sustaining the project's results by the beneficiaries and the host institutions after the termination of the project. The Mission should examine in particular:
- the case for continuation of the Sub-regional IPPM programme and possible funding sources;
 - integration of the programme with other IPM programmes (e.g. GEF sub-Regional IPPM Programme);
 - adoption of FFS approach by national extension system and by farmer organizations
- g) The cost-effectiveness of the project (based on existing prior studies, if any. The consultants are not asked to do detailed economic assessments).

Based on the above analysis the Mission will draw specific conclusions and make proposals for any necessary further action by Governments and/or FAO/donors to ensure sustainable development, including any need for additional assistance and activities of the project prior to its completion. The Mission will draw attention to any lessons of general interest.

- h) Advice and recommendations concerning formulation of a follow-up project on IPPM in the sub region.

Italie

<i>Jeudi, 29 juillet</i>	Facilité mondiale pour la Lutte Intégrée, FAO, Rome
<i>Vendredi, 30 juillet</i>	Facilité mondiale pour la Lutte Intégrée ; Programme Spéciale pour la Sécurité Alimentaire FAO, Rome
<i>Samedi, 31 juillet</i>	Voyage à Dakar, Sénégal

Sénégal

<i>Dimanche, 1^{er} août</i>	Réunion de programmation avec le coordinateur national du Programme GIPD Sénégal, l'administrateur général de la Fondation CERES-Locustox et le membre national de l'équipe de l'évaluation
<i>Lundi, 2 août</i>	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) ; Représentation de la FAO ; Ambassade du Royaume des Pays-Bas ; Rencontre avec producteurs et facilitateurs de la Fédération des Producteurs Maraîchers des Niayes (FPMN)
<i>Mardi, 3 août</i>	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) ; Programme Spéciale pour la Sécurité Alimentaire (PSSA) ; Voyage à Pout. Réseau national des facilitateurs en GIPD ; Voyage à Thiaye. Rencontre avec producteurs et facilitateurs [cultures maraîchères] ; Voyage à St Louis
<i>Mercredi, 4 août</i>	SAED ; Voyage à Ndiaye. Centre Interprofessionnel de Formation au métier de l'Agriculture (CIFA) ; Voyage à Pont Gendarme. Rencontre avec producteurs et facilitateurs [riz, cultures maraîchères] ; Voyage à Podor (Guia-4). Rencontre avec producteurs et facilitateurs [riz] ; Retour à St Louis
<i>Jeudi, 5 août</i>	Direction Régionale de Développement Rural – Région de St Louis (DRDR); ISRA – Centre régional du Fleuve ; Voyage à Thiès. Direction Régionale de Développement Rural – Région de Thiès (DRDR) ; Green Sénégal; Association Sénégalais de Promotion de l'Agriculture Biologique (ASPAB) ; Agrécol Afrique; Voyage à Dakar
<i>Vendredi, 6 août</i>	Environnement et Développement du Tiers-monde (ENDA) ; Représentation de la FAO ; Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique ; Fondation CERES-Locustox
<i>Samedi, 7 août</i>	Réunion finale entre l'équipe d'évaluation, le coordinateur national et la Fondation CERES-Locustox ; Voyage à Bamako, Mali

Mali

<i>Dimanche, 8 août</i>	Réunion de programmation avec le coordinateur national et l'expert associé du Programme GIPD Mali et le membre national de l'équipe de l'évaluation
<i>Lundi, 9 août</i>	Représentation de la FAO au Mali ; Programme Spéciale pour la Sécurité Alimentaire (PSSA) ; Ambassade du Royaume des Pays-Bas ; Réunion avec la Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR), le Programme d'Appui aux Services Agricoles et Organisations Paysannes (PASAOP), la Compagnie Malienne du Développement des Textiles (CMDT) et l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM)
<i>Mardi, 10 août</i>	Voyage à Ségou. Office du Niger (ON) ; Office Riz Segou (ORS) Voyage à Bla. Rencontre avec producteurs et facilitateurs [coton] Voyage à Niono.
<i>Mercredi, 11 août</i>	Direction de Zone ON de N'Débougou ; Rencontre avec producteurs et facilitateurs [riz] ; Direction de Zone ON de Niono ; Réseau des facilitateurs de l'ON ; Fédération des Centres <i>Faranfaso so</i> (Project Centres de Prestation des Services) ; Voyage à Ségou.
<i>Jeudi, 12 août</i>	Voyage à Baguineda. <i>Office du Périmètre Irrigué de Baguineda (OPIB)</i> ; Rencontre avec producteurs et facilitateurs [riz, cultures maraichères] Voyage à Bamako. Institut d'Economie Rurale (IER)
<i>Vendredi, 13 août</i>	Banque Mondiale ; ancien Directeur de la DNAMR ; débriefing avec Directeur Adjoint DNAMR Voyage à Kati. Rencontre avec productrices de l'Association GIPD maraîchage de Kati. Retour à Bamako. Représentation de la FAO ; CREDO (réseau d'ONG) ; Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle (DGRC)
<i>Samedi, 14 août</i>	Représentation de la FAO ; consultant programme stocks obsolètes de pesticides (PASAOP) ; Réunion finale entre l'équipe d'évaluation, le coordinateur national et l'expert associé. Voyage à Ouagadougou, Burkina Faso.

Burkina Faso

<i>Dimanche, 15 août</i>	Réunion de programmation avec le coordinateur national du Programme GIPD Burkina Faso et le membre national de l'équipe de l'évaluation
<i>Lundi, 16 août</i>	Présentation détaillée du programme GIPD; Représentation de la FAO; Direction Générale des Productions Végétales ; Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement
<i>Mardi, 17 août</i>	Secrétariat Général du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie ; Ambassade du Royaume des Pays-Bas ; Confédération Paysanne du Faso ; Maîtrise d'Ouvrage de Bagré ; Christian Relief and Development Organization (CREDO)
<i>Mercredi, 18 août</i>	Voyage à Bobo Dioulasso Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques ; Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina (UNPCB) ; Rencontre avec les agents formateurs de la région ; Société Burkinabé des Fibres Textiles (SOFITEX) ;

<i>Jeudi, 19 août</i>	Rencontre avec les producteurs du riz et les (agro-)formateurs dans la Vallée du Kou ; Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA) ; Rencontre avec les producteurs du coton à ; Retour à Ouagadougou
<i>Vendredi, 20 août</i>	Direction Générale de l'Amélioration du Cadre de Vie, Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie ; IFDC – Projet Marché des Intrants Régional (MIR) ; Rencontre avec les producteurs des cultures maraîchères et les (agro-)formateurs à Ziniaré ; Réunion de restitution avec la Direction Générale des Productions Végétales et la Représentation de la FAO
<i>Samedi, 21 août</i>	Coordinateur national, Programme GIPD Sénégal; membre national de l'équipe de l'évaluation Voyage à Rome
Rome	
<i>Dimanche, 22 août</i>	Arrivée à Rome
<i>Lundi, 23 août</i>	Facilité Mondiale pour la Lutte Intégrée
<i>Mardi, 24 août</i>	Facilité Mondiale pour la Lutte Intégrée
<i>Mercredi, 25 août</i>	Retour au Pays-Bas

Italie

Mme Manuela Allara	Facilité Mondiale pour la Lutte Intégrée, Division de la Production et la Protection des Végétaux, FAO. Rome
Kevin D. Gallagher	Fonctionnaire Principale pour le Développement du Programme, Programme Spéciale pour la Sécurité Alimentaire, FAO. Rome
Peter Kenmore	Chef, Facilité Mondiale pour la Lutte Intégrée, Division de la Production et la Protection des Végétaux, FAO. Rome
William Settle	Fonctionnaire Biodiversité et Ecosystèmes, Division de la Production et la Protection des Végétaux, FAO. Rome
Mme Patrizia Senerchia	Assistante de gestion, Facilité Mondiale pour la Lutte Intégrée, Division de la Production et la Protection des Végétaux, FAO. Rome
Harry van der Wulp	Facilité Mondiale pour la Lutte Intégrée, Division de la Production et la Protection des Végétaux, FAO. Rome

Sénégal

Seydou Bâ	Secrétaire chargé de la formation et de l'information, Réseau National des Formateurs GIPD du Sénégal
Emile Coly	Responsable de l'Unité de Valorisation de la Recherche, Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA). Dakar
Barka Dieng	Coordinateur National, Programme Sous-régional de Formation Participative en Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs (GIPD), FAO. Dakar
Amadou Diakhaté	Point focal – Niayes, Programme GIPD-Sénégal & Secrétaire chargé de l'organisation, Réseau National des Formateurs GIPD du Sénégal
Souleymane Diallo	Malherbologist, Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) – Centre de Recherche du Fleuve. Saint Louis
Ibrahima Diop	Chef, Division de la Production Végétale, Direction Régionale de Développement Rural (DRDR). Saint-Louis
Mme Fatou Diouf	Administratrice, Représentation de la FAO. Dakar
Taïb Diouf	Directeur Scientifique. Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA). Dakar
Alioune Fall	Directeur. Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) – Centre de Recherche du Fleuve. Saint Louis
Ayobe Faye	Président, Réseau National des Formateurs GIPD du Sénégal
Mohamed Hama Garba	Chargé de programme, ENDA (Environnement et Développement du Tiers-monde). Dakar
Cheikh Christophe Gueye	Coordinateur national, Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire, FAO. Dakar
Djibril Mbaye	Administrateur Général, Fondation CERES-Locustox. Dakar
Amadou Mbodj	Responsable formation, SAED. Saint-Louis
Seyni Ndaw	Directeur, Division du Développement Agricole et Rural, SAED. Saint-Louis

Waly A. Ndiaye Ibou Sané	Chargé de programme, Représentation de la FAO. Dakar Direction de la Protection des Végétaux, Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique. Dakar
Fodé Sarr	Directeur, Direction Régionale de Développement Rural (DRDR). Saint-Louis
Malick Sarr El-Hadj Sène	Directeur Général Adjoint, SAED. Saint-Louis Centre Interprofessionnel de Formation au métier de l'Agriculture (CIFA), Saint-Louis
Emmanuel Sène	Directeur Technique, Agence National de Conseil Agricole et Rural (ANCAR)
Mme Anta Seck	Secrétaire Générale Adjointe, Réseau National des Formateurs GIPD du Sénégal
Mme Voré Gana Seck	Directrice, Green Sénégal (Groupe de Recherche et d'Etudes Environnementales. Dakar
Edouard Tapsoba Franke Toornstra	Représentant de la FAO. Dakar Premier Secrétaire, Ambassade du Royaume des Pays-Bas. Dakar
Oumar Top	Secrétaire Général & Directeur du Cabinet, Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique. Dakar
Mouhamadou Touré	Division Méthodes et Outils de Conseil Agricole, SAED. Saint-Louis
***	<i>Tous les facilitateurs-techniciens, facilitateurs-producteurs et producteurs à Sangalkam, Pout, Thiaye, Pont-Gendarme et Podor (Guia-4)</i>

Mali

Mourou Aya	Compagnie Malienne du Développement des Textiles. Bamako
Boubacar B. Bâ	Directeur National Adjoint, Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR), Ministère du Développement Rural. Bamako
Ousmane Bamba	Chef Division Conseil Rural et Vulgarisation. Office du Périmètre Irrigué de Baguineda (OPIB). Baguineda
Cheikh B. Bathily	Chargé de Programme. Représentation de la FAO au Mali. Bamako
Mme Boré Fatoumata Traoré	Spécialiste femmes et développement, Office du Niger. Ségou
Abdoulaye Camara Bouréma Cissé	Biométricien, Institut d'Economie Rurale. Bamako Chef de la Division de Vulgarisation, Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR), Ministère du Développement Rural. Bamako
M. Coulibaly	Directeur de Zone de N'Débougou, Office du Niger. N'Débougou
Seydou Coulibaly Sidi Moctar Coulibaly Souleymane Coulibaly	Directeur Général Adjoint, Office Riz Ségou. Ségou Zone de N'Débougou, Office du Niger. N'Débougou Coordinateur National, Programme Sous-régional de Formation Participative en Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs (GIPD), FAO. Bamako

Agadiou Dama	Spécialiste des Services Agricoles, Développement Rural 2, Région Afrique (AFTR2), Banque Mondiale. Bamako
Aboubacar Diarra	Directeur Général (p.i.), Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle, Ministère du Développement Rural. Bamako
Thibou Fayenké	Coordinateur national, Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire, FAO. Bamako
Mamadou Kalouga	Directeur Technique, Office du Niger. Ségou
Biarama Keita	Coordinateur Adjoint, Programme d'Appui aux Services Agricoles et Organisations Paysannes. Bamako
Boubacar Keita	Administrateur, Représentation de la FAO au Mali. Bamako
Issoufou Keita	Président Directeur Général, Office du Niger. Ségou
Aly Kouriba	Directeur de Recherche. Institut d'Economie Rurale. Bamako
Mme Kouriba Djeneba Diarra	Chef du Service Conseil Rural, Zone de N'Débougou, Office du Niger. N'Débougou
Souleymane Ndiaye	Responsable, Unité de coordination, CREDO. Bamako
Mme Mariam Mahamat Nour	Représentante de la FAO au Mali. Bamako
Boubacar Ouedraogo	Zone de N'Débougou, Office du Niger. N'Débougou
Rousma Ag Oumar	Chef, Division Vulgarisation, Office Riz Ségou. Ségou
Mme Susan van 't Riet	Expert Associé, Programme Sous-régional de Formation Participative en Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs (GIPD), FAO. Bamako
Bakary Sanogo	Responsable formation, CEFOR, Institut d'Economie Rurale. Bamako
Salikou Sanogo	Directeur Général, Office du Périmètre Irrigué de Baguineda (OPIB). Baguineda
Abdrmane Sidibé	Chef, Division Législation et Contrôle Phytosanitaire, Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle, Ministère du Développement Rural. Bamako
Adama Sidibé	Consultant, FAO (ancien Directeur de la DNAMR). Bamako
Fousseyni Traoré	Conseiller Technique, Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM). Bamako
Jaap van der Velden	Premier Secrétaire, Ambassade du Royaume des Pays-Bas. Bamako
***	<i>Tous les facilitateurs-techniciens, facilitateurs-producteurs et producteurs à Bla, N'Débougou, Niono, Baguineda et Kati</i>

Burkina Faso

Seydou Barro	Facilitateur, Programme Régional GIPD, Vallée du Kou
Mme Marie-Madelaine Bationo	Facilitateur, Programme Régional GIPD, Sonsogana
Pierre A. Belem	Facilitateur, Programme Régional GIPD, Vallée du Kou
Amidou Boro	Maîtrise d'Ouvrage de Bagré, Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques. Ouagadougou
Mamadou Coulibaly	Directeur, Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement, Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques. Ouagadougou

Remy A. Dabiré	Chef, Centre CRREA-Ouest, Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA). Farokoba, Bobo Dioulasso
Déhou Dakuo	Directeur Adjoint, Direction du Développement de la Production Cotonnière, Société Burkinabé des Fibres Textiles (SOFITEX). Bobo Dioulasso
Youssouf Dembelé	Expert en Irrigation/Gestion de l'Eau, Programme Riz, Centre CRREA-Ouest, Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA). Farokoba, Bobo Dioulasso
Athanase Diarra	Ingénieur Agronome, Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina. Bobo Dioulasso
Remy K. Dioma Boké Drabo	Facilitateur, Programme Régional GIPD, Vallée du Kou Directeur Général, Maîtrise d'Ouvrage de Bagré, Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques. Ouagadougou
Boubacar Drabo	Secrétaire Général, Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie. Ouagadougou
Louis Doumounia Drissa Héma	Facilitateur, Programme Régional GIPD, Vallée du Kou Sélectionneur, Programme Riz, Centre CRREA-Ouest, Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA). Farokoba, Bobo Dioulasso
Alain Kaboré	Directeur Général, Direction Générale des Productions Végétales, Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques. Ouagadougou
Ibrahima Kaboré	Secrétaire Général, Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques. Ouagadougou
Aly Kabré	Directeur Administratif et Financier, Maîtrise d'Ouvrage de Bagré, Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques. Ouagadougou
Dieudonné Kafando	Responsable Sécurité Alimentaire, Christian Relief and Development Organization (CREDO), Ouagadougou
Mme Alice Karenga	Gestionnaire, Programme Régional GIPD, FAO. Ouagadougou
Daouda Kontongomde	Chargé de Programme, Représentation de la FAO. Ouagadougou
Mme Marie-Noël Koyara Souleymane Nacro	Représentant de la FAO au Burkina Faso. Ouagadougou Coordinateur National, Programme Régional GIPD, FAO. Ouagadougou
Abdoul Karim Nadié Mme Sylvie Nakoulma	Facilitateur, Programme Régional GIPD, Bobo Dioulasso Maîtrise d'Ouvrage de Bagré, Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques. Ouagadougou
Eloi Jean Prosper Nombé	Responsable à l'Organisation, Confédération Paysanne du Faso (CPF). Ouagadougou
Leendert Noort	Premier Secrétaire, Conseiller en Développement Rural, Ambassade du Royaume des Pays-Bas. Ouagadougou
Allasane Ouattara	Directeur Régional, Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques – Hauts-Bassins, Bobo-Dioulasso
Bernard O. Ouattara	Facilitateur, Programme Régional GIPD, Vallée du Kou

Ibrahima Ouedraogo	Phytopathologiste, Programme Riz, Centre CRREA-Ouest, Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA). Farokoba, Bobo Dioulasso
Issaka Ouedraogo	Facilitateur, Programme Régional GIPD, Bobo Dioulasso
Moustapha Ouedraogo	Coordinateur Centre-Est, Programme Régional GIPD, Ouagadougou
Zephirin Athanase Ouedraogo	Directeur Technique, Direction Générale de l'Amélioration du Cadre de Vie, Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie. Ouagadougou
Sylvain Roy	Représentant, Division Afrique au Burkina Faso, IFDC. Ouagadougou
Noufou Sankara	Etudiant, Programme Régional GIPD, Vallée du Kou
Seydou Sanon	Facilitateur, Programme Régional GIPD, Bobo Dioulasso
Diakaria Sanou	Facilitateur, Programme Régional GIPD, Dingasso
Alassoun Sori	Directeur des Etudes et Travaux, Maîtrise d'Ouvrage de Bagré, Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques. Ouagadougou
Sibiri Sou	Responsable Section Phytosanitaire, Direction du Développement de la Production Cotonnière, Société Burkinabé des Fibres Textiles (SOFITEX). Bobo Dioulasso
Bouma Thio	Nématologiste, Programme Riz, Centre CRREA-Ouest, Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA). Farokoba, Bobo Dioulasso
Mme Traoré B. Bernadette	Facilitateur, Programme Régional GIPD, Vallée du Kou
Mme Traoré Kantiono Madeleine	Facilitateur, Programme Régional GIPD, Vallée du Kou
François Traoré	Président, Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina. Bobo Dioulasso
San Traoré	Administrateur, Représentation de la FAO. Ouagadougou
Raphaël Vogelsperger	Agricultural Inputs Marketing Expert, Division Afrique au Burkina Faso, IFDC. Ouagadougou
Samuel Yeye	Directeur Général, Direction Générale de l'Amélioration du Cadre de Vie, Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie. Ouagadougou
François Zida	Stagiaire, Programme Régional GIPD, Vallée du Kou
Alfred Zongo	Coordinateur Régional Hauts-Bassins, Programme Régional GIPD, Bobo Dioulasso
***	<i>Tous les facilitateurs-techniciens, facilitateurs-producteurs et producteurs à Vallée du Kou, Banzon, Naponé et Zigniaré</i>

Annexe 4

Résultats du programme GIPD atteints à la fin juillet 2004 par rapport à ceux attendus dans le document de projet

Objectifs	Résultats attendus (document de projet)	Résultats réels	Remarques
1. Développer une capacité sous-régionale en GIP	1.1 A la fin projet, 358 experts burkinabé, malien et sénégalais sont formés ainsi que des dizaines des chercheurs	248 techniciens facilitateurs ont été formés (dont 155 sont actifs) ainsi que 240 producteurs facilitateurs (dont 123 sont actifs), à la fin juillet 2004. En plus, 232 producteurs facilitateurs étaient encore en formation	objectif atteint/dépassé
	1.2 Au bout de 3 ans, 24150 petits producteurs, particulièrement des femmes, de la sous-région sont formés	14875 producteurs, dont des 35% femmes ont été formés, à la fin juillet 2004.	objectifs original n'était pas réaliste
2. Sensibilisation des opinions publiques nationales, des décideurs politiques et des partenaires au développement	2.1.1 Au moins une journée 'portes ouvertes' par culture a été organisée à la fin du projet dans chacun des 3 pays avec participation des plusieurs partenaires au développement. Ces derniers se sont engagés à soutenir un programme plus vaste	Au minimum, 9 journées portes ouvertes (nationales ou régionales) ont été organisées pour les cultures maraîchères ; 7 pour la riziculture ; et 2 pour le coton	objectif dépassé
	2.1.2 Mobilisation des décideurs politiques à travers un débat national sur les politiques agricoles (subvention des pesticides, revue des approches alternatives à la protection des cultures, etc.)	Débats nationaux n'ont pas été organisés en tant que tels. Cependant, Mali développe actuellement un Plan national pour la GIPD ; Sénégal a effectué une étude socio-économique sur l'utilisation des pesticides, pour laquelle un atelier national est prévu avant fin 2004	objectif partiellement atteint
	2.1.3 Les journées portes ouvertes et ateliers nationaux ont été couverts par au moins 1 quotidien gouvernemental, un quotidien privé et une publication en langues nationales	Détails sur le nombre d'émissions télévision et radio sont incomplets. Toutefois, la plupart des ateliers/journées portes ouvertes semblent avoir été couverte.	objectif atteint
	2.2 Un documentaire traduit dans 2 langues nationales a été diffusé à la radio et à la télévision nationale de chacun des 3 pays	Documentaire en préparation au Mali et ...	objectif partiellement atteint
3. Favoriser l'échange d'expériences entre les 3 pays de la sous-région	3.1.1 La formation de formateurs (FdF) sur les cultures maraîchères a été organisée au Sénégal	5 FdF organisés en cultures maraîchères	objectif dépassé
	3.1.2 La formation des formateurs sur le riz a été organisée au Burkina Faso en première année du projet	2 FdF organisés en riziculture	objectif dépassé
	3.1.3 La formation des formateurs sur le cotonnier a été organisée au Mali	1 FdF sous-régional organisé au Mali	objectif atteint
	3.2.1 En première année du projet, l'atelier sous-régional a été organisé au Burkina Faso	Ateliers sous-régionaux organisés au Burkina Faso et au Sénégal	objectif atteint
	3.2.2 En deuxième année du projet, le Mali a organisé l'atelier sous-régional	Atelier sous-régional organisé au Sénégal	objectif atteint
	3.2.3 Le dernier atelier sous-régional du projet a été organisé en troisième année du projet par le Sénégal	Atelier sous-régional organisé au Sénégal	objectif atteint

Annexe 5 La différence entre l'approche de formation sur plan fixe et celle ciblant le processus d'apprentissage

Sujet	Formation par plan fixe	Formation ciblant le processus d'apprentissage
Point de départ	La diversité de la nature et ses valeurs potentielles commerciales	La diversité de la valeur de la nature ainsi que celle de la population
Mots clés	Planification stratégique et développement	Participation et définition locale de bien être et renforcement des capacités
Lieu de prise de décision	Centralisé ; les idées sont originaires du capital	Décentralisé ; les idées sont originaires des villages et municipalités
Premières étapes	Collection des données et planification	Sensibilisation et action
Plan	Statique ; fait par experts	Evolutif ; contrôle de la population sur le développement des technologies et systèmes
Ressources principales	Fonds centraux et techniciens	Populations locales et leurs actifs
Méthodes, règles	Standardisés ; universaux ; paquets fixes	Divers ; locaux ; choix varié
Cible de gestion	Performance du marché	Amélioration et performance durable en ce qui concerne alimentation, santé, revenus et autres indicateurs
Communication	Verticale	Horizontale : apprentissage mutuelle et partage d'expériences
Relations	Inciter, contrôler : populations sont les bénéficiaires	Faciliter, appuyer, renforcer capacités : populations sont considérées comme les acteurs

Source: Données modifiée d'après Fakih *et al.* (2003)

Annexe 6 Développement des capacités techniques en GIPD

Activités de formation des formateurs, ainsi que leur recyclage, organisées par le programme régionale en GIPD entre juillet 2001 et juin 2004.

Burkina Faso

Période	Lieu	Type de formation	Culture	Nombre de personnes ¹					
				Riz		Cult. maraîchères		Coton	
				F	PF	F	PF	F	PF
Agents déjà formés en GIPD-CEP avant le programme régional									
1996 – 2001	Divers			24		3			
Agents formés en GIPD-CEP pendant le programme régional									
10 octobre 2001 – 20 février 2002	[Mali]	Formation des formateurs	cult. maraîchères			7			
décembre 2001	Bobo Dioulasso	Recyclage	riz	[11] ²					
20 janvier – 25 mai 2002	Bagré	Formation des formateurs	riz	23					
8 janvier – 8 mai 2002	[Sénégal]	Formation des formateurs	cult. maraîchères			3			
23 – 28 septembre 2002		Recyclage	cult. maraîchères			[10]			
13 juin – 1 novembre 2002	[Mali]	Formation des formateurs	coton					4	
4 novembre 2002 – 10 avril 2003	Vallée du Sourou	Formation des formateurs	cult. maraîchères			26			
		Stages producteurs-formateurs	riz		(144) ³				
Total formé/recyclé en 2001 – 2004				34	(144)	36		4	
Total actif en juillet 2004				20		31		4	
<i>% des formés qui sont toujours disponibles pour la GIPD-CEP</i>				<i>59%</i>		<i>86%</i>		<i>100%</i>	

¹ F = facilitateur, PF = producteur-facilitateur; ² [...] participants en recyclage uniquement; ³ (...) agents toujours en formation en juillet 2004.

Source: Rapports d'avancement et rapports de formation du programme.

Mali

Période	Lieu	Type de formation	Culture	Nombre de personnes ¹					
				Riz		Cult. maraîchères		Coton	
				F	PF	F	PF	F	PF
Agents déjà formés en GIPD-CEP avant le programme régional									
1997 – 2000	Divers			19	46	3			
Agents formés en GIPD-CEP pendant le programme régional									
10 octobre 2001 – 20 février 2002	Baguineda	Formation des formateurs	cult. maraîchères			21			
8 janvier – 8 mai 2002	[Sénégal]	Formation des formateurs	cult. maraîchères			3			
13 juin – 1 novembre 2002	Sikasso	Formation des formateurs	coton					20	
octobre 2002 – février 2003	Baguineda	Formation des formateurs	cult. maraîchères			17			
1 – 9 avril 2003		Recyclage	toutes			[80] ²			
28 – 30 avril & 5 – 7 mai 2004		Recyclage	toutes			[55]			
diverses		Stages producteurs-formateurs	toutes		105		12	16	
juin – août 2004		Stages producteurs-formateurs	toutes		(21) ³		(5)	(15)	
Total formé entre 1997 – 2004				19	151 +(21)	44	12 +(5)	20	16 +(15)
Total actif en juillet 2004				12	62	23	0	11	16
<i>% des formés qui sont toujours disponibles pour la GIPD-CEP</i>				<i>68%</i>	<i>41%</i>	<i>59%</i>	<i>0%</i>	<i>55%</i>	<i>100%</i>

¹ F = facilitateur, PF = producteur-facilitateur; ² [...] participants en recyclage uniquement; ³ (...) agents toujours en formation en juillet 2004.

Source: Rapports d'avancement et rapports de formation du programme

Sénégal

Période	Lieu	Type de formation	Culture	Nombre de personnes ¹					
				Riz		Cult. maraîchères		Coton	
				F	PF	F	PF	F	PF
Agents déjà formés en GIPD-CEP avant le programme régional									
2000 – 2001			cult. maraîchères			25			
Agents formés en GIPD-CEP pendant le programme régional									
8 janvier – 7 mai 2002	Pout	Formation des formateurs	cult. maraîchères			21			
		Stages producteurs-formateurs					16		
13 juin – 1 novembre 2002	[Mali]	Formation des formateurs	coton						5
10 juin – 31 octobre 2002	Ndiaye	Formation des formateurs	riz	15					
25 novembre 2002 – 24 avril 2003	Pout	Formation des formateurs	cult. maraîchères			25			
		Stages producteurs-formateurs (démarrés avec 60 participants)	riz & cult. maraîchères		10		35		
24 – 25 juin 2003	Pout	Recyclage	toutes				[60]		
29 juin – 3 juillet 2003	Ndiaye	Recyclage	riz	[12]					
		Stages producteurs-formateurs	cult. maraîchères				(50) ³		
15 septembre – 3 octobre 2003		Recyclage	cult. maraîchères			[12]	[44]		
Total formé entre 1997 – 2004				15	10	71	51 +(50)	5	
Total actif en février 2004				10	0	42	45	2	
<i>% des formés qui sont toujours disponibles pour la GIPD-CEP</i>				<i>67%</i>	<i>0%</i>	<i>60%</i>	<i>88%</i>	<i>40%</i>	

¹ F = facilitateur, PF = producteur-facilitateur; ² [...] participants en recyclage uniquement; ³ (...) agents toujours en formation en juillet 2004.

Source: Rapports d'avancement et rapports de formation du programme

Annexe 7 Capacité technique active en GIPD-CEP chez les différents partenaires du programme

Nombre de techniciens-facilitateurs et producteurs-facilitateurs qui étaient actifs chez les différents partenaires du programme GIPD en janvier 2004, ainsi que les activités de formation en GIPD-CEP effectuées dans la saison 2003/2004⁸

A : Mali

Région/ partenaire	Nombre de facilitateurs						Nombre de CEP organisés et producteurs formés					
	techniciens			producteurs			riz		cult. maraich.		coton	
	R ¹	CM	C	R	CM	C	CEP	prod.	CEP	prod.	CEP	prod.
Koulikoro												
OPIB/Baguineda	4	1		2			9	65 (7) ²	9	108 (12)		
OHVN		1	1						4	80 (20)	3	58 (19)
DRAMR		3							9	176 (20)		
Sikasso												
ODRS/Sélingué	2	1		4			6	49 (8)	2	40 (20)		
DRAMR		5							12	362 (30)		
CMDT			3									
APCAM/SYCOV		1	7			16			3	51 (17)	3	66 (22)
Segou												
Office de Niger	5	5		56			47	459 (10)	13	344 (26)		
ORS		1							2	42 (21)		
DRAMR		1							3	61 (20)		
Mopti												
ORM (PPIV)		1					2	25 (13)	4	81 (20)		
DRAMR	1	2							4	72 (18)		
PSSA												
Bamako												
DRAMR		1							2	34 (17)		
DRAMR general	2	1										
Total Active³	12	23	11	62		16	64	598 (9)	67	1451 (22)	6	124 (21)
¹ R = riz, CM = cultures maraichères, C = coton ² Entre parenthèses : nombre moyen de producteurs par CEP ³ Durant la période juin – août 2004, 41 producteurs facilitateurs supplémentaires faisaient leur stage : 21 dans le riz (ON), 15 dans le coton (APCAM) et 5 dans les cultures maraichères (OHVN) <i>Source : rapports d'avancement de janvier et août 2004.</i>												

⁸ Notez que le nombre de FFS et producteurs formés dans cet annexe ne correspondent pas exactement aux chiffres présentés en tableau 5.1 du rapport principal, due aux différences dans les périodes concernées

B : Burkina Faso

Région/ partenaire	Nombre de facilitateurs						Nombre de CEP organisés et producteurs formés					
	techniciens			producteurs			riz		cult. maraîch.		coton	
	R ¹	CM	C	R	CM	C	CEP	prod.	CEP	prod.	CEP	prod.
Hauts Bassins (Vallée du Kou)												
DRAHRH (PF) ²	5	5		40			28	447 (16) ³				
URCABO		1							12	188 (16)		
SOFITEX			3								3	45 (15)
Central Plateau												
DRAHRN (PF)		3							7	160 (23)		
ODE		1							2	41 (21)		
Gr. Tanlili		1							2	22 (11)		
Gén. Montantes		1							2	36 (18)		
Fixation de jeunes		1							3	54 (18)		
Centre Nord												
DRAHRH	1	3		6			4	76 (19)	7	109 (16)		
SCOBAM		1								28 (14)		
Nord												
DRAHRH		1							2	36 (18)		
Centre Ouest												
DRAHRH		3							4	72 (18)		
CREDO		2							4	81 (20)		
ODE	1			4			1	16 (16)				
SOFITEX			1								1	15 (15)
Cascades												
DRAHRH (PF)	4			10			11	175 (16)				
Group. de Douna		1							1	32 (32)		
Boucle Mouhoun												
AMVS	1			4			3	41 (14)				
GRAMAD		1							1	46 (46)		
140ha		1							1	19 (19)		
SOGCAM		1							1	39 (39)		
Group de Tani		1							1	19 (19)		
Group de Di		1							1	21 (21)		
Est												
DRAHRH	1			4			1	20 (20)				
Coop de Dakiri	1			4			3	91 (30)				
Projet appui OP		1							2	20 (10)		
Coop Kompienga		1							2	37 (19)		
Centre Est												
DRAHRH	1			2			1	?				
MOB	5			54			24	294 (12)				
Total Active	20	31	4	128			76	1160 (15)	57	1062 (19)	4	60 (15)
¹ R = riz, CM = cultures maraîchères, C = coton ² Parmi ces formateurs est le point focal (PF) ³ Entre parenthèses : nombre moyen de producteurs par CEP Source : rapport d'avancement janvier 2004 et données supplémentaires de la coordination nationale.												

C : Sénégal

Région/ partenaire	Nombre de facilitateurs						Nombre de CEP organisés et producteurs formés					
	techniciens			producteurs			riz		cult. maraîch.		coton	
	R ¹	CM	C	R	CM	C	CEP	prod.	CEP	prod.	CEP	prod.
Saint Louis							16	270 (17)				
SAED (PF) ²	2	4							8	179 (22)		
Enda Pronat		2							2	56 (28)		
CIRIZ	1								1	20 (20)		
UJAK	1											
FEPRODES	1											
ANCAR	1	1							2	33 (16)		
Green Sénégal		1							2	45 (23)		
DRDR		5							10	204 (21)		
GEF									3	59 (20)		
ASSESCAW	1											
ADENA	1											
CNCFPD		2							4	100 (25)		
Gie femmes RAO					4				2	52 (26)		
Matam												
SAED (PF)	1	2					1	15 (15)	2	?		
Tambacounda												
SAED/BAKEL (PF)	1	2							3	68 (23)		
Sodefitex			1									
Kolda												
Pan Africa			1									
Dakar												
DRDR		2							4	101 (25)		
ANCAR		2							4	101 (25)		
FPMN		3			17				13	241 (19)		
DPV		2							2	43 (22)		
CNIH		1							2	43 (22)		
CERES/Locustox		1							1	22 (22)		
Gie/MTL		2							2	50 (25)		
DH (PF)		1										
Thies												
DRDR		2							4	65 (16)		
Green Sénégal		1							2	50 (25)		
FPMN		2			24				14	302 (22)		
Fatick												
« Sans structure »		1							2	50 (25)		
Louga												
APECS		1							2	50 (25)		
EGED		1							2	20 (10)		
AUMN		1							2	?		
DRDR		1										
Total	10	42	2		45		17	285 (17)	92	1954 (21)		

¹ R = riz, CM = cultures maraîchères, C = coton

² Parmi ces formateurs est le point focal (PF)

³ Entre parenthèses : nombre moyen de producteurs par CEP

⁴ Pendant cette période, aucun CEP riz n'a été; les chiffres réfèrent à la saison passée

Source : Rapport d'avancement janvier 2004

L'approche GIPD : La Gestion Intégrée des Plantes et des Déprédateurs

La GIPD est une approche qui prend en compte au mieux les attentes des producteurs et les met au centre des décisions pour un auto-développement. Depuis 1995, la FAO à travers la Facilité Mondiale pour la Lutte Intégrée, aide à l'introduction et à l'adaptation de cette approche pour le coton, le riz et le maraîchage dans plusieurs pays africains.

La GIPD a pour objectifs :

- l'utilisation rationnelle et judicieuse des pesticides ;
- l'acquisition de connaissances et pratiques indispensables à la surveillance et à la lutte contre les déprédateurs par les producteurs ;
- une plus grande responsabilisation des producteurs pour les prises de décisions dans leurs champs ;
- une meilleure productivité à moindre coût tout en préservant l'environnement.

La Gestion Intégrée des Déprédateurs (GID), initialement développée en Asie, a été récemment appliquée en Afrique en prenant en compte la production d'où la GIPD. Elle est aussi utilisée dans la gestion des problèmes communautaires.

1.1. Les principes

Quatre (04) principes de base sous-tendent la GIPD :

- *Produire une culture saine*

Ce principe met l'accent sur la gestion agronomique de la culture :

- variété performante ;
- semence de bonne qualité ;
- bonne préparation du sol ;
- utilisation judicieuse des engrais minéraux et organiques ;
- bonne gestion des adventices et de l'eau.

- *Préserver les ennemis naturels*

Cela implique une utilisation rationnelle, sélective et judicieuse des pesticides agrochimiques. Pour y arriver, le producteur doit être capable d'analyser le fonctionnement de l'écosystème de la culture et d'en identifier les interactions entre les différentes composantes.

- *Faire une observation hebdomadaire*

Il s'agit d'établir un diagnostic complet et parfait au moins une fois par semaine et de prendre une décision sur la gestion de la culture.

- *Rendre expert le producteur dans son champ*

Il s'agit de former le producteur pour qu'il soit autonome et gérer lui-même son patrimoine ; En ce moment l'encadrement aura un rôle de conseiller agricole.

1.2. La méthodologie

La GIPD est une approche méthodologique basée sur la formation participative à travers les Champs Ecoles des Producteurs (CEP) ; Le CEP étant un champ qui offre aux producteurs l'opportunité d'apprendre en pratiquant, en étant impliqués dans l'expérimentation, la discussion et la prise de décision. La GIPD vise donc le renforcement des capacités des producteurs pour les prises de

décisions par rapport à la gestion de leurs champs. La technique utilisée est celle de l'éducation non formelle.

Les étapes

Les activités menées dans une formation GIPD sont les suivantes :

- sensibilisation et information des différents partenaires impliqués dans le programme ;
- choix des villages ;
- enquête de base pour diagnostiquer les problèmes rencontrés dans le village et les traduire en programme de formation ;
- recensement des adhérents ;
- organisation des CEP : constitution des groupes (mixte ou mono spécifique), nombre de participants (20 à 25), site du CEP (lieu de l'enquête) et durée du CEP (cycle de la culture).

L'animation des CEP se fait à travers les activités et les études suivantes :

- Les études de gestion de la culture
- Les études de compensation
- Les études de densité
- Le zoo à insectes
- Les sujets spéciaux
- Les dynamiques de groupe

Source : Coton FFS report 2003/2004, Burkina Faso

Les études de gestion de la culture

Elles permettent de comparer deux modes de gestion de la culture à savoir d'une part la production et d'autre part les déprédateurs. Les objectifs visés sont :

- Comparer le développement de la culture, les populations de ravageurs, d'ennemis naturels et l'incidence des maladies entre la pratique GIPD et la pratique paysanne (PP).
- Comparer les bénéfices économiques des deux méthodes de gestion pratique.
- Proposer une méthode de gestion pratique utilisable pour les producteurs.

Les tests ont été conduits en un dispositif en blocs simples non randomisés sur une superficie de 5 000 m² soit ¼ d'hectare par méthode.

L'itinéraire technique recommandé a été appliqué (semis, démariage, fumure organique et/ou minérale, buttage). Dans les parcelles GIPD, les décisions de traiter ont été prises à partir des analyses de l'agro-écosystème (AAES). Pour les parcelles PP, les traitements insecticides ont été effectués selon le programme calendaire tous les 14 jours.

Observations et analyse de l'agro-écosystème (AAES)

Les observations sont réalisées tous les 7 jours dans chaque parcelle et portent sur deux grandes parties :

A. Les données agronomiques

Les informations sont collectées lors de chaque AAES sur 10 plants choisis au hasard dans chaque parcelle. Ces plants sont matérialisés pour le reste du cycle de développement des cultures. Les informations portent sur :

- la hauteur des plants
- le nombre de branches végétatives
- le nombre de branches fructifères
- le nombre de boutons floraux et fleurs
- le nombre de capsules saines
- le nombre de capsules attaquées
- l'humidité du sol
- le niveau d'enherbement.

B. Les données biologiques

La collecte de ces données se fait sur 30 plants choisis au hasard suivant la diagonale. Pour chaque plant, il est déterminé :

- les populations d'insectes ravageurs
- les populations d'insectes neutres
- les populations d'ennemis naturels.

Les sujets spéciaux

En vue d'amener les producteurs à comprendre certains phénomènes relatifs aux cultures, des thèmes techniques sont traités afin de susciter leur réaction et de mettre à leur disposition des informations utiles pour soutenir leurs connaissances théoriques.

Maraîchage

- Vaisseaux et racines
 - Capacité de rétention des sols
 - Taux de matière organique
 - Neem : technique de préparation
 - Application de pesticide
 - Biobit
 - Test d'efficacité des pesticides
 - Ecosystème
 - Maladies de cultures maraîchères
 - Compostage
 - Test de germination
 - Pièges `trappe
 - Engrais minéraux (importance)
 - Nématologie et gestion intégrée des nématodes phytoparasites
 - Pesticides et environnement : gestion des risques liés à l'utilisation des pesticides
 - Lutte intégrée contre les termites ravageurs
 - Production et protection intégrée
 - Education non formelle des adultes
-

Riz

- Entomologie (différents types de ravageurs)
 - Introduction à la notion d'écosystème
 - Malherbologie (gestion des adventices)
 - Le compostage
 - Les composantes du rendement
 - Les relations trophiques
 - Conduite d'une pépinière de riz
 - Techniques de repiquage
 - Facteurs affectant le tallage
 - Fertilisation de la plante de riz
 - Carences nutritionnelles du riz
 - Introduction à la notion de zoo des insectes
 - Pesticides, santé et environnement
 - Caractéristiques des insectes
 - Définition et principes de l'éducation non formelle
 - Entomologie (techniques d'élevage d'insectes)
 - Agronomie : connaissance du riz/ maladies du riz/sélection variétale (visite de terrain)
 - Mécanisation : travail du sol
 - Pédologie : la gestion du sol
 - Malherbologie : gestion des herbicides (technique de calibrage des appareils de traitement)
 - Nématologie et gestion intégrée de nématodes phytoparasites
-

Coton

- l'approche GIPD
 - la physiologie du cotonnier
 - la fertilisation du cotonnier
 - la gestion des adventices
 - l'incidence des ravageurs sur la qualité du coton graine
 - les effets des pesticides sur les ennemis naturels
 - les principaux insecticides utilisés en culture cotonnière
 - la préparation et l'utilisation de certains bio-pesticides
 - les techniques de récolte du coton graine
-

Le zoo à insectes

Le cotonnier étant une plante très convoitée par les insectes, tous n'ont pas les mêmes fonctions. Pour cela, le zoo à insectes ou parc à insectes permet aux producteurs :

- de connaître l'insecte et de comprendre sa fonction (degré d'attaque, taux de prédation) ;
- de connaître son cycle biologique c'est à dire les différentes phases de sa vie et la durée de chaque stade de développement ;
- de maîtriser la technique de collecte et de conservation des insectes.

Pour l'étude de fonction, les insectes rencontrés (connus ou inconnus des producteurs) sont conservés dans un pot recouvert d'une toile moustiquaire en présence d'un support végétal (feuilles, boutons floraux, fleurs, capsules), de coton hydrophile humidifié. Pour l'étude du cycle biologique, les œufs, larves ou chrysalides des insectes sont conservés dans les mêmes dispositifs en présence d'un support alimentaire végétal ou d'eau sucrée à 5%.

La dynamique de groupe

C'est une activité pédagogique qui permet de :

- développer l'entraide au sein du groupe ;
- créer la cohésion entre les producteurs ;
- créer la confiance entre les participants ;
- développer l'ouverture d'esprit au sein du groupe.

Brises-glaces

Lors de l'animation des CEP, il y a plusieurs exercices et brise-glaces. Entre autres :

- la maladie du roi de la forêt : lion, hyène, lièvre ;
- les trois fumeurs : recherche de compétences extérieures ;
- le transport et la traversée d'un fleuve : hyène, chèvre, sorgho ;
- le chef du monde ;
- le bonnet du chef ;
- le cotonnier ;
- les trois malins ;
- apprendre à se connaître ;
- les trois voyageurs au bout du monde.

Sources : Différents rapports de Formation des Formateurs de Sénégal, Mali et Burkina Faso, 2002/2003 ; Rapport de formation champs école des paysan de coton, SOFITEX, Burkina Faso 2004

Annexe 10 Activités de sensibilisation et de publicité

Activités de sensibilisation et de publicité effectuées par les programmes nationaux en GIPD. Notez que cette liste n'est pas exhaustive.

Pays	Période	Lieu	Type d'activité	Culture	Presse impliquée
Sénégal					
	juillet 2001		Séminaire de démarrage FPMN	cult. maraîchères	
	avril 2002	Pout	Journée portes ouvertes	cult. maraîchères	
	2002	région Dakar & Thiès	Journée portes ouvertes	cult. maraîchères	émission télévision « Terroir »
		région St Louis	Journée portes ouvertes	cult. maraîchères	
	octobre 2002	CIFA Ndiaye	Journée portes ouvertes	riz	télévision, radio
	avril 2003	Pout	Journée portes ouvertes	cult. maraîchères	radio, émission télévision « Terroir »
	décembre 2003	région St Louis	Journée portes ouvertes	riz	radio, émission télévision « Terroir »
Mali					
	2001	Kouroumani	Journée portes ouvertes	riz	radio rural
	2001	Baguineda	Journée portes ouvertes	cult. maraîchères	télévision, radio
	octobre 2001	Baguineda	Journée portes ouvertes (journée mondiale de l'alimentation FAO)	cult. maraîchères	télévision, radio
	2002	Baguineda	Journée portes ouvertes	cult. maraîchères	télévision, radio
	septembre 2002	Sikasso	Journée portes ouvertes (sous-régionale)	coton	
	octobre 2002	Sélingué	Journée portes ouvertes (JMA – FAO)	riz	télévision, radio
	janvier 2003	Baguineda	Journée portes ouvertes	cult. maraîchères	radio rural
	2003	Bla	Journée portes ouvertes	coton	radio rural
	octobre 2003	Niono	Journée portes ouvertes ((JMA – FAO : visite du Président de la République)	riz	télévision, radio
Burkina Faso					
	mai 2002	Bagré	Journée commentée	riz	télévision, radio, presse écrite
	2002/2003	5 périmètres	Journées commentées	riz	
	mars 2003	Vallé du Sourou	Journée commentée	cult. maraîchères	télévision, radio, presse écrite
	toujours	tous CEP	Journée locale commentée		

Annexe 11 Mémoires d'étudiants (ME) et études de cas (EC) effectuées dans le cadre du projet

Type d'étude	Titre (année)	Auteur(s)	Institution	Suite donnée à l'étude
Burkina Faso				
ME	Principaux problèmes de la production rizicole sur le périmètre de Boulbi (Burkina Faso) : Cas particulier des déprédateurs du riz (2002)	Lucien SAWADOGO	Université du Mali – Institut Polytechnique rural de Formation et de recherche Appliquée (IPR/IFRA), Katibougou	Mise au point du continu des CEP-riz
ME	Evaluation des contraintes liées à l'adoption des technologies diffusées par le programme national de gestion intégrée de la production et des déprédateurs des cultures sur la plaine rizicole de la Vallée du Kou : Proposition de solutions (2004)	Aboubacar GNAMOU	Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso – Institut du Développement Rural	Contraintes identifiées à prendre en compte dans formulation nouvelle phase du projet
ME	Etude de l'importance économique de la cécidomyie du riz, <i>Oreolia oryzivora</i> H&G, sur la plaine rizicole de Boulbi	Sié Allasane BARRO	Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso – Institut du Développement Rural	Mise au point du continu des CEP-riz.
EC	Principaux problèmes de production maraîchère au centre-nord : cas particulier de la gestion des déprédateurs (2003)	NANGO Yacouba & NACRO Souleymane	DRAHRH & Projet	Préparation d'un programme de formation GIPD de 4 ans, pour financement plusieurs partenaires
Sénégal				
EC	IPPM and the marketing of vegetables in Senegal – Report of a study into the fresh produce sector in Senegal and the potential for the commercialisation of vegetables grown according to Integrated Plant Production and Protection Methods (2003)	Cora DANKERS	Project	Contraintes identifiées à prendre en compte dans formulation nouvelle phase du projet
EC	Etude socio-économique de l'utilisation des pesticides au Sénégal (2004)	Mariam SOW, Mamadou MARONE, Saliou NDIAYE & Wim MULLIE	Fondation CERES-Locustox, Institut du Sahel & Projet	Atelier national sur la politique de l'utilisation des pesticides aura lieu fin 2004

Annexe 12 Politiques et stratégies de développement rural et de l'environnement au Mali

Ancrage du programme GIPD dans les politiques et stratégies de développement agricole et de protection de l'environnement

Le Schéma Directeur du secteur du Développement Rural (SDDR)

Le Schéma Directeur du secteur du Développement Rural (SDDR) est un cadre de référence des interventions en matière de développement rural. Il constitue un instrument consensuel de dialogue entre l'Etat, les producteurs, la société civile et l'ensemble des partenaires au développement autour de la politique de développement du secteur.

La stratégie de développement du secteur rural dans laquelle s'insère étroitement la GIPD, repose sur des objectifs globaux suivants :

- augmenter la contribution du secteur à la croissance économique du pays par l'accroissement durable du volume de la production agricole et alimentaire ;
- renforcer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires en créant un environnement socio-économique et institutionnel du secteur rural favorable à la production durable des biens et services par des acteurs motivés et organisés ;
- améliorer les revenus et les conditions de vie des populations rurales par la promotion des filières agroalimentaires et des services financiers et d'intermédiations appropriés, et par l'accès aux services sociaux et agricoles de base ;
- protéger l'environnement et assurer une meilleure gestion des ressources naturelles par le développement d'un corps de lois, de règlements et d'institutions impliquant la participation de tous les acteurs et le renforcement des capacités de leurs acteurs.

Des options plus spécifiques au secteur du développement rural sont également identifiées, toutes prises en compte dans la GIPD, dont :

- la sécurité alimentaire ;
- la restauration et le maintien de la fertilité des sols ;
- le développement des aménagements hydro – agricoles ;
- le développement des filières agricole, animale, forestière, faunique et halieutique ;
- le développement des fonctions d'appui – conseil.

La Lettre de Politique de Développement Institutionnel du Secteur Rural (LPDI)

La Lettre de Politique de Développement Institutionnel du Secteur Rural a pour objet de fixer la vision institutionnelle du secteur rural à l'horizon 2010 et de traduire, sous forme d'engagement, les stratégies, mesures, moyens et actions permettant d'y parvenir.

La stratégie de développement rural adoptée par le gouvernement et ses partenaires dans le Schéma Directeur de Développement du secteur Rural et les réformes institutionnelles qui le sous tendent, doivent permettre au producteur, en tant qu'individu ou organisation, de s'épanouir dans un cadre institutionnel et politique amélioré et d'évoluer positivement grâce à :

- un meilleur accès aux marchés (système d'information, infrastructures, stockage, transport, etc.) ;
- un cadre réglementaire et législatif favorisant des interventions des opérateurs dans la transparence et la compétitivité ainsi que la sécurisation des investissements ;

- des services de conseils et de recherche agricole et rurale capables de répondre à sa demande d'un point de vue technique et commerciale ;
- des investissements publics planifiés avec sa participation et effectués avec son contrôle ;
- des cadres de concertations et de négociation lui permettant d'asseoir un partenariat avec l'ensemble des acteurs ;
- une plus grande transparence dans les structures de représentation des ruraux et dans leur gestion.

La mise en œuvre de cette stratégie agricole et de ce cadre institutionnel permet de projeter, pour l'horizon 2010, la vision ci-après :

- Un ministère fortement décentralisé, défenseur de l'intérêt public au niveau local, régional, national, sous régional et international
- En matière d'évolution du système national de recherche agricole :

Les stratégies et programmes formulés dans le plan stratégique de la recherche agricole (et qui prennent en compte la GIPD) seront sous tendus par une vision à long terme de la recherche agricole malienne caractérisée, entre autres, par les éléments suivant :

- une recherche agricole résolument orientée vers la satisfaction des besoins des utilisateurs; donc une recherche fortement régionalisée et en phase avec le processus de décentralisation et de responsabilisation du monde rural; une recherche participative exécutée en partenariat avec des utilisateurs bien informés et organisés, intervenant à tous les niveaux de la programmation (définition des priorités, appui à la recherche de financement, évaluation et appropriation des résultats) ;
 - une recherche agricole systémique (*holistique*), multidisciplinaire, prenant en charge et de façon durable les préoccupations agro-écologiques et socio-économiques (gestion des ressources naturelles, préservation de l'environnement et des écosystèmes, gestion des problèmes genre-développement etc.) ; une recherche appliquée orientée vers la résolution des nombreux problèmes du moment sans pour autant être fermée à la recherche stratégique pour l'avenir ;
 - une recherche agricole avec une perspective de financement durable capable de mobiliser, outre les ressources publiques, des ressources privées ; une recherche sur une base contractuelle avec les utilisateurs ; une recherche redimensionnée dont les charges sont de mieux en mieux maîtrisées avec un rapport coûts/bénéfices optimal (gestion transparente et efficiente).
- En matière d'évolution des organisations professionnelles agricoles et des chambres d'agriculture :
- Les institutions au niveau local, régional et national seront dotées d'une représentation et d'une gestion transparente et efficace, capables :
- i) de fournir ou de faire fournir effectivement des services efficaces à leurs membres pour leur permettre d'améliorer la productivité et augmenter leur production ;
 - ii) d'exprimer et de soutenir leurs options et opinions en terme technique par rapport à la génération et au transfert de technologies,
 - iii) de prendre en charge une partie du financement des activités de recherche et de conseil agricole et rural grâce, entre autres, aux ressources tirées de prélèvements sur la profession. Ces prélèvements pourront naître d'un simple transfert du droit de captage des prélèvements actuels par l'Etat à la profession ou de nouveaux prélèvements que la profession déciderait elle-même.

Les organisations professionnelles agricoles évolueront vers des organisations faîtières (unions, fédérations, confédérations, etc.) et ordres professionnels du secteur agricole,

capables de prendre en charge certaines grandes préoccupations des agriculteurs, notamment l'approvisionnement en intrants, la commercialisation des produits agricoles, la transformation primaire, la négociation et la défense des intérêts moraux de la profession agricole.

- En matière de vulgarisation

Les services de vulgarisation évolueront vers un conseil agricole et une plus grande implication des producteurs, de leurs organisations, ainsi que des communes rurales dans la planification, le financement ainsi que le suivi de l'exécution de ces services.

Le transfert des services de vulgarisation à certaines communes et organisations professionnelles agricoles s'opérera sur la base d'un test à réaliser dans les régions de Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti pendant la première phase du PASAOP (2002 - 2005) qui implique également la GIPD. Ce test sera suivi par l'ensemble des partenaires impliqués dans la vulgarisation agricole au Mali, y compris les représentants des OP et évalué par des experts indépendants.

On assistera à l'émergence de nouvelles relations client/fournisseur entre les services de l'Etat et les producteurs ruraux en vue de parvenir à une parfaite adéquation entre la demande et le service de vulgarisation rendu. A l'horizon 2010, seront créés de nouveaux services de vulgarisation qui tiendront compte de la participation des communes rurales, organisations professionnelles agricoles et secteur privé à la prise en charge des différents problèmes de la vulgarisation agricole.

- En matière de formation agricole, les institutions disposeront :
 - d'une capacité nationale permanente d'identification des besoins de formation, d'élaboration d'une politique nationale de formation agricole et rurale ;
 - d'un système permanent régionalisé de partenariat avec les OP et le secteur privé dans la détermination des besoins de formation, le financement et le suivi évaluation de la formation.

Le programme GIPD cadre bien avec ces différents aspects de la LPDI

La Politique Nationale de Protection de l'Environnement (PNPE)

La politique nationale de protection de l'environnement est un cadre d'orientation pour une gestion et une planification environnementale efficaces et durables pour le développement. Ce cadre permet au Mali de traiter et de gérer l'ensemble des questions environnementales.

Le but est de garantir un environnement sain et le développement durable, par la prise en compte de la dimension environnementale dans toute décision qui touche la conception, la planification et la mise en œuvre des politiques, programmes et activités de développement, par la responsabilisation des acteurs.

La politique nationale de protection de l'environnement vise à contribuer au développement économique et social durable du pays et à la recherche de la sécurité alimentaire, à lutter contre toute forme de pollution ou nuisance, contre le processus de dégradation des ressources naturelles et la désertification.

C'est de ceux-la que s'attelle aussi le programme GIPD.

Les objectifs globaux de la politique nationale de protection de l'environnement et dont la GIPD s'intègre sont les suivants :

- Assurer la sécurité alimentaire et la fourniture d'autres produits en quantité et qualité suffisante à travers une gestion durable des ressources naturelles renouvelables ;
- Préserver/protéger et améliorer le cadre de vie de l'ensemble des citoyens, notamment en luttant contre toute forme de pollution ou de nuisance ;
- Développer les capacités nationales (techniques et financières) d'intervention aux différents échelons (national, régional et local) et promouvoir la participation de toutes les composantes de la société malienne à l'œuvre de protection de l'environnement ;
- Promouvoir la création d'emplois alternatifs dans le domaine de la protection de l'environnement ;
- Contribuer de manière active au développement de la coopération sous-régionale et internationale en matière de protection de l'environnement.

Pour atteindre ces objectifs, le Mali a souscrit à plusieurs conventions, accords et traités internationaux :

Conventions, accords et traités

Intitulés	Date de ratification ou d'adhésion
Code de conduite FAO pour la distribution et l'utilisation des pesticides	1985
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements trans-frontaliers des déchets dangereux et de leur élimination.	Adhésion 29 mars 1989 Ratification 14 décembre 2000
Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer des déchets dangereux et sur le contrôle de leurs mouvements trans-frontaliers et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique.	Adopté le 31 janvier 1991 Entrée en vigueur le 20 mars 1996
Protocole de Montréal relatif à l'élimination des substances appauvrissant la couche d'ozone	Adhésion 10 décembre 1993 Ratification octobre 1994
Forum Intergouvernemental sur la Sécurité chimique (FISC)	Adhésion 31 octobre 1995
La Convention des Nations Unies sur les changements climatiques	Ratification le 18 janvier 2002
Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international.	Adhésion septembre 1998
Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants (POP)	Adhésion 23 mai 2001
Adoption des projets de textes relatifs à la ratification de la Convention de Stockholm	19 février 2003

Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté au Mali (CSLP)

Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté au Mali (CSLP) est une expression de la volonté du gouvernement d'engager une action de développement plus intense, plus organisée, plus consensuelle et plus efficace qui soit capable de réduire la pauvreté de façon durable. Il constitue aujourd'hui le cadre unique de référence de ses politiques et stratégies de développement qui régira désormais ses rapports avec les partenaires techniques et financiers. En effet, il est indispensable que toutes les politiques et stratégies sectorielles s'intègrent dans un cadre macro-économique cohérent pour assurer une plus grande efficacité dans leur mise en œuvre et leur suivi.

Le CSLP est bâti autour de trois axes stratégiques, à savoir :

- le développement institutionnel et l'amélioration de la gouvernance et de la participation ;
- le développement humain et le renforcement de l'accès aux services sociaux de base ;
- le développement des infrastructures et appuis aux secteurs productifs.

Ce dernier axe, qui implique la GIPD, met l'accent sur trois domaines prioritaires d'actions, à savoir :

- un schéma d'aménagement du territoire équilibré et une politique d'infrastructures adaptées ;
- une nouvelle politique commerciale et un cadre intégré de développement du secteur privé et des filières porteuses ;
- une nouvelle vision du développement rural et une approche pluridisciplinaire de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Cette nouvelle vision du développement rural est bâtie sur le Schéma Directeur du secteur du Développement Rural (pris en compte déjà par la GIPD) intégrant entre autre, une approche par filière, une nouvelle répartition des rôles entre intervenants avec responsabilisation des acteurs promoteurs (acteurs privés, organisations de producteurs) et une gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement.

La Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire et de Nutrition au Mali

Cette stratégie vise à satisfaire les besoins essentiels de la population. Elle se base sur l'augmentation et la diversification de la production agricole, l'amélioration des revenus des populations par une meilleure organisation du marché des aliments de base (céréales, sucre, huile, fruits et légumes, produits animaux, etc.).

L'élaboration d'une Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire à l'horizon 2015 et d'un programme de sécurité alimentaire durable dans une perspective de lutte contre la pauvreté au Mali, découle des décisions prises par la conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays du CILSS tenue en novembre 2000 à Bamako, suite au deuxième forum des Sociétés sahéliennes.

L'objectif général de la stratégie nationale de sécurité alimentaire durable, dans laquelle se fonde la GIPD, est d'assurer l'accès de tous les Sahéliens, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active à l'horizon 2015.

A cet effet, les objectifs spécifiques sont les suivants :

- promouvoir une agriculture productive, diversifiée, durable et régionalement intégrée ;
- développer et rendre fluide l'intégration sous régionale des marchés nationaux ;
- améliorer durablement les conditions structurelles d'accès des groupes et zones vulnérables à l'alimentation et aux services sociaux de base ;
- améliorer les dispositifs de prévention et de gestion des crises conjoncturelles, en cohérence avec la construction de la sécurité alimentaire structurelle.

La politique de développement du secteur coton

Dans le cadre de sa politique de libéralisation de l'économie par un désengagement de l'Etat des activités productives, industrielles et de commercialisation au profit du secteur privé et des collectivités locales, le Gouvernement, en collaboration avec ses partenaires, a initié une politique de réforme du secteur coton. Les objectifs de cette réforme qui cadrent aussi avec ceux de la GIPD, consistent à :

- maîtriser et réduire les coûts de production afin de rendre le coût de revient de la fibre compatible avec la baisse des cours sur le marché mondial ;
- améliorer les rendements à travers un renforcement des capacités de l'encadrement des producteurs et la mise en œuvre par ceux-ci des techniques de restauration de la fertilité des sols et le respect des différents itinéraires techniques ;

- dynamiser les organisations paysannes par la création d'associations de producteurs de coton qui sont des cercles plus restreints par quartier ou par affinité que les associations villageoises, pour donner un souffle nouveau à la caution solidaire ;
- accroître la contribution du secteur dans l'économie nationale ;
- contribuer à la lutte contre la pauvreté par l'amélioration de la qualité de vie des populations ;
- aboutir dans le secteur à la détermination des prix basés sur la libre négociation entre les agents.

Le Programme d'Amélioration des Systèmes d'Exploitation en zones cotonnières (PASE) contribue à cette politique de développement du secteur coton. L'objectif global du PASE est de contribuer à la mise en place d'une filière coton efficiente reposant à la fois, sur une organisation institutionnelle adoptée par tous les acteurs et des systèmes de production durables et performants.

Les impacts attendus du PASE, auxquels la GIPD pourrait contribuer très largement, sont :

- renforcer le processus d'innovation technique en zone cotonnière, notamment la capacité des producteurs à mettre au point des techniques, des chercheurs à proposer de nouveaux itinéraires et des divers acteurs à collaborer pour résoudre les problèmes rencontrés ;
- trouver de nouvelles voies pour rendre le secteur agricole plus performant et plus durable ;
- apporter des solutions nouvelles au maintien de la fertilité des terres cultivées et à la pérennisation des systèmes d'exploitation paysannes ;
- améliorer la fertilité entraînant une augmentation des productions agricoles ;
- permettre une diversification raisonnée des productions amorçant pour les producteurs concernés une amélioration forte de leurs revenus.

Le PASE devra aussi permettre l'évolution des systèmes de production vers plus de pérennité et limiter les nuisances liées aux produits phytosanitaires. Le PASE contribuera enfin à appuyer les associations professionnelles spécialisées de femmes par leur implication dans le cadre du conseil à l'exploitation et de l'expérimentation technique.

Annexe 13 Politiques et stratégies de développement rural au Sénégal

La politique nationale de surveillance et de contrôle phytosanitaires se trouve implicitement inscrite tant dans les objectifs spécifiques que dans les stratégies de développement et les mesures d'accompagnement de la Loi agro-sylvo-pastorale et dans le Code de l'environnement.

En effet, la Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale (LOASP), votée au premier semestre 2004, dégage une vision à long terme du développement rural. Ce document est composé de quatre 22 articles répartis dans 19 chapitres de cinq grands titres.

A son titre premier, à l'article 6, la LOASP a décliné les objectifs spécifiques de la politique de développement agro-sylvo-pastoral suivants :

7. la réduction de l'impact des risques climatiques, économiques, environnementaux et sanitaires, par la maîtrise de l'eau, la diversification des productions, la formation des ruraux, afin d'améliorer la sécurité alimentaire de la population, et de réaliser à terme la souveraineté alimentaire du pays ;
8. l'amélioration des revenus et du niveau de vie des populations rurales, et la mise en place d'un régime de protection sociale en leur faveur ;
9. l'amélioration du cadre et des conditions de vie en milieu rural, notamment par l'accès aux infrastructures et aux services publics, grâce à un aménagement équilibré et cohérent du territoire ;
10. la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles ;
11. la mise en place d'un système d'incitations à l'investissement privé dans l'agriculture et en milieu rural ;
12. l'amélioration de l'environnement et de la qualité de la production afin que l'agriculture soit un moteur du développement industriel et artisanal, et pour mieux satisfaire aux besoins des marchés intérieur et extérieur (sous régional et international).

Les objectifs spécifiques mentionnés aux premier, quatrième et sixième points précisent bien la nécessité de réduire les risques liés à la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles d'une part et d'améliorer la qualité de la production agricole aux fins de satisfaire les demandes afférentes aux marchés national et extérieur d'autre part.

Par ailleurs, la LOASP, en son article 34, insiste sur le contrôle de qualité des produits d'origine végétale et animale pour garantir la sécurité sanitaire des aliments et d'augmenter les exportations agricoles.

Parmi les mesures d'accompagnement de la LOASP, il est fait mention de la création d'un système national de recherche agro-sylvo-pastorale placé sous la responsabilité conjointe de l'Etat et des organisations professionnelles agricoles. Le financement de ses activités est assuré par le Fonds national pour la recherche agricole et agro-alimentaire (FNRAA). Ensuite, il y est aussi prévu l'élaboration d'une politique nationale de conseil agro-sylvo-pastoral dont la mise en œuvre, axée essentiellement sur la promotion des innovations techniques et technologiques, relève de l'Etat en partenariat avec les organisations professionnelles agricoles. Enfin le financement du développement agro-sylvo-pastoral a été pris en compte, à travers quatre articles de la LOASP, par la décision de création d'un Fonds national de développement agro-sylvo-pastoral (FNDASP).

La mise en œuvre effective de l'ensemble des décisions et engagements contenus dans la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale va certainement être étalée sur une période allant d'un minimum de deux ans à un maximum de dix ans à compter de sa date de promulgation.

Pour ce faire, il sera élaboré et exécuté, à chaque fois que de besoin, des programmes et plans d'actions spécifiques, de manière participative et conformément aux orientations et stratégies définies dans la Lettre de politique de développement rural décentralisé, la Lettre de politique de développement institutionnel du secteur agricole, le Code forestier et le Code de l'environnement disponibles depuis 1999.

A ce titre, le programme national de développement agricole (PNDA) en cours d'élaboration finale avec l'assistance technique de la FAO, devrait prendre en compte, dans sa composante afférente à la protection des végétaux, la lutte intégrée et la protection de l'environnement comme le souhaitent, au nom de l'agriculture raisonnée, toutes les autorités techniques et administratives rencontrées par la mission d'évaluation du programme GIPD.

Aujourd'hui, d'un point de vue institutionnel, la mise en œuvre en cours de la première phase du Projet des services agricoles et d'appui aux organisations de producteurs (PSAOP) a conduit à une réorganisation du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique (MAEH) destinée à permettre de recentrer ses activités autour des fonctions :

- d'orientation, d'analyse et de prévision qui est à la base de la définition des politiques, programmes et des projets de développement agricole et rural ;
- de suivi, de coordination et d'évaluation de la mise en œuvre des actions, des projets, des programmes et des politiques de développement agricole et rural par les différents opérateurs publics et/ou privés ;
- de réglementation et de contrôle de son application dans les différents domaines relevant des produits d'origine végétale ou animale.

Pour l'exécution de ses activités, le MAEH a mis en place un organigramme fonctionnel articulé autour :

- du Service Départemental de développement rural (31 SDDR), organe opérationnel de terrain ;
- de la Direction Régionale de développement rural (11 DRDR) ;
- des 10 directions techniques nationales ;
- du Secrétariat Général chargé, entre autres, d'assurer la coordination des services, des sociétés et structures sous tutelle (SRDR, Agences et Projets) ;
- du Cabinet du Ministre, de ses Conseillers techniques et de ses services rattachés.

Sur la base de cadre logique, les divisions techniques régionales élaborent leurs programmes d'activités assortis de budgets correspondants. Ces documents sont ensuite ajustés, corrigés et synthétisés par la Direction Régionale. Au cours des travaux de synthèse, le Directeur Régional devra s'assurer que les activités et besoins exprimés par les Service Départementaux de développement rural, dont notamment ceux du Bureau de Protection des Végétaux, sont pris en compte par les divisions techniques régionales. Les documents synthétisés de la région sont ensuite transmis aux directions techniques nationales, dont notamment la Direction de la Protection des Végétaux, pour analyse en vue de leur validation par le MAEH. Ces projets de budgets ainsi validés seront discutés avec les services techniques du ministère de l'Economie et des Finances lors des conférences budgétaires qui démarrent souvent en juillet de chaque année.

Dès le vote en décembre de la Loi de Finances par l'Assemblée Nationale, ces budgets sont notifiés au ministère chargé de l'Agriculture pour disposition à prendre en vue de leur exécution par les divisions techniques régionales sous la supervision et la coordination du Directeur Régional. Les Directions techniques centrales assurent un appui technique et le suivi-évaluation conformément aux critères de performance et de résultat d'une part et aux indicateurs de suivi et d'évaluation d'autre part retenus dans le cadre logique lors de l'élaboration des propositions de budget et de programmes d'activités.

Le PSAOP, dont la première phase devra s'achever en Décembre 2004, vise fondamentalement à lutter contre la pauvreté en milieu rural dans le but d'accroître significativement et durablement la productivité et la production agricoles d'une part et d'augmenter les revenus des petits producteurs d'autre part, par l'adoption et l'application d'innovations techniques et technologiques qui protègent l'environnement.

Pour atteindre ce but et pour ce faire, les actions, les mesures institutionnelles et les mécanismes déjà mis en œuvre, devraient, à terme, aboutir à :

1. une Administration de développement agricole et rural moderne et efficient, concentrée sur ses fonctions essentielles de service public précédemment mentionnées ;
2. l'existence effective d'organisations de producteurs (OP) efficaces aux niveaux de la communauté rurale et du département, (c'est le rôle des comités locaux de coordination des organisations des producteurs -CLCOP-), de la région (mission des comités régionaux de coordination des organisations de producteurs -CRCOP-) et du pays tout entier. Ces organisations devraient être aptes à faire entendre leurs voix dans le processus de génération et de transfert des techniques et technologies d'une part et capables de fournir réellement des services à leurs membres producteurs agricoles, éleveurs ou pasteurs, exploitants forestiers, pisciculteurs ou pêcheurs, d'autre part ;
3. des services de conseil agricole, probants pour les producteurs (individuellement ou en organisation) et répondant à leurs besoins. Dans le dispositif, ceci est de la responsabilité de l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) sous la coordination de la DRDR, à l'échelle des onze régions du pays ;
4. un système ouvert et transparent de financement de la recherche : le Fonds National pour la Recherche Agricole et Agro-Alimentaire (FNRAA). Il a pour but de financer toutes les activités de recherche (de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) ou autres). Il est géré par un Comité de gestion comprenant des partenaires du secteur privé et du patronat et est présidé par le Président du Conseil National de Concertation et de coopération des Ruraux, le représentant des organisations des producteurs.
5. au niveau local, les activités de recherche-développement (R & D) et de conseils agricoles seront identifiées et programmées conjointement (par l'ANCAR, la DRDR et l'ISRA) avec les organisations de producteurs (le CLCOP et le CRCOP). A ce niveau, les ONG (de production et/ou d'écoulement des produits) travaillent à côté ou s'impliquent dans le dispositif.

Annexe 14 Budget et dépenses du projet

Le budget approuvé et les dépenses faites (y inclus les engagements), à la date de 30 juillet 2004

Ligne budgétaire	Budget approuvé ¹	Dépenses + engagements
5012 Salaires services généraux	\$ -	\$ 49,914
5013 Consultants	\$ 265,033	\$ 204,682
5014 Contrats	\$ 116,434	\$ 14,658
5020 Recrutements locaux	\$ -	\$ 1,764
5021 Voyages	\$ 183,499	\$ 150,692
5023 Training	\$ 1,001,791	\$ 1,121,113
5024 Matériaux consommables	\$ 4,000	\$ 22,611
5025 Equipement	\$ 89,983	\$ 74,340
5028 Frais généraux d'opération	\$ 95,665	\$ 111,750
5029 Coûts de support	\$ 228,333	\$ 214,380
Total	\$ 1,984,738	\$ 1,965,904

¹ Ce montant n'inclus pas encore les fonds supplémentaires accordés par le bailleur

Source : FAO, Rome.

Annexe 15 Coûts de la formation d'un producteur-facilitateur (PF)

Pays	Etapas dans la formation	Eléments des coûts	Coût total	
			(fcfa)	\$ EU
Burkina Faso				
	1	Participation dans le CEP producteur	--	--
	2	Animation d'un CEP en tant que PF, accompagné par un agent-facilitateur	per diem PF (2 500 fcfa/jour de CEP)	40 000
	3	Animation d'un 2 ^{ème} CEP en tant que PF, accompagné par un agent-facilitateur	per diem PF (2 500 fcfa/jour de CEP)	40 000
	4	PF prêt à animer les CEP indépendamment		
	Coût total		80 000	160
Mali				
	1	Participation dans le CEP producteur	--	--
	2	Animation d'un CEP en tant que PF, accompagné par un agent-facilitateur	per diem PF (2 500 fcfa/jour de CEP)	40 000
	3	Atelier de formation d'environ 7 jours	maximum des coûts réels, rencontré dans le Projet	60 000
	4	PF prêt à animer les CEP indépendamment		
	Coût total		100 000	200
Sénégal				
	1	Participation dans le CEP producteur	--	--
	2	Animation d'un CEP en tant que PF, accompagné par un agent-facilitateur	per diem PF (2 500 fcfa/jour de CEP)	40 000
	3	Atelier de formation d'environ 15 jours	maximum des coûts réels, rencontré dans le Projet	120 000
	4	PF prêt à animer les CEP indépendamment		
	Coût total		160 000	320

Annexe 16 Analyse préliminaire et partielle du bilan coûts – bénéfices de l'introduction de l'approche GIPD-CEP

Coûts de formation – données de bases et suppositions

Coûts d'organisation d'un CEP (francs cfa)

25 producteurs commencent dans le CEP
 75% des producteurs terminent le CEP avec succès
 75% des producteurs qui ont réussi le CEP, appliquent la GIPD dans leur champ (14)

Coûts de formation par producteur qui commence le CEP : 12 160

Coûts de formation par producteur qui applique la GIPD : 21 618

Coût d'amortissement de la formation des facilitateurs (francs cfa)

Coûts par facilitateur 1 920 000
 Coûts par facilitateur par année (amortissement en 5 ans) 384 000
 Coûts par CEP (2 CEP par facilitateur par année) 192 000

Coûts par producteur qui applique la GIPD 13 714

Salaire du facilitateur

Salaire par mois 150 000
 Salaire par journée de travail 6 000
 Coûts par CEP (16 sessions d'une journée) 96 000
 Coûts par producteur qui applique la GIPD 6 857

Bénéfices : données de base et suppositions

Producteurs qui appliquent la GIPD obtiennent dans leur propre champ 75% des gains de revenus obtenus dans les CEP

Producteurs cultivent 1 ha de riz ou de coton, ou 0.25 ha de cultures maraîchères

Bilan coûts – bénéfices

Pays/ culture	Bénéfices			Coûts			Bénéfices nets	
	Gain médian de revenus (fcfa/ha)	75% du gain médian (fcfa/ha)	Gain médian réel (fcfa/champ)	CEP (fcfa)	salaire (fcfa)	amort. FdF (fcfa)	après 1 année (fcfa)	après 3 années (fcfa)
Burkina Faso								
Riz	70 000	52 500	52 500	21 618	6 857	13 714	10 311	115 311
Tomate	250 000	187 500	46 875	21 618	6 857	13 714	4 686	98 436
Chou	1 325 000	993 750	248 438	21 618	6 857	13 714	206 248	703 123
Mali								
Riz	88 000	66 000	66 000	21 618	6 857	13 714	23 811	155 811
Tomate	56 000	42 000	10 500	21 618	6 857	13 714	-31 689	-10 689
Ognon	74 000	55 500	13 875	21 618	6 857	13 714	-28 314	-564
Coton	75 000	56 250	56 250	21 618	6 857	13 714	14 061	126 561
Sénégal								
Riz	102 000	76 500	76 500	21 618	6 857	13 714	34 311	187 311
Gombo	141 000	105 750	26 438	21 618	6 857	13 714	-15 752	37 123
Tomate	35 000	26 250	6 563	21 618	6 857	13 714	-35 627	-22 502
Chou	349 000	261 750	65 438	21 618	6 857	13 714	23 248	154 123
Ognon	355 000	266 250	66 563	21 618	6 857	13 714	24 373	157 498

Exemple d'une analyse de sensibilité (Sénégal – riz) :

+ Réduire à 50% les coûts de la formation des formateurs, augmente le rapport coûts – bénéfices avec 20%

Riz	102 000	76 500	76 500	21 618	6 857	6 857 -50%	41 168 +20%
-----	---------	--------	--------	--------	-------	---------------	----------------

+ Le même résultat est obtenu en augmentant les revenus nets du paysan avec 9 %

Riz	102 000	76 500	83 357 +9%	21 618	6 857	13 714	41 168 +20%
-----	---------	--------	---------------	--------	-------	--------	----------------